

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE
SUR
L'Ancien droit des successions
D'APRÈS
LES COUTUMES DU MAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 2 Juin 1909, à 1 heure

PAR

Charles LÉCUREUR

Lauréat de la Faculté de Droit de l'Université de Paris

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

Suffragants { *MM. CHÉNON, professeur.*
GARÇON, professeur.

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE

SUR

L'Ancien droit des successions

D'APRÈS

LES COUTUMES DU MAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 2 Juin 1909, à 1 heure

PAR

Charles LÉCUREUR

Lauréat de la Faculté de Droit de l'Université de Paris

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

Suffragants }

MM. CHÉNON, professeur.

GARÇON, professeur.

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554627_0029

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

DOCUMENTS MANUSCRITS

- Collection Baluze.* — T. LXXVI, Bibliothèque nationale.
- Cartulaire de Saint-Florent de Saumur.* — Bibliothèque nationale, nouv. acq. lat., 1930.
- Collection de dom Housseau* (dite de Touraine). — Bibliothèque nationale.
- Preuves de l'histoire de Marmoutier de dom Martène.* — Bibliothèque nationale, mss. latins, 12878, 12879, 12880.
- Notes de M. Beauteemps-Beaupré.* — Bibliothèque municipale de la Ville d'Angers.
- Cartulaire de l'Abbaye de la Roë* (copie de M. Marchegay). — Bibliothèque nationale, nouv. acq. lat., 1227.
- Cartulaire de Saint-Vincent du Mans.* — Bibliothèque nationale, mss. lat., 5444.
- Archives départementales de la Sarthe.* — Titres de la Couture et de Marmoutier.

DOCUMENTS IMPRIMÉS

- Baluze.* — Miscellanea (Paris, 1678, 7 vol.).
- Abbé Barret.* — Cartulaire de Marmoutier pour le Perche (Mortagne, 1894.)

Beauteemps-Beaupré. — Coutumes et institutions judiciaires de l'Anjou et du Maine antérieures au xvi^e siècle, (Paris, 1877-1895), 8 vol.

Broussillon (Bertrand de). — Cartulaire de l'Abbayette, prieuré du mont Saint-Michel. (Paris, 1894.)

Broussillon (Bertrand de) et *Brossay* (M. du). — Cartulaires d'Assé-le-Riboul, d'Azé et du Généteil. (Le Mans, 1903.)

Broussillon (Bertrand de). — Cartulaire de Saint-Aubin d'Angers. (Angers, 1899.)

— Cartulaire de l'évêché du Mans. (Le Mans, 1900.)

— Cartulaire de Saint-Victor du Mans, prieuré du mont Saint-Michel. (Paris 1895.)

Beugnot. — Les Olim. (Paris, 1839-1848. Doc. inéd.)

Boretins et Krause. — Capitularia regum francorum. (Hanovre, 1883.)

Abbé Bourassé. — Cartulaire de Cormery. (Tours, 1861.)

Chappée et Denis. — Archives du Cognier. Série H. (Le Mans, 1903.)

Charles et Menjot d'Elbenne. — Cartulaire de Saint-Vincent du Mans (1^{re} partie). (Le Mans, 1886.)

Abbé Chevallier. — Cartulaire de l'abbaye de Noyers. (Tours, 1877.)

Abbé Denis. — Cartulaire de Saint-Hippolyte de Vivoin, prieuré de Marmoutier. (Ligugé, 1894.)

Durville. — Cartulaire de Saint-Serge d'Angers (analyse). (Nantes, 1903.)

- Farcy* (P. de). — Cartulaire de la Haie-aux-Bonshommes, et des Bonshommes de Craon. (Laval, 1907.)
- Fleury*. — Cartulaire de Perseigne. (Mamers, 1880.)
- Grandmaison* (de). — Livre des Serfs de Marmoutier. (Tours, 1864.)
- Grosse-Duperron et Gouvriou*. — Cartulaire de Fontaine-Daniel. (Mayenne, 1896.)
- Guérard*. — Cartulaire de Saint-Père de Chartres, (Paris, 1840. Doc. inéd.)
- Abbé Lottin*. — Chartularium insignis ecclesiæ Cenomaniensis, quod dicitur Liber albus. (Le Mans, 1869.)
- Mabile*. — Cartulaire de Marmoutier pour le Dunois. (Châteaudun, 1874.)
- Marchegay*. — Archives d'Anjou, t. I, Cartulaire de Saint-Maur-sur-Loire, t. II, Chartes de Marmoutier pour l'Anjou, t. III, Cartulaire du Ronceray d'Angers. (Angers, 1843-1853.)
- Dom Martène*. — Thesaurus novus anecdotum. (Paris, 1717.)
- Mengot d'Elbenne et abbé Denis*. — Cartulaire du chapitre royal de Saint-Pierre-de-la-Cour, du Mans. (Le Mans, 1904-1937.)
- Merlet et Jarry*. — Cartulaire de l'abbaye de la Madeleine de Châteaudun. (Châteaudun, 1896.)
- Merlet*. — Cartulaire de la Sainte Trinité de Tiron. (Chartres, 1883.)
- Abbé Métais*. — Cartulaire de la Trinité de Vendôme. (Chartres, 1893-1904.)

Métais et Souancé (de). — Cartulaire de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou. (Vannes, 1900.)

Pardessus. — Diplomata, chartæ. etc. (Paris, 1843-1849.)

Pertz. — Monumenta Germaniæ, Leges. (Hanovre, 1835 et suiv.)

Port (Célestin). — Cartulaire de l'hôpital Saint-Jean d'Angers. (Angers, 1870.)

Dom Rigaud et Bénédictins de Solesmes. — Cartulaire de Saint-Pierre de la Couture et de Saint-Pierre de Solesmes. (Le Mans, 1881.)

Souancé (de). — Cartulaire de Notre-Dame des Clairets de Nogent-le-Rotrou. (Nogent-le-Rotrou, 1894.)

Teulet. — Layettes du Trésor des Chartes, (1863-1875.)

Trémault (de). — Cartulaire de Marmoutier pour le Vendômois. (Paris, 1893.)

Urseau. — Cartulaire de Saint-Maurice d'Angers. (Angers, 1908.)

Vallée. — Cartulaire de Château-du-Loir. (Le Mans, 1905.)

Zeumer. — Formulæ, etc. (Hanovre, 1886.)

OUVRAGES ANCIENS

Beaumanoir (de). — Coutume de Beauvaisis. (Edit. Beugnot.) Paris, 1842.

Bodreau. — Coustumes du païs et comté du Maine. (Paris, 1645.)

Boulainvilliers (de). — Etat de la France. (Londres, 1727.)

Bourdot de Richebourg. — Nouveau coutumier général.

(T. IV. Paris, 1724.)

Bouteiller. — Somme rural. (Edit. Le Caron, 1621.)

Galland. — Traité du franc-alleu. (Paris, 1637.)

Glanville. — Tractatus de legibus Anglie. (Edit. Philips. Berlin, 1828.)

Gruchy (de). — L'ancienne coutume de Normandie. (Réimpression en 1881. Jersey.)

Guyné. — Traité de la représentation. (Paris, 1779.)

Laurière (de). — Coutume de Paris. (Paris, 1777.)

— Traité des institutions et substitutions contractuelles. (Paris, 1715.)

Lebrun. — Traité des successions. (Paris, 1775.)

Loisel. — Institutes coutumières. (Edit. de Laurière, Paris, 1783.)

Malicottes L. des. — Remarques et notes sommaires sur la Coustume du Maine. (Le Mans, 1657.)

Philippeaux. — Projet de législation civile. Le Mans, 1789.

Pocquet de Livonnière. — Coutumes d'Anjou. Paris, 1727.

— Règles du droit français. Paris, 1768.

— Traité des fiefs. Paris, 1756.

Pothier. — Œuvres complètes, éd. Bugnet, 1845.

Ragneau et Laurière. — Glossaire du droit français. Paris, 1704.

Saint-Vast (O. de). — Commentaire sur les coutumes du Maine et d'Anjou. Alençon, 1779.

— Très ancien coutumier de Normandie, éd. Tardif. Paris, 1881.

Trottier. — Principes des coutumes d'Anjou et du Maine.
Angers, 1783.

OUVRAGES MODERNES

Auffroy. — Evolution du testament en France, des origines
au XIII^e siècle. Thèse, Paris 1899.

Bellée, Duchemin et Brindeau. — Cahiers de plaintes et
doléances des paroisses de la province du Maine
pour les Etats généraux de 1789. Le Mans, 1887.

Bertrand de Broussillon. — La maison de Laval. Paris,
1896.

Caillemer (R.). — Origines et développement de l'exécution
testamentaire, époque franque et moyen âge. Thèse,
Lyon, 1900.

— Confiscation et administration des successions par
les pouvoirs publics au moyen âge. Thèse, Lyon,
1901.

Chénion. — Etude sur l'histoire des alleux en France. Paris,
1888.

Desjardins. — Etude sur la règle « donner et retenir ne
vaut ». Revue critique de législation et jurispru-
dence, 1868.

Escarra. — La succession aux biens réels dans les coutu-
mes anglo-normandes. Thèse, Paris, 1903.

Esmein. — Cours élémentaire d'histoire du droit français,
7^e édit., 1907.

- Espinay* (d'). — Etude sur les cartulaires angevins. Paris, 1864.
- Le droit de l'Anjou avant les coutumes, d'après les notes de M. Beaupré. Revue d'Anjou. 1901.
 - Institutions judiciaires de l'Anjou et du Maine. Compte rendu de l'ouvrage de M. Beaupré. Angers, 1897.
 - Note sur la coutume de Vendôme. Paris, 1894.
 - La sénéchaussée d'Anjou. Angers, 1892.
 - La réforme de la coutume du Maine en 1508. Marmers, 1893.

Fitting. — Montpellier, 1907. *Mélanges*.

Flach. — Origines de l'ancienne France. Paris, 1886.

Fliniaux. — Le système des parentèles comme mode de dévolution de la succession *ab intestat*. (Thèse de Paris, 1906.)

Fournier (Marcel). — Histoire de la science du droit en France. (Paris, 1892.)

Gide (Paul). — Etude sur la condition privée de la femme. (Paris, 1885.)

Glasson. — Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre. (Paris, 1882 et suiv.)

- Histoire du droit et des institutions de la France (Paris, 1887-1906.)

Jarriand. — Histoire de la novelle 118 dans les pays de droit écrit. (Thèse de Paris, 1899.)

- Jobbé-Duval*. — Histoire du retrait lignager et de la vente à réméré. (Paris, thèse 1874.)
- Jullian*. — Histoire de la Gaule. (Paris, 1908.)
- Laferrière*. — Histoire du droit français. (Paris, 1857-58.)
- Latouche* (Robert). — Remarques bibliographiques sur l'histoire du Maine. (Province du Maine, 1907.)
- Latouche*. — Etudes sur l'histoire du comté du Maine. (Positions des thèses des élèves de l'Ecole des Chartes, 1907.)
- Lefebvre* (Ch.). — Cours d'histoire du droit matrimonial français. Leçons d'Introduction. (Paris, 1899.)
- Droit des Gens mariés. (Paris, 1900-1908.)
- Longnon*. — Atlas historique de la France, texte (Paris, 1884.)
- Maitre*. — Le Maine sous l'ancien régime (Laval, 1896.)
- Nouvelle Revue historique* de droit français et étranger. Articles de Messieurs Buche, Paul Fournier, Glasson, Planiol, etc.
- Pesche*. — Dictionnaire topographique, historique et statistique de la Sarthe. (Le Mans, 1829.)
- Dom Piolin*. — Histoire de l'Eglise du Mans. (Paris, 1851 et suiv.)
- Planiol*. — Origines romaines de la saisine héréditaire. Revue critique de législation et de jurisprudence, nouvelle série. (XIV.)
- Proust*. — Archives historiques de l'Ouest. (Paris, 1867.)
- La Province du Maine* (revue).
- Revue des questions historiques*.

Revue historique et archéologique du Maine.

Savigny (de). — Histoire du droit romain en France au moyen âge (traduction Guenoux, Paris, 1839.)

Sée (Henri). — Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge. (Paris, 1901.)

Stouff. — Etude sur le principe de la personnalité des lois. (Paris, 1894.)

Tambour. — Le bénéfice d'inventaire (Thèse de Paris, 1855.)

Tardif. — Histoire des sources du droit français. (Origines romaines, Paris, 1890.)

Triger (R.). — L'année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine. (Mamers, 1789.)

Vallier. — Le fondement du droit successoral en droit français. (Thèse de Paris, 1902.)

Viollet (Paul). — Les Etablissements de Saint-Louis. (Paris, 1881-1886.)

ETUDE SUR
L'Ancien Droit des Successions
D'APRÈS
Les Coutumes du Maine

INTRODUCTION HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE SOMMAIRE DE LA PROVINCE
DU MAINE

Le territoire de nos deux départements de la Sarthe et de la Mayenne était, au moment de la conquête romaine, occupé presque entièrement par des peuplades aulerques. Elles s'étaient séparées d'assez bonne heure en deux cités : la cité des Cénomans, dans le bassin de la Sarthe, avec *Saindinum* ou *Subdamun* ou *Vindinum* (Le Mans) pour capitale, et la cité des Diablinthes, dans le bassin de la

Mayenne, avec, pour capitale, *Neodumum* (Jublains) (1).

Ainsi divisées, elles furent rapidement soumises par les troupes de César, malgré une vive résistance. Les Aulerques s'assimilèrent très vite, et non sans profit, la civilisation des vainqueurs. *Vindinum*, fortifiée, devint la résidence des magistrats romains. Par suite des divers remaniements administratifs, les deux cités des Diablinthes et des Cénomans firent partie successivement de la première, puis de la deuxième, et enfin de la troisième province lyonnaise.

Notre contrée fut évangélisée, semble-t-il, vers le milieu du IV^e siècle, par Saint-Julien, dont l'école légendaire fait remonter la mission au premier siècle de l'ère chrétienne. *Vindinum*, qui, depuis peu de temps, s'appelait Cenomani, devint le siège d'un évêché (2). De là son importance toujours crois-

1. Nous laisserons de côté la troisième cité des aulerques, celle des Aulerques Eburovices, établis dans les vallées de l'Avre et de l'Eure, et dont l'histoire est étrangère à celle de notre province. Quant aux *Arœii*, dont parle Ptolémée, peut-être faut-il situer leur cité dans la vallée de l'Erve affluent de droite de la Sarthe. (Voir : Jullian. *Hist. de la Gaule*, t. II, p. 493 et suiv.)

2. Le nom vulgaire de la région qui nous occupe (le Maine) ne dérive pas du vocable latin *Cenomannicum*, mais de la variante *Cenomania*, qui, ainsi qu'en témoigne la forme *Cilmanis* de l'ancien nom du Mans, a dû donner originairement *Cilmaine* ou *Celmaine*. Par suite d'une confusion de la syllabe

sante. La *Notitia dignitatum* nous apprend qu'un *præfectus Lætorum gentilium Suevorum* était installé au Mans au début du VI^e siècle.

Des barbares du Nord avaient déjà traversé la région, en la ravageant. D'autres arrivèrent peu à peu, tantôt ennemis, tantôt alliés de l'Empire. En 463 Chilpéric, fils de Mérovée, combattait les Wisigoths sous les murs d'Orléans, puis, quelques années plus tard, il venait délivrer Angers, dont les Saxons s'étaient emparés.

C'est après la défaite de Syagrins à Soissons, en 486, que les Francs devinrent maîtres du pays jusqu'à la Loire. D'après Grégoire de Tours, Clovis aurait fait égorger Regnomer, son cousin, peut-être roi du Mans.

Compris dans les divers partages mérovingiens, le Maine se trouva englobé dans la Neustrie. Les deux cités des Diablinthes et des Cénomans réunies, formèrent le Pagus cenomanicus. Le pagus fut administré par des fonctionnaires royaux ou comtes, dont nous connaissons quelques-uns pour la période carolingienne (Rorgon, 820-839), Gui (831-835), Bérenger (891). C'étaient, pour la plupart, des

initiale de Celmaine avec le pronom indicatif « cel » on substitua à ce prétendu pronom l'article masculin dans le nom de la province, aussi bien que dans celui de la ville épiscopale, « Le Mans ». Longnon. *Atlas historique* : texte, p. 102, en note.

parents ou des fidèles du souverain. A certains moments, notre province forma, avec les provinces voisines, un grand gouvernement militaire ou ducatus, sous le commandement d'un dux chargé de défendre l'Empire contre les Bretons, et surtout contre les Normands. Un de ces chefs militaires, Robert le Fort, fut tué au pont de Brissarthe, dans un combat contre les Normands, qui s'étaient emparés d'Angers (866). Ces pirates vinrent, à plusieurs reprises, ravager les faubourgs du Mans. Leurs incursions cessèrent lorsqu'ils furent établis sur les terres concédées par Charles le Simple à Rollon (Traité de Saint-Clair-sur-Epte en 911).

Aucun des fonctionnaires royaux, comtes ou ducs, ne détenait le pouvoir à titre héréditaire. Le premier comte héréditaire du Maine fut Hugues I^{er}, qui régnait en 955, ou peut-être même Roger. Ses descendants lui succédèrent. Ce furent Hugues II, Herbert I, Hugues III, Herbert II (1).

Vers la même époque apparurent les grandes maisons féodales de la province. Laval fondée à la fin du ix^e siècle, devait former à partir de Louis XI un

1. Nous donnons cette liste d'après l'étude récente de M. R. Latouche (*Positions des thèses de l'Ecole des Chartes*, 1907, p. 111). Mais la liste des comtes du Maine est dressée de façon différente par MM. Flach, Glasson et Halphen. Voir aussi un article de M. R. Latouche dans la *Revue du Maine*, 1909, 1^{re} livraison.

comté indépendant. Sainte-Suzanne et Beaumont appartenaient aux vicomtes du Maine. Mayenne, Sablé, La Ferté, Château-du-Loir, étaient les chefs-lieux de grandes seigneuries. En général, les barons manceaux aidèrent fidèlement leurs comtes dans leurs luttes contre des voisins puissants et ambitieux : les ducs de Normandie, au Nord, les comtes d'Anjou, au Sud. Geoffroi Martel, comte d'Anjou, se trouvait en 1055, seul maître du Mans. Le jeune comte du Maine, Herbert II, réfugié à la cour du duc de Normandie, promit la main de sa sœur Marguerite à Robert Courteheuse, fils de Guillaume le Bâtard. La fiancée mourut avant le mariage. Néanmoins à la mort d'Herbert, Guillaume réclama le Maine pour son fils, et s'empara du Mans (1063). Pendant la conquête de l'Angleterre, les Manceaux appelèrent Azzon, seigneur d'Este, gendre d'Herbert I, et le firent comte. Il retourna presque aussitôt en Italie, confiant sa femme et son jeune fils Hugues à Geoffroi de Mayenne qui abusa de ses pouvoirs de tuteur. Mécontents, les bourgeois et ouvriers du Mans formèrent une conjuration qu'ils appelèrent commune, à laquelle ils firent adhérer l'évêque et les seigneurs (1069). Suivant les chroniqueurs, ils se livrèrent à de nombreux excès. Guillaume le Conquérant, revenu d'Angleterre, détruisit leur confédération sans aucun combat. Sa victoire écarta Foulques le Réchin, comte d'Anjou, qui était

intervenir dans les affaires mancelles. La lutte recommença entre Normands et Angevins pour la domination du Maine, et aboutit à une transaction. Robert Courteheuse fut reconnu comte du Maine et prêta hommage à Foulques (1081). Les Manceaux profitèrent des querelles entre Robert et son frère Guillaume le Roux pour rappeler Hugues IV, fils d'Azzon, qui vendit ses droits à son cousin Hélié de la Flèche (1095). Hélié, avec l'aide de la noblesse mancelle et l'appui de Foulques le Réchin, put reprendre Le Mans, et se fit reconnaître définitivement comte du Maine vers 1100. Il maria sa fille unique Erembourg avec Foulques le jeune, fils du comte d'Anjou, avant 1109, et à sa mort, survenue vers 1127, l'Anjou et le Maine se trouvèrent réunis. De ce jour, ils eurent une destinée commune. L'état angevin se développa considérablement. Foulques devenu roi de Jérusalem, céda à son fils Geoffroi, dit Plantagenet, ses pouvoirs sur l'Anjou et le Maine. Geoffroi épousa Mathilde, fille du roi d'Angleterre, et eut d'elle un fils qui fut roi d'Angleterre, duc de Normandie et comte du Maine et de l'Anjou sous le nom Henri II (1154). Les fils de Henri II, Richard Cœur de Lion et Jean Sans Terre lui succédèrent, et luttèrent contre Philippe-Auguste, qui les avait autrefois soutenus dans leur révolte contre leur père.

Jean Sans Terre, accusé d'avoir assassiné son ne-

veu Arthur de Bretagne, et sommé de comparaître devant la Cour des Pairs, par le roi de France, son suzerain pour ses possessions du continent fit défaut. Philippe-Auguste en prit prétexte pour confisquer tous ses fiefs situés en France (1203). Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou et du Maine, lui livra Le Mans.

Notre province revenait ainsi sous la domination française. Sa capitale fut assignée en douaire à Béragère, veuve de Richard Cœur de Lion (1206).

Louis IX donna le Maine en apanage à son frère Charles, avec l'Anjou et la Touraine, en 1246. La petite-fille de Charles d'Anjou épousa Charles de Valois. De ce mariage naquit Louis de Valois, mort en 1329 sans autres héritiers que ses frères, dont l'un était roi de France sous le nom de Philippe VI. Les trois provinces d'Anjou, Maine et Touraine étaient ainsi une seconde fois réunies à la couronne.

Jean le Bon en fit l'apanage de son fils, Louis I^{er} d'Anjou (1396). Mais les Anglais vainqueurs s'emparèrent de tout l'ouest de la France. Le Maine resta entre leurs mains du 10 août 1425 au 16 mars 1448, malgré les coups de mains d'Ambroise de Loré et la victoire de Duguesclin à Pontvallain.

En 1425, René d'Anjou, roi de Sicile, donna à son frère Charles ses droits sur le Maine. Et lorsqu'il maria sa fille Marguerite avec Henri VI roi d'Angleterre, celui-ci restitua le Maine à Charles, l'oncle de

sa femme. Le fils de Charles mourut en 1481, sans descendants, après avoir institué comme héritier universel Louis XI, qui possédait l'Anjou depuis la mort de René survenue en 1480.

Cette fois, l'annexion au domaine royal était définitive. Le Maine forma l'apanage en usufruit de certains puînés des rois de France (duc d'Alençon, fils de Henri II, Jean-Baptiste Gaston, fils de Henri IV, Auguste de Bourbon fils légitimé de Louis XIV, Louis-Stanislas Xavier, futur Louis XVIII).

Notre province ne fut plus le théâtre d'aucun événement important. Comme le reste de la France, elle souffrit beaucoup des guerres de Religion et de la Ligue.

Comprise dans la généralité de Tours elle eut des gouverneurs particuliers et dépendit, ainsi que la Touraine et l'Anjou, du gouvernement général qui avait son siège à Orléans. Elle n'avait pas d'états provinciaux.

D'après les rapports des intendants, le Maine se divisait en deux régions : le Haut-Maine, à l'Est, contrée riche et fertile ; le Bas-Maine, à l'Ouest, d'apparence plus sauvage et plus aride. L'agriculture, assez prospère, occupait la majorité d'une population relativement nombreuse. A Laval il y avait des tissages de toiles, et sur les confins du Haut et du Bas-Maine se trouvaient quelques forges (1). Mais

1. Voir, de Boulainvilliers : *Etat de la France*, t. II. Généralité de Tours : pp. 185 et suiv.

l'insuffisance des moyens de communication ne permettait pas de tirer des ressources du pays tout le profit possible. La misère était grande lorsque, en 1789, les Etats généraux se réunirent. Durant les premiers mois de la Révolution, quelques troubles se produisirent dans le Maine; à Ballon furent massacrés deux anoblis, accusé d'accaparement (1). En 1790 la province forma, avec une partie de l'Anjou, deux départements : à l'Est, la Sarthe, à l'Ouest, la Mayenne. Alors se termine l'histoire particulière du Maine, que nous avons vue si intimement unie à celle de l'Anjou (2). Nous retrouverons des traces de cette union en étudiant la formation du droit manceau.

1. Voir : Robert Triger. *L'année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine* et *Les premiers troubles de la Révolution dans la Mayenne*.

2. Sur la bibliographie de l'histoire du Maine, voir l'article publié par M. Latouche dans la revue. *La Province du Maine*, 1907.

CHAPITRE II

FORMATION ET SOURCES DU DROIT MANCEAU

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que le Maine, d'abord occupé par les Aulerques, fut conquis successivement par les Romains et par les Francs. Quelle influence ces trois éléments eurent-ils sur la formation du droit dans notre contrée ?

Des traditions juridiques gauloises nous connaissons fort peu de chose. On a voulu en retrouver des traces dans les vieilles formules d'Angers (1). Mais elles sont bien fugitives, et si l'on constate la survivance de coutumes anciennes, on ne peut guère déterminer leur origine.

Sans doute même après la conquête romaine, les habitants des campagnes gardèrent les usages paternels et s'adressèrent encore aux prêtres pour trancher leurs différends. Toutefois, les magistrats

1. Voir Laferrière. *Hist. du droit français* ; II, pp. 419, 420. L'auteur cite comme venant du droit-celtique : l'alleu, l'usage de cojurateurs, etc.

romains firent des édits applicables en matière judiciaire, administrative criminelle et financière. Ils durent aussi appliquer le droit romain à la solution des litiges entre Gaulois et Romains, peut-être même dans les procès entre Gaulois, pour certaines affaires. L'édit de Caracalla, qui octroyait à tous les habitants de l'Empire le droit de cité romain contribua fortement à la ruine des anciennes coutumes juridiques. Les Gaulois, épris d'une vive admiration pour la civilisation de leurs vainqueurs, et en particulier pour leur droit, se mirent à l'étudier en grand nombre ; beaucoup, à raison de l'éloquence naturelle de la race, se consacrèrent au barreau.

Les jurisconsultes les plus accrédités en Gaule, furent Gaïus et Paul. Le Code théodosien, résumé du droit romain, promulgué en 438, devait garder quelque autorité dans notre pays après l'invasion barbare.

Les Germains formèrent, en effet, en Gaule, au cours du ^{ve} siècle, trois royaumes dont un seul, le royaume franc, intéresse la région mancelle. Les Francs s'y établirent d'abord en petit nombre et ne purent tenter d'imposer aux Gallo-Romains leurs coutumes juridiques encore mal définies. Ils leur laissèrent, avec la liberté, l'usage des lois romaines, mais sans les réunir en une compilation comme firent les Wisigoths et les Burgondes.

Toutefois, il ne pouvait être question pour les

Francs d'abandonner leurs traditions nationales : bien mieux, afin de les sauvegarder, ils les rédigèrent par écrit (loi salique, loi ripuaire). La loi salique paraît avoir été la loi dominante des barbares dans la contrée qui nous occupe. Les Gallo-Romains et les clercs vivaient selon le droit romain du Code théodosien, et surtout de la loi romaine des Wisigoths, ou Bréviaire d'Alaric, qui le reproduisait presque intégralement. Chacun vivait donc selon sa loi nationale. C'est le système dit de la personnalité des lois. Sans entrer dans les difficultés nombreuses de son application, relevons quelques-unes des traces multiples qu'il a laissées dans les documents de la période gallo-franque, spécialement dans les recueils de formules, ou modèles d'actes.

Deux de ces recueils attirent notre attention parce qu'ils se rapportent à la région dont nous étudions le droit.

Ce sont d'abord les formules d'Angers. Ces formules, au nombre de 60, ont été composées dans cette ville, comme l'indiquent plusieurs passages (1) avant 676, et peut-être même, en partie du moins, au vi^e siècle, du temps de Childebert I^{er}. Elles furent éditées pour la première fois par Mabillon, dont on leur donne parfois le nom (2). On y trouve presque

1. V. Zeumer. *Formulæ andecavenses* : formules 1, 2, 4, etc.

2. V. *cod. loco*, préface, p. 1 et suiv.

tous les actes intéressant les particuliers, et leur auteur fut sans doute quelque scribe ou notaire.

Les formules de Tours sont ainsi appelées parce qu'elles contiennent de fréquentes allusions à Tours et à Saint-Martin (1). L'époque de leur réunion est incertaine. M. Zeumer, leur dernier éditeur, les date de la première moitié du VIII^e siècle (2). Elles sont parfois désignées sous le nom de Formules de Sirmond, car c'est cet érudit qui les publia le premier.

Dans ces deux recueils, nous voyons des renvois aux lois romaines (3).

En revanche, des institutions d'origine germanique sont aussi mentionnées : dot donnée à la femme par le mari ; présence des *boni homines* aux jugements et à la confection des actes ; usage des compositions pécuniaires, etc. (4).

Mais les formules *secundum legem salicam* sont transcrites pêle-mêle avec les formules *secundum legem romanam*. Bien souvent il est impossible de voir si telle ou telle formule concerne des Gallo-Romains

1. Formules de Tours : 1 (b), 7, 11, 28, etc.

2. Zeumer, *op. cit.*, pp. 128 et suiv.

3. Form. d'Angers : 37, 40, 41, 54, 58, etc. — Form. de Tours : 22, 24, 11 (qui cite textuellement le Code théodosien). Les formules de Tours sont parfois nommées : *Formulæ secundum legem romanam*. — Tardif. *Histoire des sources du droit français : Origines romaines*, p. 172.

ou des Francs. Déjà, une confusion se produit entre les deux législations et quelques formules invoquent la coutume locale, la *consuetudo loci* (1). La loi commençait donc, au viii^e siècle, à devenir territoriale, c'est-à-dire à être la même pour tous les habitants d'un même territoire. Cette transformation était inévitable. Les barbares, peu lettrés, devaient s'adresser, pour la rédaction de leurs actes, aux Romains qui ne connaissaient que les formes romaines : de sorte que souvent les Francs utilisèrent en même temps que les moyens de preuve, les formes de contracter du droit romain. Le clergé très influent, vivait selon la loi romaine, et s'efforçait d'imposer à tous les fidèles indistinctement, l'usage de certaines institutions romaines et surtout du testament, inconnu des barbares. En sens inverse, les procès étaient tranchés par les tribunaux barbares, avec l'appareil de preuves et les formes de procédure germaniques ; le droit criminel était conforme aux traditions germaniques. Les deux législations se pénétraient mutuellement. « Les éléments juridiques antérieurs, venus surtout de Rome, mais quelques-uns aussi des Germains, se décomposèrent, se mêlèrent et se transformèrent pour répondre à la situation nouvelle de ces royaumes dominés, pour le

1. Form. d'Angers : 1, 2, 39. — Form. de Tours : 14, 16, etc.

gouvernement et la politique, par des barbares, mais ayant besoin, pour le courant des affaires civiles, de la masse des notions accumulées par le droit romain (1). » Les capitulaires royaux édictaient, sur certaines matières, des règles communes à tous leurs sujets, mais plus particulièrement, il est vrai, sur des matières de droits. Enfin, il y eut entre Romains et Francs des unions nombreuses (2). A partir du ^{vi}^e siècle, nous ne trouvons guère dans les actes que des noms tudesques. Dans bien des cas, il était impossible de déterminer l'origine des intéressés pour leur appliquer leur loi nationale. Enfin, l'avènement des Carolingiens attira en Neustrie beaucoup d'Austrasiens, et il en résulta une application plus fréquente des coutumes germaniques.

Le droit romain, avec ses complications et ses subtilités, fut oublié, au moins de la masse des habitants. Mais il était enseigné, avec la grammaire et la dialectique, dans les écoles monastiques et les écoles épiscopales (3).

1. Lefebvre. *Cours d'introduction à l'histoire du droit matrimonial français*, p. 103.

2. Plusieurs évêques du Mans sont de race à la fois franque et romaine (*Gesta episcopum cenomanensium* : c. 11 et 13.)

3. Voir une lettre d'Alcuin à Charlemagne pour lui rendre compte de l'établissement d'une école sédentaire à Saint-Martin de Tours, rapportée par M. Glasson: *Hist. du dr. et des institut. de la France*, t. II, p. 239.

D'après M. Fournier, qui ne donne aucun détail sur ce point, « le diocèse du Mans semble avoir été au ix^e siècle, un centre d'études juridiques » (1). Si l'on admet (c'est une question très controversée d'ailleurs) que le recueil de *Faux Capitulaires* de Benedictus Levita et les *Fausses Décrétales* ont été composés au Mans, on en conclut que le Code théodosien original et le Bréviaire, mis à profit par le compilateur, étaient connus dans notre diocèse (2). Un autre fait, indiscutable celui-là, nous permet la même affirmation : l'auteur des *Gesta Aldrici* a utilisé des textes de droit romain empruntés à la *Scintilla*, abrégé du Bréviaire d'Alaric, qui fut probablement rédigé dans l'abbaye Saint-Laumer de Blois (3). Le droit romain fut, durant toute cette période des viii^e, ix^e, x^e siècles, enseigné dans la région de la Loire. Les abbayes l'invoquèrent parfois dans leur procès. Quelques chartes font encore des renvois au droit romain (4). Mais il fut oublié dans

1. Marcel Fournier. *Histoire de la science du droit en France*, t. III, p. 138 en note.

2. Savigny. *Hist. du droit romain en France au moyen âge*, t. II, pp. 62, 63, 64.

3. Paul Fournier. *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1887, p. 85 en note.

4. Plusieurs donations à l'abbaye de Cormery sont suivies de la tradition *traditionem vel introductionem locorum secundum legis ordinem*. — Cartulaire de Cormery :

la pratique. Et ce droit romain enseigné dans les monastères était tiré d'abrégés souvent inexacts, non des sources. *L'auctoritas romana*, la *lex romana*, ce fut l'interprétation du Bréviaire d'Alaric.

Au ix^e siècle, à Paris, on ne trouvait plus de juges pour appliquer la loi romaine. Dans un procès entre deux couvents soumis à cette législation, il fallut venir à Orléans ; là, les docteurs ne trouvèrent pas d'autre solution que le combat judiciaire, moyen emprunté au droit barbare ; il eût été engagé si un docteur du Gâtinais n'avait fait prévaloir une solution amiable (1).

De tout cet exposé nous pouvons conclure que : à la fin du x^e siècle, le droit romain et le droit franc mitigés de droit canonique, s'étaient fondus en une coutume territoriale, commune sur bien des points à tous les habitants de la Neustrie, sans distinction de nationalité. Et les chartes de cette époque commencent à s'appuyer sur la coutume (2).

charte XV, de 844 et *secundum legem romanam*. — Cart. de Noyers : en 865.

Un acte de la collection dom Housseau parle des mineurs de vingt-cinq ans et de l'infamie. D. Housseau, t. I, n^o 89 en 865.

1. Miracula Benedicti. Bolland. *Acta sanctorum* : VIII, p. 309.

2. Réserve du droit de l'Eglise *sicut usus et longa consuetudo*. Saint-Maurice d'Angers, n^o 15, de 886. — Dans plusieurs chartes de concession, l'on trouve la réserve *salvo jure ipsius pagi*. Cartulaires de Saint-Aubin d'Angers, n^o 33.

Cette grande coutume de la Neustrie devait d'ailleurs souffrir des modifications suivant les régions. Il est probable que sur les bords de la Loire le droit romain devait avoir gardé une influence plus grande. En Normandie, un nouvel élément barbare venait de s'établir, et les traditions germaniques devaient demeurer plus vivaces. Bref, la formation de coutumes locales était déjà préparée.

Elle fut favorisée singulièrement par la féodalité. Nous n'avons pas à en exposer ici les origines et le développement. La diminution du pouvoir central, les concessions d'immunités, la pratique de la recommandation, l'hérédité des hautes charges amenèrent la constitution de nombreux petits états au profit des grands propriétaires et des fonctionnaires royaux. Ils exercèrent pour leur propre compte tous les droits de souveraineté. Par les concessions et sous-inféodations s'établit une hiérarchie des terres et de leurs possesseurs qui devait, pendant des siècles, caractériser le régime féodal.

Dans chacun des domaines ainsi constitués, le seigneur, entouré de ses fidèles, rendait la justice

de 993. — Cormery, n° 29, de 978. — Voir encore : Saint-Père de Chartres « secundum legem salicam et secundum consuetudinem qua viri proprias mulieres dotant » (t. I, p. 87, avant 987.

Don d'Alleux *secundum morem hujus patrice*. — D. Housseau, XII, 2, p. 47, acte de la fin du x^e siècle.

d'après des règles applicables à tous les ressortissants de la seigneurie, quelle que fût leur race. Suivant les mœurs et les besoins, ces règles varièrent d'une seigneurie à l'autre. Il en résulta une grande diversité de législation, qui se prolongea jusqu'à la chute de l'ancien régime.

Dans notre province du Maine, les premiers comtes héréditaires vécurent, nous le savons, à la fin du x^e siècle. D'après les historiens locaux, en l'an mil, personne, à part le comte et le vicomte du Maine, ne possédait de terre à titre de fief. Pour le très petit nombre de seigneurs « dont les documents nous font connaître l'origine, on constate que le prédécesseur dans la possession du fief est non pas un ancêtre, mais le comte » lui-même (1). Nous en avons la preuve pour les fiefs de Sablé, Mayenne et Laval (2). Mais au cours du xi^e siècle la féodalité se développa dans le Maine comme dans le reste de la France. A côté des seigneuries laïques existaient les seigneuries ecclésiastiques de l'évêque et des abbayes (Saint-Vincent et la Couture, au Mans, Saint-Calais, et les prieurés de Marmoutier, etc., etc.) Nous ne savons rien de précis sur les conséquences du mouvement communal au Mans. Nous ignorons même si une charte fut octroyée. En

1. Bertrand de Broussillon. *La maison de Laval*, t. I, p. 4.

2. *Eod. loc.*, p. 6.

tout cas, rien ne permet d'affirmer qu'il en soit résulté des modifications au droit privé.

Pour la période féodale, nous n'avons de renseignements, jusqu'au xii^e siècle, que par les actes des cartulaires. Ils sont excessivement nombreux, mais en général peu explicites au point de vue juridique. Au cours de cette étude nous utiliserons autant que possible les chartes mancelles ; mais nous aurons recours également aux chartes des provinces voisines de Touraine et d'Anjou, puisque leur droit fut pendant longtemps identique au droit manceau.

Quelques-unes gardent encore le souvenir du droit romain (1). Ce droit était en effet toujours étudié en Anjou. D'après l'histoire littéraire de la France (2) l'école épiscopale d'Angers aurait donné des leçons de droit civil au xi^e siècle. Hildebert de Lavardin, évêque du Mans, et bon canoniste, serait un élève de cette école.

Marbode, un Angevin qui devint évêque de Rennes, dit qu'un certain Robert obtint le décanat grâce à sa connaissance du droit (3).

1. Deux chartes de Saint-Aubin-d'Angers nous parlent de la peine du double (n^o 119, 1121-1127 ; et n^o 39).

Une charte de Noyers mentionne un enfant *qui non dum sui juris erat*, n^o 351, vers 1107.

2. *Histoire littéraire de la France*, t. VII, p. 61.

3. Caillemet. *Mémoires de l'Académie de Caen*, 1883, p. 159.

Suivant dom Piolin (1), « un légiste nommé Raoul, qui habitait la ville du Mans, y enseignait avec éclat vers l'an 1020 ». Au XII^e siècle, plusieurs chartes nous parlent d'un Robert *legis doctus* et d'un *Goffre dus legis doctor* (2). A la fin du XII^e siècle le droit romain était étudié avec ardeur en Normandie (3). Mais c'est surtout à partir du XIII^e siècle que fleurit l'école d'Angers, grâce à l'étude des compilations justiniennes. Elle se transforma en un *studium generale* et le droit y fut enseigné de façon brillante jusqu'à la fin de l'ancien régime. Les plus célèbres professeurs du début furent : Jean de Kent (1280-1250) et Guillaume Lemaire (1280-1317) (4). La renaissance du droit romain eut son retentissement dans la rédaction des actes, et à partir du XIII^e siècle les clauses de renonciation aux divers bénéfices du droit romain devinrent des clauses de style. Mais pourtant, le droit romain n'eut pas sur la formation du droit tourangean-angevin-manceau la même influence qu'en Orléanais (5).

Notre coutume se développa avec un caractère

1. *Histoire de l'Eglise du Mans*, t. III, p. 135.

2. *Cartulaires de Tiron*, t. II, p. 12, n^o 239, vers 1160, et de *Marmoutier pour le Dunois*, n^{os} 163 et 169 entre 1116 et 1136.

3. Caillemer, *op. cit.*, p. 195.

4. Marcel Fournier. *Hist. de la science du droit en France*, III, p. 195.

5. Viollet. *Etablissements de Saint Louis*, t. I, p. 263.

féodal très accentué comme toutes celles du Nord-Ouest et de l'Ouest de la France, par suite de la domination anglo-normande. Plusieurs chartes nous parlent des coutumes d'Anjou et du Maine (1). Ces coutumes se trouvèrent résumées dès le milieu du xiii^e siècle, dans une compilation qui devait avoir plus tard un grand succès.

Elle comprend 177 articles qui se suivent en dehors de tout plan préconçu, quoique souvent plusieurs articles consécutifs se rapportent à la même matière (par exemple les 15 premiers concernent les successions nobles). C'est sans doute l'œuvre d'un praticien qui recueillait les résultats des enquêtes par turbes, ou les points de droit invoqués par les décisions judiciaires. Ce coutumier a été inséré dans

1. Entre 1047 et 1060, le comte Geoffroi Martel réclame un droit seigneurial *ratio cinatus est et affirmavit ex antiquo esse consuetudinem in Andecavensi regione*. *Cartul. Saint-Aubin*. I, n° 306. — En 1116 les chanoines d'Angers répondent à une revendication *propter amorem ejus potius, non jure consuetudinarico*. *St Maurice d'Angers*, n° 111.

En 1230, un seigneur fait hommage au roi de France pour ses biens *tenendis a nobis et heredibus nostris ad usus et consuetudines andegavenses*. *Cartul. de Philippe-Auguste*, d'après les notes de M. Beautemps-Beaupré. *Droit et propriété*, paquet 3, liasse 2, pièce 12.

En 1239, constitution d'un *maritagium secundum usus et consuetudines cenomanie generales*. — Ménage. *Histoire de Sablé*, p. 348. Voir encore au *Cartulaire de Vivoin*, n° 58, 1246.

les Établissements de Saint-Louis, où il forme les chapitres 10 à 175 du livre I (1). Indiqué dans un manuscrit des établissements comme usage de Touraine et d'Anjou, il n'a pas été composé dans le Maine. Les deux manuscrits qui en existent aujourd'hui sont du xiv^e siècle et sont intitulés : (*Coutumes d'Anyou et dou Maigne* (2). A raison de l'identité presque complète entre le droit manceau et le droit des deux provinces voisines, il n'est pas étonnant de voir ce texte tourangeau-angevin étendu au droit manceau. Ce texte fut composé avant 1273 (date des établissements de Saint-Louis, où il se trouve utilisé), peut-être vers 1246 (3).

Nous avons encore plusieurs textes postérieurs sur le droit angevin-manceau.

La *Compilatio de usibus et consuetudinibus Andegavie*, est parfois appelée « il est d'usage » parce que cette formule s'y trouve en tête de presque tous les paragraphes. Elle contient 113 articles (4). M. Paul Fournier place sa rédaction au xiv^e siècle, peut-être

1. Viollet. *Etablissements de Saint-Louis*, I, p. 8 à 34.

2. C'est le titre sous lequel l'a édité M. Beautemps-Beaupré dans ses *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine*, 1^{re} partie, t. I, texte B. — Voir aussi Viollet, op. cit., III.

3. Paul Fournier. *Revue des questions historiques*, 1884. t. I, p. 550.

4. Publié par M. Beautemps-Beaupré, t. I, texte A, et par M. Viollet au t. III des *Etablissements*, p. 117.

entre 1328 et 1332 (1). C'est une œuvre purement privée, composée sans méthode, au jour le jour, au fur et à mesure que l'auteur avait connaissance des diverses décisions intéressantes pour lui,

Du ^{xiv}^e siècle encore nous avons un texte important. Ce sont les *Coustumes glosées d'Anjou et du Maine* (2). On y trouve l'ancienne coutume avec des renvois au droit romain et au droit canonique, et une glose nouvelle. Nous pourrions nous rendre compte, en étudiant les successions, que ce recueil marque un progrès du droit. Il nous indique pour le Maine des tarifs d'amende spéciaux doubles de ceux d'Anjou, et quelques particularités sur les droits de la mère noble (art. 11, 16, 64). Pour ces motifs on le place vers la fin du ^{xiv}^e siècle, autour de 1385. L'auteur, qui nous est inconnu, a tenté de découvrir un plan dans la disposition des articles ; il cherche des transitions (3) et fait preuve d'une certaine érudition et d'un grand bon sens.

Ces qualités se retrouvent à un plus haut degré dans l'œuvre du jurisconsulte Liger. *Les coutumes d'Anjou et du Maine intitulées selon les rubriques de Code* (4). L'ouvrage est divisé en dix parties dans

1. *Revue des questions historiques*, 1884, t. I, p. 550 et suiv.

2. Beaupré-Beaupré, t. I, texte C.

3. Voici par exemple l'art. 66.

4. Beaupré-Beaupré, t. II, texte F.

lesquelles l'auteur s'attache à suivre le plan du Code de Justinien. C'est une œuvre purement coutumière, avec des renvois nombreux au droit romain et au droit canonique. On a supposé que c'était le résumé des leçons professées par Liger à l'Université d'Angers au milieu du xv^e siècle.

Nous avons encore, de cette époque, *Les Usaiges, stilles et communes observances des païs d'Anjou et du Maine* (1), abrégé plutôt informe du droit civil, du droit criminel et de la procédure. Il fut à peu près inconnu des jurisconsultes angevins, qui le confondirent souvent avec la Coutume rédigée de 1411.

A ces textes il faut ajouter un certain nombre de styles ou recueils d'usages de procédure, sur lesquels nous n'insistons pas, à raison du peu d'intérêt qu'ils présentent pour l'étude du droit civil (2).

Ce sont là des documents purement privés. Il y eut en outre des rédactions officielles de la coutume.

En 1391, les Grands Jours d'Anjou, du Maine et du Loudunois, tenus à Angers, apportèrent quelques corrections aux coutumes d'Anjou, mais seulement en matière de procédure (3).

En 1411, des délégués des trois ordres d'Anjou et

1. Beauteemps-Beaupré, t. IV, texte L.

2. Eod. loco, t. III et IV, texte G, K, M, etc.

3. Eod. loco, t. I, texte D¹ et D².

du Maine se réunirent à Angers et rassemblèrent par écrit les dispositions de la coutume sous le titre : *Coustumes et stilles observez et gardez ez pays d'Anjou et du Mainè, jaiz aux Grands Jours d'Anjou par les gens du conseil desdiz pays en l'an mil III^e et onze* (1). De graves modifications furent apportées au fond du droit. Les diverses matières furent réparties en 16 parties comprenant 350 articles. Le plan établi d'avance fut à peu près suivi.

Ainsi, lorsqu'en 1453 fut rendue l'ordonnance de Montil-lez-Tours qui prescrivait la rédaction de toutes les coutumes de France, la besogne était faite dans nos provinces d'Anjou et du Maine. Seulement l'œuvre des grands jours de 1411 présentait quelques lacunes et obscurités. Le roi René convoqua les Grands Jours pour une révision qui eut lieu en 1463 (n. s.) (2). Les officiers du Maine n'y prirent pas part ; en donnant le Maine à son frère, René avait abandonné tous ses droits. Cependant les Manceaux adoptèrent cette réformation, dont les manuscrits sont intitulés *Coustumes d'Anjou et du Maine*. Ils retrouvèrent en effet dans cette rédaction des coutumes dont ils se servaient depuis plusieurs siècles ; comme l'ancien texte avait, de l'aveu du roi René subi quelques altérations, ils employèrent tout naturellement le nouveau.

1. Beauteemps-Beaupré, t. I, texte E.

2. Op. cit., t. III, texte H.

Ce n'était pas encore un texte définitif. Par lettres-patentes du roi Louis XII en date du 2 septembre 1408, Thibaut Baillet, président, et Jean Lelièvre conseiller au Parlement de Paris, furent commis pour faire réformer les coutumes du Maine. Après avoir, le 6 octobre, achevé et publié celles d'Anjou, ils se rendirent au Mans le 8. Le lendemain eut lieu la première réunion des représentants du clergé, de la noblesse et du tiers-état, dans le réfectoire des Jacobins. La discussion porta sur plusieurs articles (nous en retrouverons quelques-uns à propos des successions) et se termina le 15. Le même jour, lecture fut faite des nouvelles coutumes rédigées en deux originaux. L'un fut déposé au Parlement de Paris, et l'autre au greffe de la sénéchaussée du Mans.

Le Maine avait enfin une coutume distincte de celle d'Anjou. Elle présente avec celle-ci quelques différences dont nous aurons plus tard à rechercher la cause. Quelques coutumes locales (Mayenne, La Ferté, Montdoubleau) dérogeaient sur quelques points, à la coutume générale de la province.

Les éditions de la coutume du Maine sont nombreuses : la première fut donnée en 1509 par les commissaires royaux qui avaient présidé à la rédaction.

Les principaux commentateurs furent : Guillaume Le Rouillé (1635), Julien Bodreau (1645 et 1638), Louis des Malicottes (1657). Indiquons aussi les travaux

communs au Maine et à l'Anjou, des jurisconsultes La Roche-Maillé (1622), Durson (1733), Olivier de Saint-Vast (1757), Trottier (1783). Il faut mentionner à part les œuvres de Pocquet de Livonnière, professeur à l'Université d'Angers. Enfin nous ne saurions sans ingratitude passer sous silence les travaux modernes de MM. Bautemps-Beaupré, d'Espinay et Viollet, qui facilitent considérablement l'étude du droit angevin-manceau (1).

1. Bibliographie de la coutume du Maine dans l'Opuscule de M. d'Espinay sur *La réforme de la coutume du Maine en 1508*.

CHAPITRE III

GÉOGRAPHIE DE LA COUTUME. — JURIDICTIONS CHARGÉES DE L'APPLIQUER

De très bonne heure le territoire qui devait plus tard s'appeler le Maine forma une grande circonscription administrative, le pagus cenomanicus, qui comprenait les deux civitates des Diablinthes et des Cénomans. A ce pagus correspondait presque de tous points le diocèse du Mans. Et plus tard ses limites furent celles du comté du Maine.

A l'Ouest et au Nord, du côté de la Bretagne, de la Normandie et du Grand-Perche, ces limites étaient sensiblement les mêmes que celles des deux départements actuels de la Mayenne et de la Sarthe. A l'Est, les cantons de Montmirail et Vibraye (Sarthe) dépendaient en partie du Perche-Gouët. En revanche, le Maine englobait les cantons de Montoire et Montdoubleau (Loir-et-Cher) et quelques communes d'Indre-et-Loire. Au Sud, les cantons du Lude et de La Flèche, et quelques communes du canton de Sablé (Sarthe), les cantons de Bierné, Château-

Gontier, Craon, Cossé-le-Vivien, Saint-Aignan-sur-Roë (Mayenne), c'est-à-dire la partie méridionale de l'arrondissement de La Flèche et presque tout l'arrondissement de Château-Gontier, faisaient partie de l'Anjou.

C'était là à la fois le ressort de la coutume et de l'ensemble des juridictions chargées de l'appliquer. Quelles étaient-elles ?

Jusqu'au ^x^e siècle le tribunal de droit commun fut le mallum du comte assisté des *boni homines*. Lorsque s'établit la féodalité, le pouvoir judiciaire se partagea entre les différents seigneurs, laïques ou ecclésiastiques. Mais la cour du comte avait seule la connaissance de certaines affaires. Au ^x^e siècle, une assise tenue par Hélié, comte du Maine, fut ainsi composée : l'évêque du Mans, l'abbé de la Couture, le seigneur de Château-du-Loir, quatorze barons et un grand nombre de moines de Saint-Vincent et de la Couture (1). La composition de la cour variait d'ailleurs avec les litiges.

Après la réunion du Maine et de l'Anjou, notre province, qui avait des sénéchaux particuliers depuis le ^x^e siècle, dépendit, au point de vue judiciaire, de la sénéchaussée d'Anjou. Sous la domination normande, elle releva de l'Echiquier. Annexée en-

1. *Revue historique et archéologique du Maine*. 1876, 1, pp. 192 à 250.

suite au domaine royal, elle fut comprise jusqu'à la fin de l'ancien régime dans le ressort du Parlement de Paris.

La sénéchaussée d'Anjou englobait l'Anjou, le Maine, la Touraine et le Londunois. La Touraine en fut détachée dans les premières années du xiv^e siècle (1). Le premier sénéchal particulier du Maine après cette séparation fut Hervé de Chahannay, en 1486 ; le dernier, Le Voyer de Vandœuvre présida en 1789 l'assemblée de la noblesse (2).

Les pouvoirs judiciaires des sénéchaux furent très diminués par la création en 1358 du juge ordinaire de l'Anjou dont l'assise devint la juridiction de droit commun. Lorsque le Maine fut donné par René à son frère Charles, Gilles de Réauté, juge ordinaire des deux provinces, demeura en fonctions jusqu'à son décès. Après lui, le Maine eut ses juges ordinaires particuliers. Le poste fut supprimé en 1532 à l'extinction de l'apanage de Louise de Savoie, mère de François I^{er}.

Cette séparation judiciaire de l'Anjou et du Maine eut pour résultat, en 1508, la convocation de deux

1. Le Londunois obtint son autonomie en 1481.

2. Nous ne parlons pas des différents tribunaux d'exception, dont l'histoire n'intéresse pas le droit civil. Rappelons toutefois que les Grands Jours rédigèrent les coutumes en 1391, 1411 et 1463. Voir l'histoire et le rôle de ces juridictions dans la seconde partie de l'ouvrage de M. Beaumont-Beaupré.

assemblées distinctes pour la rédaction des coutumes. L'assemblée provinciale du Maine n'adopta pas toutes les réformes admises en Anjou, et c'est ce qui augmenta le nombre des divergences entre les deux coutumes (1). Nous en verrons quelques-unes au cours de notre étude.

Dans les derniers siècles de l'ancien régime, les coutumes furent appliquées par les présidiaux. Il en fut créé un au Mans, avec le même ressort que la sénéchaussée du Maine (1551). Un autre fut établi à La Flèche par Henri IV ; sa juridiction s'étendait sur une partie du Maine, quoique le siège fût situé en Anjou. En 1639, un troisième, installé à Château-Gontier, eut dans son ressort une partie du Bas-Maine. Le comté de Laval, qui relevait directement de la couronne, avait un juge royal spécial, indépendant des présidiaux. Outre ceux-ci, il y avait dans notre province, pour l'administration de la justice, les sénéchaussées du Mans, de Beaumont, de Château-du-Loir et de Saint-Calais, les bailliages de Fresnay, Mamers, Sainte-Suzanne et Laval, et les sièges de Bourgnouvel et de Longaunay en Mézelay (2).

A côté des sièges royaux existaient une foule de

1. Voir les articles 22, 61, 41, 298, etc. de la Coutume du Maine.

2. Bellée et Duchemin. *Cahiers de doléances*. Introduction.

justices seigneuriales, dont les pouvoirs étaient d'ailleurs restreints. On comptait au XVIII^e siècle 2 duchés, 22 marquisats, 9 comtés, 50 baronnies, 157 châtelainies (1).

Les plus importantes de ces justices étaient la barre ducale de Mayenne, Lassay, La Suze, Touvoie, Gorron. Quelques-unes avaient été, au moyen âge, assez importantes pour amener la formation de coutumes locales sur des points particuliers. Les comtes et les vicomtes de Beaumont jouissaient de pouvoirs très étendus en matière féodales (art. 56, 57, 71, 87 de la cour).

A Mayenne une règle spéciale existait pour les confiscations (art. 157-159) et pour le partage des acquêts après le décès de l'un des époux (art. 299).

A La Ferté, une coutume spéciale déterminait le partage du fief bursal (art. 282), et le paiement du rachat (art. 97).

Du côté du Vendômois, les puînés nobles étaient moins rigoureusement traités que dans la coutume générale, mais le conjoint survivant n'avait pas droit à l'usufruit des acquêts attribués aux héritiers du prédécédé (art. 248, 299).

La plupart de ces divergences se rapportent au droit successoral, et nous en parlerons au cours de notre travail.

1. M. Léon Maître dans son ouvrage intitulé. *Le Maine sous l'ancien régime*, donne un résumé de l'administration du comté.

PREMIÈRE PARTIE

La dévolution successorale et ses conséquences

TITRE PREMIER

LA DÉVOLUTION SUCCESSORALE

CHAPITRE PREMIER

LA DÉVOLUTION A LA FAMILLE

SECTION I

Période gallo-franque

En étudiant la formation du droit manceau, nous avons vu que, au lendemain des invasions germaniques, deux législations furent en présence sur notre territoire et s'appliquèrent respectivement aux représentants de chaque race. Il nous faut donc indiquer, en commençant, le système successoral des Gallo-Romains et celui des Francs.

Le Bréviaire d'Alaric, qui résumait le droit des

habitants romains de la Gaule occidentale, consacrait en matière successorale l'ancien droit des Douze Tables tempéré par l'Edit du préteur, les sénatus-consultes et les constitutions impériales. Les personnes appelées à succéder étaient :

1° En première ligne, les *sui heredes* et ceux que le préteur mettait sur la même ligne, les émancipés en y ajoutant, d'après les constitutions impériales, les enfants de la fille prédécédée (ceux-ci avec des droits restreints). Si le *de cujus* était une femme, les héritiers étaient ses enfants, fils ou filles, en vertu du sénatus-consulte orphitien, et leurs descendants, par souches (d'après les constitutions impériales) avec des droits moindres pour les descendants des filles ;

2° Venaient ensuite les *legitimi*, c'est-à-dire ceux qui (en dehors des descendants) étaient appelés par le droit des Douze Tables, et auxquels le préteur avait facilité l'entrée en possession. C'étaient :

a) Le père, la mère (en vertu du sénatus-consulte tertullien, et pour une portion variable suivant la qualité des héritiers en concours avec elle), les frères et sœurs germains et consanguins ;

b) Les frères et sœurs émancipés, en concours avec les frères et sœurs agnats (constitution d'Anastase, qui diminue leurs droits en pareil cas ;

c) Les agnats et les agnates du troisième degré ;

d) Les agnats et les agnates de parenté plus éloignée, suivant la proximité de degré ;

3^o Enfin, grâce à l'édit du préteur venait l'ordre des cognats ou parents par le sang, en dehors des précédents jusqu'au sixième degré et même jusqu'au septième pour les enfants des cousins issus de cousins germains (1). Le partage avait lieu par tête. La dévolution de degré à degré et d'ordre à ordre était admise.

A défaut de parents au degré successible, le conjoint survivant, ou, en son absence, le fisc recueillait l'hérédité.

Ce système très compliqué fut modifié et simplifié au milieu du vi^e siècle par les Nouvelles 118 et 127 de Justinien. Mais ces décisions ne pénétrèrent pas en Gaule avant le xii^e siècle, elles n'avaient aucune autorité dans notre pays qui était dominé par les barbares.

Les coutumes successorales des Francs sont résumées par la loi salique (De alode, titre LIX) et la loi ripuaire (De alodis, titre LVI).

1. Le calcul du degré de parenté se fait de la façon suivante : en ligne directe le degré correspond au nombre de générations. En ligne collatérale on compte le nombre de générations pour chacune des deux personnes, en partant de l'auteur commun et l'on additionne les deux nombres.

D'après ces textes, étaient appelés à succéder à l'ensemble des biens (abstraction faite de la terre) tous les descendants, sans distinction d'âge ni de sexe. Il n'y avait pas de représentation : les enfants de fils ou filles prédécédés étaient exclus par leurs oncles et tantes.

A défaut de descendants, venaient le père et la mère, ou, en leur absence, le frère et la sœur du défunt. La loi salique ajoutait à cette liste la sœur de la mère, s'il n'y avait pas de frères ou sœurs. Enfin, en l'absence de ces parents, le plus proche prenait l'hérédité. Pour déterminer la proximité de degré, on avait recours à la computation par parentèle. La parentèle, c'est le groupe des personnes unies les unes aux autres par leur rattachement à un même auteur commun. La première parentèle comprend le *de cujus* et sa descendance ; la seconde comprend le père du *de cujus* et sa descendance et ainsi de suite.

On ne donnait la succession à une parentèle que lorsque la précédente était épuisée. Dans la parentèle, préférait-on l'ascendant à ses descendants ? Dans la seconde, les père et mère primaient les frères et sœurs. Pourtant, la loi salique ne parle pas d'autres ascendants que les père et mère, et quelques auteurs en ont conclu à l'exclusion de tous autres ascendants et nous admettons volontiers cette idée, eu égard à la situation précaire qui sera

faite aux ascendants par les coutumes du moyen âge (1). En fait, l'aïeul devait être rarement à même de succéder à ses petits-fils, dans ces familles germaines dont Tacite a vanté la fécondité.

La limite de la successibilité était fixée par la loi ripuaire à la cinquième parentèle. La loi salique n'en disait rien, mais elle bornait à la sixième parentèle le droit de succéder au reipus (46. 2). La même limite existait peut-être en matière successorale.

A défaut de parents au degré successible, le fisc s'emparait de l'hérédité par droit de déshérence.

Des règles spéciales s'appliquaient à la dévolution des terres.

Les femmes ne pouvaient y succéder, dit la loi salique, tant qu'il y avait des mâles, des frères. On admet aujourd'hui que cette exclusion avait lieu à degré égal, seulement. Les filles, se remariant, auraient fait passer les biens de famille en des mains étrangères. Mais on sacrifiait ce principe de conservation des biens dans la famille, lorsque la fille était en concours avec des parents plus éloignés.

Après l'établissement en Gaule, la propriété terrienne, si faible en Germanie, s'accrut considérablement. Elle constitua des éléments de fortune auxquels on était moins attaché qu'aux biens familiaux, et

1. Voir Glasson. Droit de succession dans les lois barbares. *Nouvelle revue historique de droit*, 1885, p. 615.

l'on trouva injuste d'en priver les filles. La loi ripuaire maintint leur exclusion seulement en ce qui concernait la terre ancestrale, la *terra aviatica* (56). Et ce système adopté de bonne heure sans doute par les Francs Saliens fut consacré dans la revision de la loi salique faite au temps de Charlemagne (t. LXII de la *lex emendata*).

Nous connaissons maintenant les deux législations successorales qui se trouvèrent en présence dans notre région. Les documents de la pratique fournissent quelques exemples de leur application. En ce qui touche le système romain, une formule de Tours nous apprend que, suivant le Code théodosien (1), les petits-enfants nés d'une fille prédécédée ne pouvaient prendre la part entière de leur mère, s'ils concouraient avec des oncles.

En ce qui touche le système germanique, une formule de Marculf nous parle de l'exclusion des filles (2), et le recueil de Marculf était applicable sans doute dans toute la Neustrie. Une autre nous indique l'absence de représentation (3). Dans presque

1. *Dumper legem cum filiis meis avunculis vestris in alode meo ad integrum succedere minime poteratis...*, form. 22 de Tours.

2. *Diuturna sed impia inter nos consuetudo tenetur ut de terra paterna sorores cum fratribus porcionem non habeant* (Marculf, II, 12).

3. *Dum et per lege cum ceteris filiis meis abuncolis vestris in alode meo accedere minime poteratis.* (Marculf, II, 10).

toutes les formules nous trouvons la distinction des biens de famille (*alios parentum*) et des biens acquis (*acquisita, comparatum*)(1).

De toutes manières, le système franc était inférieur au système romain perfectionné par les réformes du préteur et la législation impériale. Il consacrait surtout deux grandes iniquités dans les successions dévolues aux descendants : l'infériorité ou même l'exclusion de la fille au profit des fils, et l'exclusion des petits-enfants par les frères et sœurs de leur père ou de leur mère-prédécesseur.

Une certaine liberté de disposer, due à l'exemple du droit romain et développée par l'influence de l'Eglise permit aux barbares de remédier eux-mêmes à ces inconvénients.

Sans doute, par un édit de 596, Childebert tenta d'instituer la représentation au profit des petits-enfants (2). Mais il était roi d'Austrasie, et sa décision ne fut pas observée en Neustrie. La preuve en est dans la pratique des rappels à succession, dont les formules citées plus haut nous offrent des modèles. Cette pratique se répandit de plus en plus, et nous verrons plus tard la représentation très largement admise dans nos coutumes.

L'égalité des sexes fut considérée avec moins de

1. Form. 1 d'Angers, et passim dans les recueils de formules.

2. Boretius, *Capitularia*, p. 15.

faveur. Si la formule de Marculf traitait d'impie la coutume qui excluait les filles, un retour en arrière s'opéra sur ce point. La *lex salica emendata* conserva cette exclusion pour la terre ancestrale seulement. Mais en revanche les femmes furent exclues par tous les mâles, même de degré plus éloigné. Cette loi n'accordait plus la faculté de succéder qu'aux parents parternels (*sororpatris, proximiores de paterna generatione*). Au lieu de dire que la terre ne passait pas aux femmes tant qu'il y avait des mâles, c'est-à-dire des frères, elle établissait cette exclusion des femmes tant qu'il y avait des mâles.

Cette aggravation concorde bien avec les tendances du viii^e et du ix^e siècle. La loi des Thuringiens, rédigée sous Charlemagne excluait les femmes de la succession à la terre jusqu'à la cinquième génération et donnait jusqu'à cette limite, la préférence à la *paterna generatio* (titre VI. 9). Charlemagne, dans un capitulaire lombard de 813 (1) voulut que les dispositions de la loi salique fussent désormais appliquées aussi en Lombardie, où prédominait le droit romain. Enfin, les Gallo-Romains du Midi, eux-mêmes, faisaient leur testament pour réduire la part des filles (2).

1. Pertz, *Leges*, I, 191.

2. P. Gide, *Condition privée de la femme*, 2^e édit., p. 387.

Les chartes mancelles nous offrent quelques exemples d'application du droit successoral.

En 572 une femme vendait à l'abbaye Saint-Vincent du Mans sa part indivise des biens qu'elle avait hérités de son fils (1).

Une charte de Saint-Florent de Saumur nous montre aussi une mère succédant à ses enfants (2).

Les formules parlent à différentes reprises du partage égal (3).

Quant à l'ordre à suivre entre les héritiers, nous avons en général des indications très vagues. Dans son testament, l'évêque Bertrand parle de biens qu'il aurait partagés avec ses frères s'ils n'étaient morts. Il les donne à ses neveux, sans nous dire s'ils étaient héritiers avec lui ; mais il semble bien qu'il les ait exclus par suite de l'absence de représentation (4).

1. Vente portant sur « porcione aliqua... quam filius suus Ermenfredus quondam moriens dereliquit, et ad ipsam legibus obvenit. » *Textes de M. Thévenin*, page 61. Les noms des parties de cet acte sont barbares ; en vertu de la loi salique, la mère devrait succéder seule ; pourtant ses autres enfants concourent avec elle ; il faut donc supposer qu'ils avaient été gratifiés par le *de cuius*.

2. Une femme donne à Saint-Florent un alleu « de hereditate quam a parentibus et filiis jure hereditario mihi derelictam possideo. » *D. Housseau*, I, n° 184, en 960.

3. Angers : form. 37 et 55. — Marculf, II, 10.

4. « Villas... quæ nobis ex successione genitoris nostri juste debentur, et cum germanis meis deberem partire, si ipsorum mors non antecessisset... » Testament de Bertrand : *Pardessus Diplomata*, I, p. 201-202.

Un peu plus loin il nous apprend qu'il a succédé à un de ses frères (1).

Pour la dévolution à des parents de degré plus éloigné, nous avons des renseignements encore plus vagues. Souvent les textes nous disent qu'un bien vient d'un cousin, d'un proche (2).

Quant à l'exclusion des femmes, nous n'en avons pas trouvé de traces formelles. Nous les voyons même posséder des terres par droit de succession, témoin la charte de Saint-Florent que nous avons citée à la page précédente et une charte de Saint-Aubin d'Angers (3). Mais rien ne nous dit qu'il s'agisse ici d'une terre de famille. Peut-être aussi faut-il admettre un adoucissement de leur condition sous l'influence de l'Eglise.

La distinction des biens patrimoniaux et des acquêts, que nous avons rencontrée dans les formules se fortifie de plus. Les chartes en fournissent la

1. Il parle d'une villa « quæ mihi ex successione domni et genitoris mei legitime reddebatur, et postquam, meis peccatis facientibus, germanus meus Berthulfus, in expeditione domni Clotarii regis interemptus fuit, et portio sua mihi legitime obvenit » *eod loco* », p. 204.

2. Alleu « quem consanguineus meus post obitum suum mihi dereliquit » *Saint-Aubin*, 36, en 924. — Vente d'un alleu « qui quondam propinquo nostro Rodberto fuit, et postea avunculo nostro ». *D. Housseau*, XII, 2, p. 38, en 984.

3. La comtesse Adèle donne au couvent « res hereditarias mei juris, quas vel a parentibus sen a seniore meo Gausfredo comite adquirere potui ». *Saint-Aubin*, n° 3, en 973.

preuve de façon surabondante. Un homme faisant un don à Saint-Martin de Tours, spécifie que les biens donnés sont des propres (1). Un évêque du Mans, Mainardus, distingue soigneusement les biens venus de ses ancêtres (2). Dans une charte de Saint-Aubin se trouvent parfaitement opposés l'alleu au sens de bien propre, et l'alleu au sens du bien indépendant (3). Un acte de Saint-Martin de Tours parle d'un alleu venant de la succession maternelle (4). Toutefois, nous n'avons pas d'exemples d'une dévolution spéciale des propres. Mais il est évident que dès cette époque, les parents avaient sur ces biens patrimoniaux un droit plus fort que sur les acquêts (5). Et si l'on admet que, d'une part, les

1. « Hoc est proprium meum, quicquid successione parentum meorum mihi legibus obvenit, necnon de quolibet adtractu ad me dinoscitur pervenisse. » *Collection Baluze*, t. LXXVI, p. 92, daté de la dix-septième année du règne d'un roi Charles.

2. « Ego Mainardus, Cenomannorum episcopus, nobilitatis genere non obscurus, ... res mee proprietatis quas hactenus de parentibus meis possedi ». *Liber albus de l'Eglise du Mans*, 120, 940-960.

3. Un mari et sa femme veulent donner au couvent « aliquid de res nostras que ex alode parentum nostrorum legibus obvenit, ... hoc est alodus noster ». *Saint-Aubin*, I, 36, en 924.

4. « Alodum juris nostri quem ex materna hereditate jure et legaliter, nec non quieto ordine possidere videmur ». *Baluze*, 76, p. 112, 923.

5. Voir le texte de *D. Housseau* (I, n° 74, 851) que nous retrouverons à propos du retrait lignager.

biens passaient de préférence à la ligne paternelle, et que, d'autre part, les mâles étaient préférés aux femmes, on peut conclure que la règle « paterna paternis » était toute préparée. Complétée par sa contre-partie « materna maternis » et fortifiée par les tendances féodales, elle allait résumer le mode de dévolution des propres dans nos coutumes.

En effet, à côté des successions de droit commun, les concessions de terres devaient créer un nouveau système successoral, en harmonie avec l'état social résultant de la féodalité.

SECTION II

Période féodale jusqu'à la fin du xiii^e siècle

Le premier texte où nous trouvons rassemblés des renseignements sur le droit privé du Maine au moyen âge, est le coutumier du xiii^e siècle connu sous le nom de Coustumes d'Amjou et dou Maine (1). Nous l'appellerons : la coutume du xiii^e siècle. Les dispositions concernant la succession noble sont presque toutes contenues dans les 18 premiers

1. Toutes les citations de ce texte se référeront à l'édition de M. Beautemps-Beaupré, t. I, texte B.

articles. Les règles des successions roturières sont résumées dans l'article 142. Nous allons d'abord exposer l'ensemble du système successoral tel qu'il résulte de ces textes, puis nous dégagerons les traits caractéristiques pour en rechercher l'origine.

Le règlement de la succession est fixé en principe, d'après la qualité du défunt et non d'après celle des biens comme dans la coutume de Paris (1). Le droit d'ainesse, spécial à la succession noble s'applique seulement à la succession des nobles, mais il porte sur tous les biens, hommages ou non hommages. Les articles 1 à 17 ne parlent jamais que de « gentil home » et de « gentil femme » ; l'article 142, en revanche, commence par ces mots : « Quant home coustumiers a enffanz, filz ou filles. » Nous aurons l'occasion de voir que ce principe souffre quelques exceptions, d'ailleurs plus apparentes que réelles.

Quelles sont les règles de la succession noble ? Supposons que le *de cujus* laisse des descendants des deux sexes.

En chaque succession de père et de mère l'ainé mâle a droit à un préciput et à une part avantageuse. Ce droit appartient seulement à l'ainé mâle, même s'il se trouve en concours avec des filles plus âgées : un texte le dit pour le cas où le fils

1. Pour la coutume de Paris au XIII^e siècle, voir les articles de M. Buche dans la *Nouvelle revue historique* : 1884 et 1885.

est issu d'un second mariage, alors que du premier lit il ne restait que des filles (art. 124) (1).

Si l'ainé est mort, ses descendants exerceront ses droits. Cela résulte d'une glose de l'article 15, suivant lequel le puîné ne succède pas en ligne collatérale » durant l'esné » c'est-à-dire tant qu'il y a des représentants de la branche aînée ; et cette représentation doit exister aussi en ligne directe.

En plus des prérogatives honorifiques « droit au nom, au cri et aux armes pleines de la famille (2) » l'ainé prend un « herbergement » c'est-à-dire une habitation à ses dépendances, à titre de préciput. Sa part avantageuse comprend les deux tiers de tous les immeubles. Tous les meubles lui appartiennent, mais à charge de payer les dettes mobilières (3). Si

1. A vrai dire, l'article 124 donne cette solution de façon indirecte. Il suppose que deux époux nobles ont reçu « à la porte du moustier » certains biens pour eux et leurs hoirs. La femme devenue veuve, se remarie, puis vient à mourir en laissant des héritiers des deux lits. Ceux du second lit, non issus des deux conjoints du premier mariage ne pourront prétendre dans la succession maternelle à aucun droit sur ces biens si leur provenance est dûment établie. Faute de preuve, on appliquera les règles ordinaires des successions. Et si du premier mariage il n'y a que des filles, l'ainé mâle du second mariage prendra les deux tiers.

2. Loysel. *Institutes coutumières*. Des fiefs, paragraphe 64.

3. *Et si ensi avenet que li gentis home se mourust sans fere partie à ses enfanz, et il n'eut point de fame, touz les mobles seront à li ainznez : mes il rendra les debtes de son père et l'aumosne. Et si li pennez li demandet partie, il li baillera le tierz de sa terre par droit*, art. 1.

un fief est une baronnie, c'est-à-dire un fief supérieur, il n'est pas soumis au partage. L'aîné le prend en entier, sauf à indemniser les puînés sur d'autres biens, à moins qu'il n'y en ait pas : alors seulement on divise la baronnie ; et l'on doit laisser intactes les dignités et prérogatives qui y sont attachées (1).

Les puînés et les filles ont pour eux tous un tiers des immeubles, qu'ils partagent par portions égales. Quoique la coutume soit muette à cet égard, nous croyons que la représentation existe au profit des enfants des puînés ; cela suppose que les puînés ont leur tiers en propriété. M. Beaumont-Beaupré (2) s'appuyant sur le mot « bienfait » de l'article 18, prétend que les puînés sont dans tous les cas réduits à un usufruit ; dans les coutumes postérieures, en effet, « bienfait » signifiera « usufruit ». Mais même en donnant ici le même sens au mot bienfait nous remarquons qu'il est employé seulement à propos des baronnies. Et nous admettons volontiers que l'indivisibilité primitive des baronnies s'oppose à ce

1. *Baronye ne se départ mye entre frères si li pères ne l'ourfet parties. Mes li esgnez doit fere avenant partie en bienfait au pennez et ès filles mariées* ». art. 18. D'autres textes disent que l'aîné doit... « les filles marier », ce qui paraît plus exact, étant donné la situation faite aux filles par la coutume.

2. Beaumont-Beaupré : *Coutumes...*, 1^{re} partie, t. III. Préface, p. 86 et suiv.

que les puînés y prennent leur part en propriété (1). Quant aux autres biens, aucun texte ne réduit les puînés à un droit viager. L'article 1 dispose que l'ainé leur « baillera le tiers de sa terre par droit » sans aucune restriction (2). D'ailleurs, au xvi^e siècle, la coutume de Touraine et plusieurs coutumes locales d'Anjou et du Maine consacreront pour les puînés le droit de succéder en propriété ; et les auteurs expliquent cette règle par la persistance des anciens usages.

Ce partage entre l'ainé et les puînés doit se concilier avec les exigences féodales : il donne lieu au système de tenure appelé tenure en parage. Nous en parlerons à propos des conséquences entre héritiers de l'acquisition de l'hérédité.

Supposons maintenant que le *de cujus* ne laisse que des filles. D'après l'article 4, les avantages de l'ainesse sont presque insignifiants (3) : ils se réduisent au principal manoir avec ses dépendances désignées sous le nom de « chézé » (espace de deux

1. C'est l'avis de M. Viollet dans ses *Etablissements de Saint-Louis*, t. I, p. 316.

2. M. Viollet (op. cit. I. p. 124) et M. d'Espinay dans sa brochure sur le droit d'ainesse en Anjou sont d'accord pour déclarer que les puînés succèdent en propriété au xiii^e siècle.

3. *Si gentil home n'a que fille, autant prend l'une comme l'autre : mes la esgnée aura le hebergement en avantage, et un homme de foy este si il y est, et s'il n'y est, cinq soulz de rente, et garra aus autres en parage.*

arpents) par certains manuscrits (1). Notre texte parle aussi d'un homme de foy este, c'est-à-dire d'un homme pouvant accomplir les devoirs féodaux. A défaut d'homme de foi, l'aînée a droit à cinq sous de rente, somme nécessaire pour payer un homme de foi. En dehors de ces avantages, les biens se partagent entre filles par portions égales. La coutume ne dit pas que les baronnies ne se divisent pas entre sœurs. L'article 18 n'établit la règle d'indivisibilité qu'« entre frères ». Nous verrons par la suite que cette question de l'aînesse entre filles a dû être très controversée au XIII^e siècle.

En l'absence de descendants, les ascendants sont-ils appelés à succéder ? L'article 15 dispose que, en ligne collatérale, les successions appartiennent à l'aîné « puis la mort au père ». C'est donc que, de son vivant, le père est préféré aux frères, suivant le système de la loi salique. Mais le texte ne parle pas des autres ascendants, et nous croyons, étant donné le caractère nettement féodal de la coutume, qu'ils sont exclus par tous les collatéraux. La question se pose d'ailleurs assez rarement dans la pratique.

Si l'aîné vient à mourir sans descendance et après le décès de son père, sa succession appartient en

1. Viollet. Coutumes de Touraine-Anjou. Etabl., t. III, art. 3.

entier au plus âgé des puînés mâles. Si c'est un puîné qui décède sans enfants, sa succession appartient entièrement à l'aîné avec toutes les améliorations (art. 15) (1). Une glose de cet article ajoute que cela a lieu « durant l'esné », c'est-à-dire tant qu'il y a des descendants de l'aîné. Il y aurait donc représentation en ligne collatérale, au moins au profit des descendants du frère aîné.

Que devient la succession s'il ne reste que des sœurs ? Sur ce point nous n'avons aucun texte. Nous pensons que, en pareil cas, l'aînée prend simplement ce qui lui est nécessaire pour assurer l'accomplissement des devoirs féodaux, et que tout le surplus se partage entre les sœurs par portions égales.

Il se peut que le *de cuius* ne laisse ni descendants, ni père, ni frères, ni sœurs. Comment répartir la succession entre les collatéraux ? Alors il faut diviser les biens d'après leur origine : ceux qui sont advenus au *de cuius* par voie de succession sont les propres ; ceux qu'il s'est procuré par son travail sont les acquêts ; enfin viennent les meubles.

Pour la dévolution des propres intervient la grande règle coutumière *paterna paternis, materna maternis* d'après laquelle les biens venus au défunt de par

1. Toutes les achaites qui aviennent entre frères sont à liesgnez, puis la mort au père, s'ils ne sont de père ou de mère, ou d'ayoul ou de ayoule, que l'en appelle ces achaites droites avenues (art. 15).

la ligne paternelle doivent faire retour aux parents paternels, et les biens venus de par la ligne maternelle doivent faire retour aux parents maternels. Cette règle ne se trouve pas formulée dans notre coutume du XIII^e siècle à propos des successions, mais à propos du bail des mineurs nobles, dans l'article 126 (1). Cet article distingue les héritiers présomptifs des biens paternels, et les héritiers présomptifs des biens maternels.

Dans chaque ligne, la préférence est donnée au parent le plus proche, à condition qu'il descende du premier acquéreur, de celui qui a mis le bien dans la famille. La coutume ne nous le dit pas ; mais ce système des coutumes souchères sera conservé par la coutume de Touraine au XVI^e siècle (art. 287, 288,

1. Malgré sa longueur nous n'avons pas hésité à rapporter en entier cet article. *Si ensi avenoit que un gentis homs se mourust, et sa fame, et il en eussent hers, cil qui deuret avoir le retour de la terre au père auret le bail de la terre par le père. Et auxi cil qui devoit avoir le retor de par la mere auret le baail de la terre par la mère. Mes un de ceux qui devoient avoir le retor si come nous avon dit dessus n'auret pas la garde des enffanz, ainz l'auret un des amis de par le pere et un autre de par la mere, qui seroient de lor lignage. Et devoient avoir de la terre à norrir les enfanx, et les pourvoir secont les terres ; quar cil qui ont le retour ne devoient pas avoir la garde ; quar soupcon seroit que il voullissent plus la mort de ceux pour la terre qvi lor eschait que de un autre de quoy la terre ne lour escherret pas.*

289. Et nous savons que sur plusieurs points les anciens usages communs à l'Anjou, au Maine et à la Touraine devaient survivre dans le droit de cette dernière province. Nous verrons, de plus, que d'après la teneur des concessions de terre, le système soucher a dû s'appliquer, à l'origine, dans toutes nos coutumes (1).

Entre les descendants du premier acquéreur, comment déterminer quel est le plus proche? Sans doute d'après le système de computation par parentèles, que nous voyons appliqué à la même époque en Normandie et, un peu plus tard, en Bretagne (2). On épuise chaque parentèle avant de passer à la parentèle plus éloignée; et nous savons qu'il faut, croyons-nous, exclure les ascendants du *de cujus* autre que le père. Dans chaque parentèle, il faut donner la préférence au parent le moins éloigné de l'auteur commun, celui-ci étant exclu, toutefois, en sa qualité d'ascendant. Comme il s'agit de la succession noble, les biens appartiendront à l'héritier mâle le plus âgé, s'il y a plusieurs héritiers de même degré (3). La représentation n'est admise qu'au profit des frères et sœurs du *de cujus*.

1. Voir pour la coutume de Paris, article de M. Buche dans la *Nouvelle revue historique*, 1885, p. 568, en note, et pour la coutume de Normandie, de Gruchy. *Grand Coutumier*, chap. XXV.

2. Fliniaux. *Le système des parentèles*, pp. 79 et ss.

3. S'il y a concours entre plusieurs femmes, nous pensons qu'alors l'aînesse se trouve réduite aux seuls avantages nécessaires pour l'acquittement des services féodaux.

Pour la dévolution des meubles et acquêts, on n'a pas à rechercher l'origine. L'ensemble de ces biens est attribué au parent le plus proche du défunt, tel qu'il est déterminé par le système précédent. Mais ici on n'a plus à s'occuper du premier acquéreur, puisqu'il n'est autre que le *de cujus*. Entre héritiers de même degré on préfère l'ainé mâle. Nous ne croyons pas qu'au ^{xiii}^e siècle on pratique pour les meubles et acquêts le système de la fente que nous retrouverons dans les coutumes rédigées.

Terminons avec les règles des successions nobles par l'examen de deux cas où ces règles sont suivies, mais pour certains biens seulement.

Si une femme noble épouse un roturier, ses biens se partagent roturièrement (art. 17) (1). Mais si la succession comprend des biens hommages, l'ainé prendra un hébergement, c'est-à-dire le principal manoir, et ses dépensances, ou, à défaut, une étendue de terre suffisante pour le dédommager de l'accomplissement des devoirs féodaux. C'est que, primitivement, la femme noble qui épousait un roturier devenait roturière, et cette déchéance ne devait être

1. *Si gentil fame prent vilain coustumier, li enffanz qui naïstront des deux tendront enfoy devers la mere autant l'un comme l'autre (s'il n'i a foi à faire). Et si il y a foi à faire li esgnez la fera et tandra le hebergement : et s'il n'estoit en la chose, il auret secont la grandour du fé avantage avenant pour la foi et pour garrir aus autres. Et en ceste manere sera mes touzjors départi jusque il descende à la tierce foi. Ei puis mez toz jorz sera départi gentement.*

abolie en Touraine que par la coutume de 1507 (ancien art. 20). On n'applique donc ici les règles du partage noble que dans la mesure nécessaire pour sauvegarder les droits et profits du suzerain. Cependant, ajoute l'article 17 (*in fine*), ces biens se partageront noblement quand ils seront tombés en tierce foi. Et ceci nous amène au second cas d'application du partage noble entre roturiers. D'après l'article 153, si un roturier achète un bien noble, on observe les mêmes règles de partage que dans le cas prévu par l'article 17. Mais à la « tierce foi » le partage se fera noblement, l'aîné prendra deux tiers (sans préciput) et les puînés se diviseront le reste (1). Les biens sont dits tombés en tierce foi lorsqu'ils appartiennent à la famille depuis trois générations : le premier hommage est porté par l'acquéreur, le second par son fils, le troisième par son petit-fils. C'est donc dans la succession de ce dernier que l'on attribuera à l'aîné l'avantage des deux tiers. Cette particularité s'explique par ce que primitivement la possession

1. *Si aucun homme coustumier conquéroit ou achatoit chosse qui face à mestre hommage ou foy, ou s'il porchace vers son seignour quoment il le mette en foy ou en homage, ou en une partie, et qui ainsi seroient porchacé, ses enffanz auroint autant l'un comme l'autre, fors li ainznez qui auret l'avantage segont la grandor du fié de la chose pour fere la foy par garantir ès autres, et ainsi départira toz jours mes jusque la tierce foy. Et de la III foy en avant aura li esgnez les II parz et se départira gentilement toz jorz mes.* (art. 153).

d'un fief anoblissait à la troisième génération (1).

Dans ce cas, comme dans le précédent, il n'y a donc pas véritablement exception à la règle suivant laquelle la succession est dévolue d'après la qualité du défunt (2).

Arrivons maintenant à la succession des roturiers.

Tous les enfants prennent leur quote-part sans aucune distinction de sexe ou de primogéniture. Et les conséquences de ce principe sont déduites rigoureusement dans la suite de l'article, que nous étudierons à propos des rapports entre cohéritiers. Les articles 145 et 149 consacrent l'égalité entre enfants nés de deux lits, pour le partage des biens de l'ascendant commun.

Cette égalité n'a rien d'étonnant : sur ce point, la tradition franque s'est rencontrée avec la tradition romaine.

1. Cet anoblissement à la troisième génération rappelle un capitulaire de Charlemagne ajouté à la loi ripuaire, et qui décide que, à la troisième génération, les descendants de l'affranchi arrivent à la pleine ingénuité. Même idée chez les Romains : c'est le petit-fils de l'affranchi qui est assimilé à l'ingénu de façon complète. Il n'est donc pas étonnant que cette règle ait été adoptée. Mais si cet effet de l'anoblissement devait persister dans la coutume du ^{xiii}^e siècle, le mode d'anoblissement lui-même fut rendu plus difficile par la création du droit de franc-fief sous Philippe le Hardi (1275) et de plus en plus contesté. Il fut aboli en 1579 par l'ordonnance de Blois. (Viолет. Etabliss. 3, p. 151).

2. Voir plus haut, page 63.

En l'absence de descendants, la succession est dévolue suivant les règles développées plus haut, mais sans aucun avantage d'ainesse ou de masculinité.

Nous terminons ainsi l'exposé d'ensemble des règles de la succession *ab intestat*, telles qu'elles résultent de la coutume du XIII^e siècle.

Relevons maintenant les traits caractéristiques pour rechercher leur origine.

Tout d'abord, nous avons vu que la succession se partage d'après la qualité du *de cujus* et que les exceptions apportées à ce principe sont plus apparentes que réelles.

Cette particularité de notre coutume (1) ne vient pas du droit romain ni du droit germanique. Les Gallo-Romains connurent sans doute des distinctions de classes (2) ; les fidèles des rois francs durent profiter d'une condition privilégiée. Mais (sauf peut-être pour les affranchis) il ne résultait de là aucune influence sur la dévolution de leurs biens après leur décès.

Il faut donc attribuer au régime féodal la distinction des nobles et des roturiers, et ses conséquences en matière de succession.

1. Cette particularité n'existait que dans les coutumes du Maine, de l'Anjou, de la Touraine et du Loudunois. (Charlot : *Le droit d'ainesse*, p. 23)

2. Voir Esmein : *Hist. du dr. franc.*, p. 19.

Nous savons qu'à l'origine les fiefs n'étaient pas héréditaires. Cet état de choses a laissé des traces dans les chartes de notre contrée. Entre 1007 et 1047, Foulques, comte d'Anjou, concéda successivement un même fief à plusieurs chevaliers par suite du décès des concessionnaires (1). Pourtant l'habitude s'introduisit rapidement d'insérer dans les chartes de concession une clause en faveur des descendants du vassal, d'abord pendant une ou deux générations, puis à perpétuité (2). En général, dès le milieu du XI^e siècle, presque tous les fiefs se transmettaient héréditairement, sinon de manière obligatoire pour le suzerain, du moins d'après l'usage général (3) et les règles de transmission, devenues de style dans les actes de concession, constituèrent une véritable coutume successorale des fiefs. Mais ces règles s'ap-

1. « Dedit illam curtem comes Rainaldo, fratri Plastulfi, qui tenuit eam quamdiuvixit. Post mortem ejus dedit eam Fulco comes Gosleni Mansello. Post cujus mortem donavit eam Eudoni cuidam... » *Trinité de Vendôme*, n° 67, 1007-1047. — Voir aussi : *Cartulaire du Ronceray d'Angers*.

Dedit abbatissa filiis Ernulfi in fevo, solummodo in vita eorum.

2. Un chevalier fait l'avou suivant : « patrem meum non pluribus hereditarie successionis sed sibi tantum et filiis suis hoc fevum adquisisse. » *Saint-Père de Chartres*, p. 356.

3. Sur le caractère précaire de la succession aux baronnies, voir l'histoire de la seigneurie de l'Isle-Bouchard dans l'opuscule de M. d'Espinay : *Le droit de l'Anjou avant les coutumes*, p. 42.

pliquaient seulement aux terres concédées, puisqu'elles avaient pour but d'assurer le service militaire au profit du suzerain. Longtemps, les terres indépendantes, les alleux, passèrent aux héritiers sans aucune des prérogatives des successions féodales. Par exemple, à la mort de Foucauld de Ville-Cadillon, ses enfants se partagèrent ses alleux par portions égales (1).

Mais, après le début du ^{xii}e siècle, le privilège de l'aîné prit une extension considérable, et porta sur l'ensemble de la succession noble.

Ce privilège de l'aîné n'est pas d'origine romaine. Nous n'en avons pas non plus trouvé de trace chez les Francs (2). On fit un crime à Louis le Débonnaire d'avoir, dans le partage de 817, tenté de faire au moins à titre honorifique, une condition prépondérante à son fils aîné Lothaire. La même cause de préférence fut suivie en 954 au profit de Lothaire, fils aîné de Louis d'Outre-Mer. Ce sont là des exceptions.

Suivant quelques auteurs, les Normands auraient emprunté le droit d'aînesse aux coutumes anglaises et

1. Fulcodius de Villa Cadilonis, quando mortuus fuit, alodem suum, id est Villam Cadilonis, infantibus suis reliquis, qui etiam fraterno more perpartes eum dividerunt.

Marmoutier Vendômois, n° 108, ^xi^e siècle. — Voir encore : *Trinité de Vendôme*, n° 111, 1033-1046.

2. Seuls parmi les Germains les Tencières connaissaient le droit d'aînesse. (Tacite. *Germanie*, 32.)

l'auraient importé en France. Il a été établi que cette particularité du droit féodal n'existait pas en Angleterre avant la conquête de Guillaume (1). Mais, dans ce pays, existaient certaines institutions juridiques, certaines tendances à rattacher à la terre les obligations militaires, qui allaient fournir un terrain favorable au développement du droit d'ainesse, qu'apportèrent avec eux les conquérants.

Le droit d'ainesse, en effet, était pratiqué sur le continent dès le début du ^x^e siècle. Il avait toujours été suivi pour la transmission de la couronne ducal en Normandie, et les rois capétiens l'avaient consacré par l'usage d'associer au trône leur fils aîné. Il répondait parfaitement aux exigences féodales. Lorsque le suzerain concédait une terre à quelqu'un et à ses héritiers, il était naturel qu'il se préoccupât d'avoir affaire à une seule personne pour obtenir l'accomplissement des devoirs militaires et autres qui résultaient de la possession de biens hommages. Aussi on prit l'habitude de désigner, dans l'acte de concession, un héritier unique pour succéder au concessionnaire. Le même usage se répandit pour les concessions à prix d'argent et nous en avons des exemples dans les chartes de l'époque. Souvent, il est spécifié qu'un seul enfant prendra le bien, mais il sera choisi par

1. Escarra. *La succession aux biens réels dans les coutumes anglo-normandes* (p. 103 et s.).

les parents (1). En fait l'ainé mâle était presque toujours le plus apte à remplir les services féodaux, et il était la plupart du temps désigné comme héritier du fief.

Quand l'hérédité des fiefs fut établie de façon définitive, le droit d'ainesse, devenu l'objet de clauses de style, s'appliqua indépendamment de toute convention spéciale. Dans les chartes du XI^e siècle, le fils aîné intervient très souvent soit comme témoin, soit pour consentir aux aliénations. Ses droits successoraux ne sont pas toujours clairement énoncés. Lorsque les héritiers, pour prix de leur consentement à une donation, touchent de l'argent, il arrive parfois que l'ainé reçoit plus que les autres. Même, en certains cas, lui seul reçoit une indemnité (2). D'autres fois, la préférence accordée à l'ainé est marquée de

1. « Cum ad exitum vitæ præsentis pervenerit, uni solummodo successorî præfixam terram sub instituto censu dandi aut dimittendi licentiam habeat. » Manusc. lat. 12878 : folio 54. Post eorum quoque obitum, licentiam habeant uni tantum heredi, quem majus elegerint, dimittendi.

Marmoutier. Dunois, n° 6, 991-1000.

« Uni successorî... quemcumque legerit ex aliis. »

Saint-Maurice d'Angers, n° 20 (966).

2. Un héritier est désigné « qui erat major natu ». D. Housseau, t. II, 1, n° 423 en 1035. En 1032, Geoffroy appelle ses vassaux et leurs aînés. « Congregavit universos naturales majoresque natu ». *Trinité de Vendôme*, n° 7.

Don à Marmoutier : l'ainé reçoit, pour son consentement cinq sous, et les autres trois deniers. (*Marmoutier Vendômois*, n° 128, 1060-1084). Dans un acte de Saint-Vincent du Mans l'ainé touche seul (*Saint-Vincent*, n° 784).

manière plus précise (1). Entre 1055 et 1067, restitution de biens fut faite au chapitre du Mans par un frère aîné, et son cadet attendit son décès pour réclamer. Vers 1050 le château de l'Ile appartient à l'aîné des trois frères (2). Entre 1056 et 1060, un nommé Théobaud donna une terre à Saint-Laud-d'Angers, en sa qualité d'aîné et, à propos d'une contestation, déclara devant le comte qu'il n'avait accordé à son frère que les revenus de certains droits de justice (3). Entre 1096 et 1118 une terre et un fief revenaient au fils aîné (4). Et il nous serait facile de multiplier les exemples.

Mais remarquons que dans tous ces textes l'indi-

1. Restitution par un frère « major natu exalters matre » A son décès un frère plus jeune, « calumpnians invasit ». *Liberalbus*, n° 115, 1055-1067.

2. Il s'agit du château de l'Ile « quod hereditario jure olim possedit miles quidam Hugo nomine, qui major natuerat duobus fratribus quos habebat. » *Trinité de Vendôme*, 339, 1045-1060.

3. « Theobaldus eisdem dederat tanquam primogenitus totam terram Genestelli. » *Saint-Laud d'Angers*, 76, 1056-1060. « Horum autem germanus Avisgandus quondam dictus, qui ut natu majorita terram illam obtinuerat prior. *Marmoutier Vendômois*, 54, 1065. »

4. Des fils consentent à un don, et, parmi eux « Verrinus qui terram illam et honorem de Azeio post mortem patris sui erat possessurus. » *Azé Geneteil*, 6, 1096-1118.

Gaudinus de Malo Ibi Cornant, quando dedit filium suum primogenitum Guarinum, ad quem totus honor Gaudini reveniebat, si ipse in sæculo remansisset. » *Trinité de Vendôme*, 357, 1097.

visibilité de la tenure semble s'appliquer seulement à des biens hommages. Il n'est jamais question que de « l'honor », du « totus honor ».

Quant aux alleux, ou biens non concédés, ils continuèrent de se partager entre frères par portions égales, même s'ils appartenaient à des nobles, possesseurs de fiefs. D'après une charte de Marmoutier, trois frères se partagèrent les alleux paternels ; en plus de sa part l'aîné prit en entier le fief paternel (1).

Mais l'aînesse allait prendre, dans notre contrée, une grande extension et s'appliquer à tous les biens du *de cujus* noble.

Nous saisissons les premières traces de cette transformation dans les actes de la fin du XI^e siècle et surtout dans ceux du XII^e siècle.

Vers 1056-1060, un fils aîné était désigné comme administrateur de la succession paternelle, mais sans que nous sachions à quel titre (2).

1. « Post obitum quoque suum hereditario jure suis dimisit heredibus, qui fuerunt Unebaldus, Gaufridus atque Robertus... » des alleux dont suit l'énumération. Puis l'aîné, Gaufridus se fit moine, et le fief paternel passa de ses mains entre celles du cadet « honor ex integro paternus in manus devenit Gauffredi fratris illius ». Manusc. latin 12878, folio 79, début du XI^e siècle.

2. « Balduinus, suus major filius, hereditatem paternam administrans... » *Saint-Aubin d'Angers*, n° 160, 1056-1060.

Entre 1105 et 1120, un fils aîné était héritier présomptif de tous les biens de ses parents (1). Vers 1127, un puîné ayant disposé de dîmes au profit d'une abbaye, ses frères attaquèrent le don, comme émané d'un non-propriétaire ; attendu que ces dîmes appartenaient à l'aîné, comme le reste des biens, sans doute (2). Vers l'année 1200, Maurice de Craon réglait la dévolution de ses terres, et les attribuait en première ligne à son fils. Enfin dans deux actes de 1218 et de 1243, l'aîné recevait le titre d'héritier *primogenitus et haeres* (3).

Donc, au XIII^e siècle, le droit de l'aîné portait sur l'ensemble des biens, hommages ou non hommages (4). A Paris, le privilège d'aînesse s'appliquait seulement aux fiefs : l'aîné prélevait le principal château à titre de préciput, et une part avantageuse variable suivant le nombre des puînés. En Normandie, l'aîné avait simplement la faculté de choisir le premier entre les divers fiefs, et son droit n'était exclusif que s'il y avait un seul fief. En Bretagne, l'aîné prenait

1. « Primogenitus eorum, cui successio hereditatis pertinebat. » *Saint-Maur-sur-Loire*, n° 48, 1105-1120.

2. « Dicentes Widdonem, minorem scilicet fratrem non potuisse dare hereditatem Hugonis fratris quidem primogeniti. » *Saint-Aubin d'Angers*, n° 148, 1127-1154.

3. « Et postquam tempus venerit videlicet quando mei filii poterunt terram habere, Mauricius meus filius ipsam habebit. » D. Housseau, VI, 2135, vers 1200.

4. *Liber albus ecclesiæ cenomanensis*, n° 73, mai 1218. — *Cartulaire de l'Evêché du Mans*, n° 368, en 1243.

entièrement les fiefs supérieurs, quitte à pourvoir à la subsistance des puînés. En Normandie comme en Bretagne, l'ainesse n'avait lieu que pour les fiefs (1).

D'où viennent donc dans notre coutume du XIII^e siècle le caractère personnel de la succession et la grande étendue des avantages accordés à l'ainé ?

Primitivement, on ne put sans doute posséder qu'un fief à la fois ; la possession de deux fiefs eût entraîné l'obligation de servir deux maîtres à la fois. Si leurs intérêts devenaient contraires, le vassal était forcé de manquer à ses devoirs envers l'un d'eux (2). Et si l'on ne pouvait posséder qu'un fief, il était indivisible et passait en entier à l'ainé !

Quand cette rigueur primitive s'adoucit, on aurait dû, comme en Normandie, réduire les droits de l'ainé à la faculté de choisir entre les fiefs paternels. Mais nous n'avons pas trouvé d'exemples d'application de ce mode de partage. Loin d'envisager l'unité du patrimoine, on remonta à la charte de concession de chaque fief. Or pour chacun on rencontra l'obli-

1. Pour Paris, voir Buche : *Nouv. revue histor.*, p. 564.

Pour la Normandie. *Grand Coutumier*, édit. de Gruchy, chap. XXVI.

Pour la Bretagne : art. de M. Planiol sur l'*Assise au comte Geffroi* : *Nouv. revue histor.*, 1887.

2. Sur ce point article de M. Meynial : à propos des *Assises de Jérusalem*. *Nouvelle revue histor.*, 1892, p. 409.

gation de transmettre intégralement à l'aîné, entre les mains duquel toute la succession féodale se trouvait ainsi concentrée. Ce système est encore exposé au ^{xiv}^e siècle dans l'ouvrage de Bouteillier (1).

A côté des fiefs il y avait des alleux et des meubles. Les meubles étaient peu importants, à cette époque. Et lorsque la succession entière passa à l'aîné, on trouva juste de lui imposer le paiement des dettes, en lui donnant les meubles, seuls affectés à ce paiement : c'était là bien souvent une charge, plutôt qu'un avantage. Quant aux alleux, il devinrent de moins en moins nombreux.

Nos chartes mancelles n'en parlent pas ; dès le ^{xiii}^e siècle « l'allodialité avait eu fort à souffrir » dans notre région (2). Ils ne furent donc plus assez importants pour justifier un mode spécial de dévolution, et furent attribués, avec le reste des biens, à l'aîné qui seul avait la qualité d'héritier. Ces règles répondaient parfaitement à la préférence marquée que l'on éprouvait pour l'aîné, et aux tendances aristocratiques qui s'opposaient à la dispersion des fortunes. De très bonne heure, la féodalité dut perdre dans notre région son caractère militaire : les suzerains du Maine et de l'Anjou étaient très puissants,

1. Et si les fiefs estoient tenus de divers seigneurs, lors les auroit et emporteroit tous l'aîné fils, par raison de son aîneté. *Somme rurale*. p. 803 de l'édition de 1121.

2. Chénon. *Histoire des alleux en France*, p. 155.

et leurs vassaux perdirent rapidement l'habitude des guerres privées (1), pour ne plus songer qu'à maintenir la splendeur du nom. Le meilleur moyen d'atteindre ce résultat était d'empêcher par tous les moyens l'émiettement du patrimoine familial.

Cependant, il fallait pourvoir à la subsistance des puînés. Le père leur abandonnait une portion du fief, mais au plus celle dont il pouvait disposer sans s'exposer à le perdre pour « dépié », c'est-à-dire pour démembrement excessif. Cette portion, c'est le tiers. Au XIII^e siècle cette attribution du tiers aux puînés devint obligatoire ; l'article 1 de la coutume permet au père de donner aux puînés le tiers de sa terre, et, s'il ne l'a fait, son fils aîné devra leur laisser cette portion (2). Ce don avait lieu en propriété. Nous en avons un exemple dans une charte de 1258 où Guillaume de Villeguer reconnaît que son aïeul, de l'assentiment de son fils aîné (père dudit Guillaume), a assigné à ses fils puînés pour leur part les terres du Coudray et de Maindray, tant pour eux que pour

1. La nécessité d'une forte organisation militaire pour maintenir l'Angleterre sous le joug fit conserver plus longtemps en Normandie le caractère militaire de la féodalité.

2. *Gentil homme ne peut donner à ses enfanz pennez de son heritage que le tiers... Et si ensi avenet que li gentis home se mourust sans fere partie à ses enfanz, seti li pennez li demandet partie, il (l'aîné) li baillera le tierz de sa terre par droit.* (Art. 1).

leurs héritiers (1). Ce droit des puînés vient d'un adoucissement au caractère absolu de l'ainesse.

Celle-ci ne s'appliquait pas seulement en ligne directe comme à Paris. Elle s'appliquait aussi en ligne collatérale, de même qu'en Bretagne et en Normandie.

Il n'en était certainement pas ainsi dans les premiers temps de la féodalité ; à cette époque la succession en ligne collatérale n'existait pas encore pour les fiefs. Ceux-ci étaient en général concédés au vassal et à ses descendants seulement. Mais dès le milieu du x^e siècle on s'aperçut que le collatéral du *de cujus* pouvait bien être un descendant du premier concessionnaire. Et l'on autorisa la transmission du fief aux collatéraux. Les chartes nous en offrent des exemples de très bonne heure (2). Le droit d'ainesse avait en pareil cas les mêmes raisons d'être qu'en ligne directe, et nous le voyons appliqué dans les actes de cette époque. Hardouin de Maillé avait plusieurs frè-

1. Revue d'Anjou, II, p. 104, cité par M. d'Espinay. *Cartulaires angevins*, p. 236.

2. « Defuncto Guanilone et substituto in honore fratre illius Cleopa ». *Cormery*, n° 26, 1026-1047. — « Quod si Hamelinus moreretur sine herede, Guinebaudus (son frère d'après la note) et heredes ejus similiter de Hugone in amore tenerent. » *Saint-Vincent du Mans*, 732, x^e s. — « Post mortem autem Willelmi, Ivo suus avunculus, succedens hereditati. » *Marmoutier Perche*, I, 1050-1070.

res et sœurs, mais un seul succéda à son fief (1). En 1095-1102, Raoul de la Barbée fit un don, du consentement de ses frères Renaud et Robert : seul Renaud lui succéda (1). Vers 1106, un chevalier étant mort, son frère lui succéda, et après la mort de celui-ci, un troisième eut le même domaine (2).

Comme en ligne directe, le droit d'aînesse prit un caractère absolu. Mais aucune atténuation n'y fut apportée au profit des puînés. Il n'y avait plus en pareil cas les mêmes raisons d'affection qu'en ligne directe.

Arrivons maintenant à la situation faite aux femmes. Nous les avons vues, dans la coutume du XIII^e siècle, succéder aux fiefs en l'absence de mâles.

1. Avant de mourir, H. de Maillé fait des recommandations : « Fratri suo, qui ejus post eum habiturus erat honorem. » Il y avait deux frères : Gilduimus et Sanzo, et deux sœurs. Manus. latin 1878, folio 129, vers 1060.

2. Don « per consilium et concessionem fratrum suorum Rainaldi et Rodberti... Huic successit, sicut mos est, frater ejus, prefatus Rainaldus. » *Archives du Cognac*, II, art. 15, n° 1.

Un chevalier fait un don. Son frère « qui postea terram obtinuit, concessit... Hæc omnia supradicta Cadilo, frater eorum, qui post ipsorum excessum hereditatem obtinuit, concessit. » *Noyers*, 342, vers 1106.

Il en était autrement au début de la féodalité. A cette époque, elles étaient certainement admises à succéder aux biens propres. Nous en avons des preuves dans les chartes. Mais elles étaient impropres à rendre les lourds services attachés à la possession d'un fief. Aussi les Libri Fendorum les écartent de façon très large (liv. I, tit. I, 4).

En France, malgré tout, elles furent écartées par les mâles à degré égal seulement. En l'absence d'héritiers masculins de même degré elles pouvaient succéder aux biens hommages. Vers 1050, une femme suzeraine autorisait un acte d'aliénation (1). En 1059, une femme succédait au fief de son père (2). Vers 1127, Erembourg, fille d'Hélie de La Flèche, transmet à son mari Foulques d'Anjou le comté du Maine demeuré vacant par la mort de son père. Cette aptitude des femmes à la succession féodale s'appliquait même en ligne collatérale. Entre 1117 et

1. Consentement « uxoris ejus, de cujus beneficio est » *Saint-Vincent*, 782, vers 1050.

2. « Post mortem vero Nihardi, Alberico in honorem cum filia ejus, quam uxorem duxerat, succedente » *Trinité Vendôme*, 128, 1059.

« Mortua quadam filia Johannis de Sancto Carro, que jure hereditario habitura erat, si viveret, totam terram patris possessionem. » *Saint Vincent du Mans*, 788, 1111-1139.

Don à Saint-Vincent par un chevalier et sa femme « et filia ipsorum et herede ». *Saint-Vincent, Liber contraversiarum*, manuscrit latin, 5444, p. 370, mars 1202.

1119 une femme était héritière de son oncle pour Champloceaux (1).

Cette admission des femmes à la succession aux fiefs marque bien le changement de caractère de la féodalité ; le fief était dans notre province un élément patrimonial, beaucoup plus qu'un organisme militaire. On permit à la femme d'avoir un représentant pour accomplir à sa place les devoirs féodaux ; et les suzerains s'arrogèrent sur leurs vassales des droits de garde très lucratifs (2).

Entre sœurs, le droit d'ainesse s'appliqua de bonne heure : En 1079, une fille aînée possédait certains biens à raison de sa qualité d'ainée (3). Dans plusieurs chartes, nous voyons les filles donner leur consentement à des aliénations, et l'ainée recevoir plus que les autres (4).

Vers 1200, dans son testament, Maurice de Craon

1. « Uxor Crispini que fuit proneptis superins dicti Orrici, et erat tunc heres de Castello Celso ». *Saint-Aubin*, 1114, 20 septembre 1117.

2. Paul Gide. *Etude sur la condition privée de la femme*, 2^e édit., p. 250.

3. « Soror Odoni monachi..., Adeldis nomine, cum prædictam singulariter sicut primogenitæ sibi a parentibus relictam ecclesiam teneret dominicam. » *Trinité de Vendôme*, 282, 28 juillet 1079.

4. Vente consentie par des filles « filiabus Agnete primogenitæ VI denarios, Audeardi secundæ IV denarios, terciæ vero II denarios ». *Cartul. de la Roë*, manusc. N. A. L. 227.

donnait la prépondérance à sa fille aînée, si tous ses fils disparaissaient avant lui.

Mais nous ne croyons pas qu'entre filles le droit d'aînesse ait eu autant d'étendue qu'entre les fils : il devait se réduire, comme dans la coutume du ^{xiii}^e siècle, à la possession de certains biens, et à une prééminence de l'aînée sur les autres sœurs. C'était le système consacré en Normandie par le Très Ancien coutumier : la fille aînée avait droit au principal manoir, et ses sœurs tenaient d'elle (1). En Bretagne, la fille aînée avait les mêmes droits que le fils aîné (2). Cette assimilation devait être faite par la suite dans nos coutumes rédigées, contrairement au droit commun coutumier, qui rejetait l'aînesse entre filles.

Dernière particularité de la succession noble : les ascendants étaient exclus de la succession aux fiefs de façon presque complète. Montesquieu en a donné l'explication suivante : les ascendants étaient la plupart du temps trop âgés pour remplir les devoirs féodaux (3). Cette explication n'est pas

1. *Très Ancien Coutumier*, édit. Tardif, chap. IX, p. 9.

2. *In filiabus vero, qui majorem habueris, terram habeat, et juniores maritabit de terra ipsa, ad consilium domini et propinquorum generis.*

Planiol. *Assise au comte Geoffroi*. Nouvelle revue historique, 1887, p. 121.

3. *Esprit des Lois*, livre XXXI, chapitre XXXIV.

inexacte, mais elle a besoin d'être complétée (1). Les chartes de concession, qui firent à l'origine la loi de transmission du fief, n'étaient établies qu'au profit du concessionnaire et de ses descendants. Les ascendants n'y étaient pas compris, et l'usage maintint cette exclusion (2). Le Livre des Fiefs ne mentionne jamais les ascendants parmi les héritiers. Vers 1032, l'héritier du comté de Vendôme mourut sans enfant ; le comté ne passa pas à sa mère ni à son frère, mais fit retour au suzerain qui le remit d'ailleurs à ces deux personnes. M. d'Espinay cite l'exemple suivant : une femme fut répudiée par son mari, et à cause de sa faute son fief fut confisqué. Le suzerain le remit non à sa mère encore vivante mais à son frère (3). Quelques chartes accordent des droits à des ascendants sur les

1. Nous n'insistons par ici sur l'explication tirée de la règle qu'on ne peut-être à la fois héritier et suzerain de la même tenure ; nous la retrouverons à propos du parage.

2. C'est la règle « fiefs ne remontent ».

3. Tunc cepit in manu sua terram Willelmus de Carreris, de cujus fevo erat, usque quo posset filius Mainardi, nomine Girardus, qui adhuc puer erat, et frater germanus mulieris dimissæ, quia ipsa habebat totum forsfactum et infantem non habebat qui tenere debuisset, quia nullum omnino habebat. (*Saint-Serge d'Angers*, 273, cité par d'Espinay. *Cartulaires angevins*, p. 113, en 1111.)

Certes, il ne s'agit pas ici d'une transmission héréditaire, mais le suzerain semble disposé à observer les règles successorales, puisqu'il n'accorde le fief au frère de la femme que parce que celle-ci n'a pas d'enfants.

biens de leurs enfants prédécédés ; mais il ne s'agit pas là d'un véritable droit de succession. Une femme obtint au XII^e siècle l'usufruit du fief de ses fils, s'ils venaient à mourir sans descendant (1). En certains cas, les parents intervenaient aux actes d'aliénation, mais nous ne savons pas si c'était à titre d'héritiers (2). Nous n'avons trouvé qu'une seule charte où le droit de succession du père soit clairement énoncé, encore concerne-t-elle des nobles bretons (3).

Les motifs que nous avons donnés de l'exclusion des ascendants s'appliquent seulement à la succession aux fiefs et aux biens tenus par concession. Mais les alleux, ou terres indépendantes, devinrent de plus en plus rares. Et l'on étendit à l'ensemble de la succession les règles de dévolution de la plus grande partie des biens qui la composaient. De plus, les ascendants, surtout ceux du second degré étaient en fait très rarement appelés à succéder à leurs descen-

1. Concession en fief (Pagano et, si plus eo vixerit frater ejus Stephano, ... sin autem matri ipsorum, quamdiu vixerit. *Saint Père de Chartres*, p. 312, n^o 62, 1119-1128.

2. Hoc concesserunt pater ejus et omnes. *Marmoutier. Perche*, n^o 64, 1194.

3. Don à Saint-Florent de Saumur par Rivallon qui parle de son frère « frater noster quidam vocabulo Willelmus ex utroque parente germanus, et in hereditatem nostram post defunctum patrem successor primus », *Saint-Florent*, folio 69 verso.

dants ; Pour toutes ces raisons, ils se trouvèrent privés de la succession aux fiefs, d'abord, puis de la succession aux propres, même non hommâgés ; ce que l'on exprimait par les deux règles coutumières « fiefs ne remontent » et « propres » ne remontent. Cependant l'influence du droit romain renaissant et du droit germanique fit admettre au moins le père à la succession des fiefs eux-mêmes, comme nous avons vu en étudiant la coutume du XIII^e siècle. Peut-être aussi les ascendants furent-ils appelés à la succession aux meubles. Mais notre coutume demeura, sur ce point, plus rigoureuse que les coutumes environnantes. En Normandie, les ascendants du défunt lui succédaient, pourvu qu'il ne restât pas de leurs descendants (1). A Paris, ils succédaient aux biens par eux donnés (2). Et Beaumanoir s'efforçait d'étendre leurs droits (3).

Il voulait en effet interpréter la règle : « propres ne remontent » en ce sens que les biens venus d'une ligne ne passent jamais aux ascendants de l'autre ligne. Entendue ainsi, ce n'eût été qu'une autre manière d'énoncer la grande maxime coutumière qui

1. *Grand Coutumier*. Edition de Gruchy, chap. XXVI.

2. Voir l'article précité de M. Buche.

3. *Beaumanoir*, chap. XIV, nos 22 et 23.

dominait la succession aux propres « paterna paternis, materna maternis ». Nous avons vu plus haut (1) qu'elle était toute préparée au x^e siècle, mais nous n'avons pas constaté qu'elle fût appliquée dès cette époque.

Elle se trouva développée par l'usage des concessions de terres. Le fief ou la censive étaient, en effet, donnés au tenancier et à ses descendants, c'est-à-dire aux descendants du premier concessionnaire (2). Il en résultait que les parents paternels, ne descendant pas du premier possesseur d'une terre venue au *de cujus* de la ligne maternelle, ne succédaient pas aux biens de la ligne maternelle. Et réciproquement, les parents maternels qui ne descendaient pas du premier possesseur d'une terre venue au *de cujus* de la ligne paternelle, ne succédaient pas aux biens de cette ligne paternelle. Plusieurs chartes de la fin du xi^e siècle nous rapportent des exemples d'application de ces règles.

Une femme, Freducia, avait recueilli des alleux

1. Voir plus haut, page 62.

2. Concession de fief. Tali ratione ut homo ejus fieret, et sine legitimo herede moreretur, vel si aliquando heredes ejus ex legitima matrimonio connubio procreati, filius scilicet vel filia deficerent, excepta prorsus alia progenie nepotum aut aliorum parentum, sicut ædificati fuerint, S^o Sergio remanerent. *Codex secundus Sui Sergii*, n^o 191, cité par M. d'Espinay : *Cartulaires angevins*, p. 244.

dans la succession de ses parents. Poussée par la misère, et ne voulant pas faire sortir ces biens de sa famille, elle les proposa au mari de sa cousine, moyennant sa nourriture et celle de son mari. Sur le refus de ce parent, elle s'adressa aux moines de Vendôme et leur fit les mêmes conditions. Mais elle craignait de donner au couvent des biens exposés aux réclamations éventuelles de sa famille. Aussi elle donna au père de sa cousine, son parent maternel, ce qu'il devait prendre dans sa succession, c'est-à-dire, un bien venu de sa ligne maternelle ; et elle donna à la Trinité un alleu paternel, en l'absence de parent paternel qui pût attaquer la donation (1).

Un acte de l'abbaye de Noyers nous montre des gens qui veulent empêcher un parent de faire un don au couvent : le donateur les repousse en se déclarant prêt à établir qu'ils ne sont pas du lignage par lequel ces biens lui sont venus.

Toute la parenté est soigneusement rappelée (2).

1. Reliquit ergo alodia ville Sigonis supra memorato Drogoni de Monte-Aureo, que competebant illi consanguinitatis jure a parte matris.

Illa vera de Listriaco, que habebat de patre suo, et que calumniari vel cognatus vel aliquis alius nec jure debebat nec poterat, donavit Sancte Trinitati, et monachis ejusdem loci habenda perpetuo et tenenda. *Trinité de Vendôme*, 333, vers 1073.

2. « Praestofuit Adelelmus probare omnibus legibus ipsos non de genere illorum esse per quos hæc hereditas Adelelmo

Ces deux documents prouvent que les biens propres ne passaient jamais d'une ligne à l'autre. Nous trouvons dans les chartes de fréquentes allusions au mode spécial de dévolution des propres, sans qu'il y soit question d'aucune infériorité des femmes (sauf une qui concerne les fiefs) (1). Quant à la façon de déterminer, dans chaque ligne, le parent le plus proche, les chartes sont muettes. Elles disent simplement que tel bien est venu d'un proche, d'un oncle, d'un cousin, qu'il passera au plus proche parent (2). Ces règles s'étendirent des biens concédés à tous les biens propres, même aux alleux, hommages ou non hommages.

eveniebat. Pater enim Rahait, matris Adelelmi, Tetbaldus, cujus fuerunt hæc omnia, nihil pertinuit Huoni Normandel neque Cadiloni Normandel de quibus nata est Serra, mater filiorum Engelgerii (demandeurs). » *Noyers*, n° 81, vers 1080.

1. Favente uxore sua de cujus erat hæreditate paterna. Trinité de Vendôme, 138, 1060 don de biens : « quas jure hereditario de patrimonio jamdicti avi mei videor habere. » *Saint-Vincent*, 1^{er} mars 109 1/2.

2. Don pour le repos de l'âme « Fulcherii Carnotensis, propinqui mei, cui hereditario jure in præfato alode successi ». *Marmoutier Dunois*, 21. 1038-1040.

« Que mihi contigerant a Girardo. avunculo meo » Tiron, 248, vers 1140. Concession au vassal et « cui proximus continget per omnis generis sui successionem ». *Fontevrault*, 1166, d'après les notes de M. Beauteemps-Beaupré : Coutumes 1, n° 365.

Il nous reste, pour terminer avec cette période, à étudier la représentation, que nous avons vue admise par notre coutume au profit des descendants et au profit des descendants de frères et sœurs. Nous en avons trouvé l'application dans une charte de Saint-Florent de Saumur (1). Entre 1070 et 1078 deux nobles partagèrent un alleu avec leurs neveux. Il s'agissait, dans cette espèce, d'un bien non noble, qui se divisait en portions égales. Dans la succession aux fiefs la représentation ne s'introduisit pas sans lutte. Elle faisait en effet, dans certains cas, passer la succession à des héritiers très jeunes, au détriment d'héritiers plus âgés, donc plus aptes à remplir les devoirs féodaux. Et dans cette ère de violence, où la force remplaçait souvent le droit, il y eut lieu à des usurpations. Un exemple célèbre nous en est fourni par l'histoire de Jean sans Terre et d'Arthur de Bretagne. A sa mort Richard Cœur de Lion laissait son frère Jean et un neveu, Arthur, qui était fils d'un frère prédécédé plus âgé que Jean. Tous deux prétendirent à la couronne d'Angleterre. Jean fut vainqueur et fit tous ses efforts pour combattre la

1. Don d'un alleu à Saint-Florent de Saumur, « a tribus nobilibus viris, qui illud fraterna hereditate possederant, Guidone scilicet de Rupe Fucaldi et fratre ejus Adhemaro, et nepote eorum Hugone Bardono ; quantum heredem reclamavit se. . . Boso nepos scilicet Guidonis et Adhemari sicut, et Hugo, sed de alteo fratre. *Cartulaire de Saint-Florent* : D. Housseau, II. 2. n^os 756 1070-1078.

doctrine favorable à la représentation (1). Des traces de ces difficultés se retrouvent dans le Très Ancien Coutumier de Normandie, qui consacre sur ce point deux solutions contradictoires, l'une (chapitre XII), favorable, l'autre (chapitre XXXII) défavorable à la représentation.

Il est probable que le premier passage fut interpolé après coup. Le Grand Coutumier (100, édit. Gruchy) nous dit que la représentation, autrefois admise, avait été écartée « par la force des puissants hommes ». Pourtant, elle finit par triompher sous le règne de Henri III d'Angleterre, successeur de Jean Sans Terre. Introduite à une époque assez tardive dans la coutume de Paris (2) elle fut sans doute admise par notre coutume du ^{xiii}^e siècle, en ligne directe, et, en ligne collatérale, au profit des enfants de frères ou sœurs, dans les mêmes limites que par les nouvelles de Justinien. Elle devait atteindre la plus grande portée d'application dans nos coutumes officielles, qui vont nous occuper désormais.

1. D'après Roger de Hoveden, les barons partisans d'Arthur disaient « *judicium et consuetudinem terrarum illarum esse quod filius fratris senioris debet ei succedere in patrimonio sibi debito* ».

Cité par M. Beauteemps-Beaupré, 2^e partie, t. I, p. 289.

2. Voir l'article de M. Buche.

SECTION III

Fin de la période féodale. — Coutumes officielles

La matière des successions fait, dans les coutumes de 1411, de 1463 et de 1508, l'objet de la septième partie. Avant d'examiner en détail les règles qui y sont contenues, il est utile de connaître l'état de la féodalité à cette époque. Elle a presque complètement perdu le caractère militaire qu'elle avait à son origine. Le fief n'est plus une association de guerriers, un pouvoir indépendant, en dehors de la famille et supérieur à elle. Ce n'est plus un organisme complet avec sa direction propre, où chacun des membres, le seigneur comme les vassaux, a ses droits et ses devoirs corrélatifs. Il est devenu purement et simplement un bien patrimonial. Mais ses règles de transmission, qui répondaient aux besoins militaires, sont aussi favorables aux nouvelles tendances de la noblesse. Dans les grandes luttes de l'histoire féodale chaque famille a joué un rôle et son histoire est intimement liée à celle du pays. Le nom n'est pas seulement une étiquette, un simple mode de distinction. A lui se rattachent des souvenirs glorieux qui le rendent sacré. Il ne faut pas le laisser déchoir ; il faut

conserver la fortune pour continuer les traditions de grandeur qui l'ont rendu illustre. De là une aggravation dans l'indivisibilité des biens nobles, et la création de modes spéciaux de disposer pour garantir et même étendre cette indivisibilité.

La succession a gardé son caractère personnel, c'est-à-dire qu'elle continue de se régler d'après la qualité du de cujus, et non d'après la qualité des biens. La rubrique de la septième partie de la coutume de 1411 commence en ces termes : « En la septiesme partie nous traiterons des successions, premièrement au regard des personnes nobles, et successions des autres non nobles... (1). »

Ce principe ne souffre plus qu'une exception : c'est au cas où des biens hommages tombent tierce foi dans la succession d'un roturier. Nous avons vu que, d'après la coutume du XIII^e siècle, lorsqu'une femme noble épousait un roturier, ses biens se partageaient roturièrement. Dans la coutume de 1411, *gentil femme qui prend homme coustumier par mariage, les enffanz qui d'eulx ystront départiront les héritai-ges d'elle et y succederont noblement, et semblablement les acquestz qu'ils acquerront ensemble se départiront noblement pour la première fois et à tousjours mes coustumièrement* (art. 172, même rè-

1. Les renvois à la coutume de 1411 se réfèrent au texte édité par M. Beautemps-Beaupré, 1^{re} partie, t. I, texte E.

gle dans l'article 270 de 1508). On suppose que la qualité de la femme noble n'était « qu'endormie » pendant son mariage, et réapparaît au jour de son décès. Mais comme les enfants nés de ce mariage ne sont pas nobles, ces biens suivront dans leur succession, les règles de partage des successions roturières. En sens inverse, quand un homme noble épouse une femme roturière, les biens de la femme se partagent roturièrement, pour la première fois ; puis, comme ses enfants sont nobles, on appliquera à leurs biens les règles des successions nobles (art. 172 de 1411, 271 de 1508). Toutefois dans tous ces cas il faut tenir compte de la condition faite aux biens hommages tombés en tierce fois, qui s'est maintenue dans nos coutumes (art. 173 A. C. 273, 274) (1). Ces biens se partagent comme les successions nobles, mais sans préciput pour l'aîné, et les puînés y prennent leur tiers en propriété, non pas seulement en usufruit. Quant aux biens hommages non tombés en tierce foi, il semble que le mode de partage soit facultatif dans la succession des roturiers. L'article 179 de la coutume de 1411 prévoit le cas où le fief est partagé par portions égales ; alors

1. Dans nos renvois nous citerons la coutume de 1508 en renvoyant aux numéros des articles sans autre indication.

Pour la coutume de 1411 nous ferons suivre ces numéros des lettres A. C. (ancienne coutume).

chacun des puînés fait foi et hommage pour sa part ; mais si les puînés abandonnent les deux tiers à l'un d'eux, celui-ci portera la foi (1). Les deux tiers représentent la quantité nécessaire pour assurer l'accomplissement des devoirs féodaux, et nous avons trouvé ce même système appliqué par la coutume du XIII^e siècle aux cas où il n'y avait pas d'aînesse proprement dite (art. 17, 153).

L'article 180 (A. C.) nous signale un usage particulier à certaines châtelainies, et l'article 282 de la coutume de 1508 nous apprend qu'il s'agit de La Ferté-Bernard. Cet usage concerne le « fief bursal ». D'après Laurière (2) d'anciens auteurs appelaient ainsi la partie du fief qui appartient aux puînés ou boursaux (art. 78 de la coutume du Perche). Mais il déclare cette interprétation erronée, et propose la suivante : d'après la coutume du Grand-Perche (158) l'aîné de roturiers jouit d'un préciput, à charge de porter la foi et hommage pour certains biens hommages compris dans la succession. *Entre roturiers, il n'y a aucun avantage à l'aîné, fors que la principale maison manable tenue en foy et hommage luy appartient, avec l'issue d'icelle maison pour y aller par l'estrage à pied, à cheval et par charroy. Aussi luy appartient demy arpent de terre découverte, à son choix et option, au plus prez de*

1. Même règle dans l'article 282 de 1508.

2. Glossaire du droit français, au mot « fief bursal ».

ladicte maison hors l'estraige. Et où il n'y aurait maison luy appartient pour son droit de préciput et aînesse demy-arpent descouvert en tel lieu qu'il le voudra choisir. Et « quand les fiefs sont ainsi partagez entre roturiers, tous les enfans sont obligez de contribuer aux rachats qui doivent être présentés au seigneur féodal par l'ainé ou par celui d'eux qui est possesseur du lieu tenu en fief, suivant l'article 59 (Perche), et parce que tous les enfans tirent ainsi, chacun en particulier, de l'argent de leur bourse pour composer le rachat, les fiefs échus à des roturiers ont été par cette raison nommez Boursiers ou Boursaux (1) ». Notre coutume locale donne (180 A. C.) la même solution que celle du Grand-Perche. Cet usage est né à La-Ferté-Bernard du voisinage avec le Grand-Perche, le Perche Gouët et le Pays chartrain qui l'avaient consacré. Les rédacteurs de la coutume de 1411 le considèrent d'ailleurs comme blâmable : *lequel usaige local est à condempner selon l'opinion des assises, et ramener à la coutume générale* (180 A. C.). Pourtant il devait être maintenu dans la coutume de 1508 (282).

Etudions maintenant les règles de la succession

1. Laurière. *Glossaire*, p. 462, col. 2.

noble proprement dite. Elle est caractérisée par le droit d'ainesse. Dans les coutumes de 1411 et de 1508 l'ainé prend toujours, en ligne directe, les deux tiers des immeubles, le principal château avec ses dépendances, et tous les meubles. Les nouveaux textes définissent de façon précise tous les droits de l'ainé (art. 153, 160, 188, A. C. — 238, 239, 242, 252, 294). L'article 54 indique les conditions que doit réunir un fief pour être une baronnie impartageable (1).

Des changements très graves ont été introduits en ce qui touche les puînés.

Nous savons qu'au xiii^e siècle, du moins pour les fiefs simples, ils avaient leur tiers en propriété. Nos coutumes officielles ne leur attribuent qu'un simple usufruit dans tous les cas (2). Cette modification a

1. *Droit de baronnie doit avoir trois châtelains sujets du corps de la Baronnie, Ville close, Abbaye, Prieuré conventuel ou collège, avec forêt; et qui aurait trois châtellenies sujettes du corps, sans les autres deux choses, ou deux Villes closes avec ce, ou une avec les choses dessusdites, peut être dit baron* (art. 58).

2. *Les puisnez masles ne tiennent leur portion d'icelui tiers qu'en bienfait seulement, c'est assavoir leur vie durant et, après leur décès, la succession de leur bienfait retourne à l'ainé ou enfanz yssuz de luy qui le représentent.* (153 A. C.)

dû s'introduire au cours du xiv^e siècle. Le nouvel état de choses n'existait pas encore dans la *Compilatio de usibus* dont l'article 68 suppose que les puînés peuvent succéder en propriété. Cet article dispose en effet que : « *Il est usage que l'héritage d'un frere puîné quant il muert sanz heir, vient aus heirs de l'ainé, et ce est usage et costume d'Enjo*. Dans cette langue, « héritage » signifie bien propre ; et si le puîné peut transmettre ses propres, c'est-à-dire des biens venus par succession, c'est donc qu'il a succédé à son père en propriété. Or nous avons daté la *Compilatio* du premiers tiers du xiv^e siècle. A la fin du même siècle, en 1385, la coutume glossée nous apprend que les puînés succèdent en usufruit seulement (1). Cette modification est due à l'esprit nobiliaire, dont nous avons parlé au début de notre section. On a voulu augmenter les avantages de l'ainé.

La même tendance avait inspiré en Bretagne, dès 1815, l'assise au comte Geoffroi. Le préambule de cet acte commence en effet par ces mots ; *Cum in Britannia detrimentum terræ plurimum soleat evenire...* En Bretagne, la terre a beaucoup à souffrir « du fait des partages ». Dans cette province, les puînés étaient

1. La glose sur l'article 1 de ce texte déclare que les puînés ont un tiers de la terre du père ; ce tiers est appelé bienfait et le tiennent leur vie en usufruit.

réduits à un simple usufruit. C'était à peu près l'ancien droit des baronnies d'Anjou et du Maine (1), et ce droit fut étendu à tous les biens. Nous verrons plus loin que les filles avaient leur part en propriété.

Lors de la réformation des coutumes, en 1508, le commissaire royal présenta ses observations et combattit comme trop rigoureux et contraire à l'équité l'usage qui faisait aux puînés un sort aussi précaire. L'assemblée se partagea sur ce point, on décida de s'en remettre à la Cour du roi. Mais l'état de choses fut conservé provisoirement, et ce provisoire dura jusqu'à la Révolution (238-239) (2). L'esprit nobiliaire résista toujours, dans le Maine et l'Anjou pour les mêmes motifs que ceux exprimés par la noblesse du Poitou en 1514 dans l'adresse suivante. *Se diviseront les seigneuries par succession de temps et par manière qu'elles seront perdues et destruites, et revyendront à néant, qui sera ung grant dommaige à la chouse publique... Ladictes Coutume ancienne (usufruit des puînés) estoit pour l'entretienement des maisons... trop meilleur* (3). Dumoulin, qui critiqua si vivement certaines institutions

1. Viollet : *Etablissements*, I, p. 298.

2. Bourdot de Richebourg. Procès-verbal de la coutume du Maine, articles 238-249, t. IV. p. 524.

3. *Archives historiques du Poitou*, t. VIII, pp. 383-384.

féodales, approuvait les dispositions de notre coutume, sous prétexte qu'elles assuraient aux puînés eux-mêmes de bons emplois civils ou militaires, grâce à l'appui d'un aîné puissant (1).

Toutefois, dans quelques localités de notre province, les cadets succédèrent toujours en propriété, comme en Touraine. *C'est assavoir de par delà la rivière de Braye en alant du Mans à Mondoubleau, et en la conté de Vendosme* (157. A. C. 248). On a voulu donner à cette coutume locale une origine légendaire : un Lancelin, seigneur de Baugé, aurait vaincu et fait prisonnier Geoffroi de Preuilly comte de Vendôme, et lui aurait imposé comme condition de paix de faire attribuer aux puînés du Vendômois leur part en propriété et non en usufruit. Nous savons qu'au ^x^e siècle (pendant lequel seraient arrivés ces événements) le droit d'atnesse était à peine organisé, et qu'il ne portait certainement pas sur tous les biens de la succession. On ne peut donc pas dire qu'alors les puînés succédaient seulement en usufruit. Et nous ne voyons pas quel

1. Ideo etiam secundogenitis inter nobiles utilior est hæc consuetudo, quibus utilius potentem habere consanguineum cujus auctoritate nobilem militiam vel collocationem nanciscerentur. Alias cogerentur mercaturis et mechanicis artibus se subicere, quoniam status nobilitatis per minutulas partes non conservaretur.

Note de Dumoulin : *Bourdout de Richebourg*, IV, p. 489, note 6.

motif aurait poussé un Angevin à prendre fait et cause pour les puînés du Vendômois, qui dépendait du Maine et non de l'Anjou (1).

La coutume locale est simplement due à une survivance partielle de l'ancien droit tourangeau-angevin-manceau, tel que nous l'avons étudié pour le ^{xiii}^e siècle. Cette survivance s'explique par les influences diverses que subissait le Vendômois. Il était régi en parti par les coutumes de Blois et du pays chartrain, qui dérivaien^t elles-mêmes du droit parisien, et consacraient un droit d'aînesse beaucoup moins rigoureux qu'en Anjou et dans le Maine. L'influence de la Touraine, si proche voisine, était également contraire à une aggravation du droit d'aînesse. Rien d'étonnant, par suite, à ce que l'ancien droit ait persisté dans cette région sur ce point particulier.

L'aînesse a lieu non seulement en ligne directe, mais aussi en ligne collatérale. Si le fils aîné meurt sans descendants, le puîné le plus âgé prend les deux tiers de ses biens et l'avantage, comme en ligne directe (155 A. C. 246-247). Lorsqu'un puîné mâle vient à mourir, son usufruit fait retour à l'aîné, à moins que les puînés n'aient pas joui divisément de leurs parts : auquel cas les parts des prédécédés accroissent

1. D'Espinay. *La coutume de Vendôme*.

aux survivants et ne reviennent à l'ainé qu'après le décès de tous les usufruitiers (glose de l'article 1 de la coutume glosée ; article 154 A. C. et 239). Si les puînés ont fait des acquêts avec les revenus de leur usufruit, ces acquêts eux-mêmes passent à l'ainé et non à leurs descendants (156 A. C.). En 1508, cette règle fut trouvée trop rigoureuse par les commissaires royaux ; et l'assemblée fut unanime à admettre la modération de cet article. D'après la nouvelle coutume, les acquêts des puînés passent à leurs descendants légitimes, ou à défaut à l'ainé, pour les deux tiers et l'avantage, et pour un tiers aux puînés, qui prennent ce tiers en propriété (247).

Dans les successions des autres collatéraux (oncles, cousins, etc.), nous savons qu'au ^{xiii}^e siècle, l'ainé avait un droit exclusif. Cette rigueur conservée en 1411 à l'égard des puînés mâles (155 A. C.) ne se retrouve plus dans la coutume de 1508 : comme les filles ils succèdent en propriété au tiers qui leur est dévolu (246).

Quels sont les droits des filles nobles ? Elles peuvent succéder, en principe, à tous les biens. Mais le droit d'ainesse est attribué à l'héritier mâle, même plus jeune qu'elles. *En succession de personne noble qui a filz et filles naturelz et légitimes, le filz aîné*

succède... (153.155, A. C., 238 et 246). Les filles ont cependant une situation plus avantageuse que celle des puînés mâles. Après avoir établi le droit de ceux-ci à un tiers en usufruit, l'article 153 (A. C.) ajoute : *Et quant aux filles ilz succèdent pour leur porcion par héritage* (239). En ligne collatérale, elles seules sont admises à partager avec l'aîné suivant l'article 155 (A. C.), et c'est seulement en 1508 que les puînés sont admis à la succession. Pourquoi avoir sacrifié ainsi les puînés mâles seulement ? La même règle était consacrée en Bretagne par l'Assise au comte Geffroi : le texte qui ordonne à l'aîné de subvenir selon ses facultés à l'existence des puînés concerne les puînés mâles seulement. La condition des filles est réglée par un autre texte, qui embrasse le cas où il y a à la fois des garçons et des filles, aussi bien que le cas où il n'y a que des filles. L'aîné doit à celles-ci un mariage en propriété « de terra ipsa » tout comme dans le droit normand. Mais les filles, non plus que les puînés mâles, ne succédaient pas, à proprement parler. Elles étaient héritagères, c'est-à-dire qu'elles recevaient leur dot en propriété, mais n'étaient pas héritières. Mariées par le père, elles devaient se contenter de leur dot, si minime fût-elle (1). Or dans nos coutumes, les puînés et les filles ne furent pas héritiers, pendant long-

1. Voir l'article de M. Planiol.

temps. Cet état de choses se rencontre encore dans la coutume de 1411 (159). Donc la part attribuée aux uns et aux autres est une sorte de cadeau, de don obligatoire. Pourquoi l'attribuer aux filles en propriété, puisqu'elles feront passer ces biens à une autre famille ? C'est qu'une attribution en jouissance ferait intervenir dans l'administration des biens de famille les maris des filles, des étrangers. Après le partage et la délivrance de leur part en propriété, leur intervention est supprimée, inutile. Ajoutons d'ailleurs, et nous aurons plus tard à insister sur ce point, que le père noble peut doter sa fille et l'écarter ainsi de sa succession.

Arrivons au cas où le *de cujus* ne laisse que des filles comme héritières. *Si le trépassé n'a que des filles, en semblable porcion et avantaige succède l'ainnée èsdiz pays, ou ceux qui la représentent, comme le filz ainsné* (153, A. C., 238). Et l'ainesse entre filles a lieu aussi bien en ligne collatérale qu'en ligne directe (155, A. C., 246). C'est là une innovation très grave. Comment s'est-elle introduite ? D'après la *Compilatio de usibus*, l'ainée prend deux tiers et fournit aux puînés un avantage équivalent au tiers, sans démembrement la baronnie (1). D'autre part, si un

1. *Il est usage que se terre eschct à III suers, que l'einée aura les II pars et en fera le tierz aus autres II suers sans démembrement la baronnie* (art. 63).

fief inférieur est échu à des filles, l'aînée prend le principal château avec une portion de terre, et le reste est partagé (1).

Ces deux textes opposés nous indiquent une période transitoire où l'aînesse ne s'appliquait, entre filles, qu'aux baronnies. A cette époque, les tendances nobiliaires favorisaient le développement du droit d'aînesse, et l'on voulait appliquer à toutes les successions nobles la règle d'indivisibilité des baronnies. La question de l'aînesse entre filles dut être fort discutée puisque vers 1340 une enquête fut faite pour fixer le droit sur ce point. Elle nous a été conservée (2). Il n'y est question que des baronnies, d'après le titre. Mais un certain nombre d'exemples sont rapportés à titre de preuves, et nous voyons dans quelques-unes l'aînée prendre, avec les baronnies, l'ensemble des biens, tandis que les cadettes sont réduites à leur dot (3). L'aînesse entre filles se

1. *Il est usage que se vavaserie eschiet entre suers, que l'einée aura I herbergement et I chese, et le remegniant sera parti* (art. 68). *Compilatio de usibus Andegavie*. Beauteemps-Beaupré, 1^{re} partie, texte A.

2. Archives nationales. J. 179, Anjou, n° 106. Publiée par de Laurière dans son Glossaire du droit français, au mot « baronnie » et par M. Beauteemps-Beaupré, 1^{re} partie, tome III, préface, page 115.

3. *Nous disoumes que li usage de Toraine et d'Anjou et del Maine sont tel... des ilèques en avant totes les escheoites qui aviennent des baronies sont à l'ainznée et as hoirs de l'ainznée,*

développa rapidement et prit bientôt un caractère absolu, comme entre mâles. Dans la coutume glosée de 1385 (art. 4) elle est consacrée en termes exprès. *Selon la coutume d'Anjou et du Maine especial en ce cas, l'ainznée des filles a les deux pars de la terre aussi bien comme auroit l'ainsné frère s'il y estoit.*

L'ainesse entre filles devait persister jusqu'à la fin de l'ancien régime, dans notre province, et en Anjou, Touraine, Bretagne, Normandie, Picardie, contrairement au droit commun coutumier résumé par Loysel en ces termes : « Presque partout, entre filles, n'y a point de droit d'ainesse (1). »

Nous n'insistons pas sur la règle d'égalité parfaite entre roturiers, conservée par notre coutume avec toute sa rigueur (175 A. C. 277) et dont nous ver-

sans ce que les puisnées i puissent ne ne doivent riens avoir : car li usage de Toreine et d'Anjou et del Maine sont tel que nul baronie ne se desmenbre, ainz revient touz tenz teus à l'ainznée, à tenir et à exploitier par reson d'ainzneesce.

...Et ensementot misires Guillaume des Roches II filles, desqueles misire Amorris de Creon ot l'ainznée, et pour ce ot lidiz Amaurris toutes les appartenances audit Guillaume ; sanz ce que l'autre fille, qui fu comtesse de Blois et puis viscontesse de Chetiaudun ot rien en l'eritage ne es conquestes outres son mariage que son pere li donna, jasoit ce que lidiz Guillaumes poet fere de sa conqueste sa volonté. D'après le texte de M. Beautemps Beaupré, loc. cit.

1. Loysel. *Institutes coutumières*, liv. IV, titre III, règle 81.

rons les conséquences à propos du rapport entre cohéritiers.

En l'absence d'enfants du défunt, quels sont les droits des ascendants ? *Si l'un des enffanz trespasse sans hoir de son corps, ses père et mère succéderont à leurs meubles, s'aucuns en ont ; aux héritaiges succéderont ses frères ou sœurs ou autres parents s'il n'a ni frère ni sœur* (175 A. C.). Les ascendants ne succèdent donc pas aux immeubles. Et les ascendants autres que les père et mère n'ont aucun droit, même sur les meubles (182. A. C. 254-288) (1). Si le père et la mère sont tous deux survivants, ils partagent les meubles par la moitié ; si l'un d'eux vient à mourir, sa part passe à son lignage ; si le père ou la mère survit seul, il prend la moitié d'après la coutume de 1411 (182) et le tout, d'après la coutume de 1508 (254). La coutume de 1411 ne leur donne aucun droit sur les immeubles. Nous avons eu l'occasion d'étudier plus haut la règle « propres ne remon-

1. *S'il est ainsi que aucuns enffans qui aient aucuns biens meubles, et aillent de vie à trespasement sans hoir de leur corps, iceulx biens retournent au père et mère s'ilz les ont, et en défaut d'eulx ou de l'un d'eux à leurs prouches parents, en ligne descendant ; car supposé qu'ils eussent aïent ou aïeulle, lesdiz biens ne leur retourneroient pas, pour ce qu'ilz ne montent point plus hault que au père ou à la mère* (182. A. C.).

tent » et l'atténuation qui y avait été apportée au ^{xiii}^e siècle en faveur du père. Elle fut entendue plus rigoureusement au ^{xv}^e siècle. Pourtant, l'influence du droit romain fit accorder en 1508, aux père et mère, un droit d'usufruit sur les immeubles par eux donnés (288) (1).

La coutume d'Anjou étend cet usufruit des père et mère sur tous les immeubles de leurs enfants (art. 270). Les anciens jurisconsultes expliquent l'introduction de cet usufruit par le besoin « de consoler la douleur d'un père qui a vu troubler l'ordre naturel dans le prédécès de son enfant » (2). C'est le même motif que donnaient les Romains, du droit pour le père d'obtenir la restitution de la dot de sa fille prédécédée. De plus, en assurant aux père et mère la jouissance des biens par eux donnés, en cas de prédécès du donataire, on les encourageait à gratifier leurs descendants de façon plus large.

Nos coutumes demeurèrent à l'égard des ascendants plus rigoureuses que le droit commun du royaume où la règle « propres ne remontent » fut simplement entendue en ce sens que les « propres ne

1. *Et au regard des choses immeubles que lesdits père ou mère leur avoient donné, soit par mariage ou autrement, audit cas lesdits père ou mère ou celui duquel procéderoit ledit don en auroit l'usufruit, sans préjudice toutefois des douaires* (288).

2. O. de Saint-Vast. Coutume du Maine, t. II, p. 465.

ne passent pas d'une ligne à l'autre. (Paris, art. 312 et suiv.).

Ainsi entendue, c'est une conséquence de la règle coutumière « *paterna paternis, materna maternis* » dont nous avons étudié plus haut le sens et l'origine. Elle a été conservée par les coutumes de 1411 (185) et de 1508 (286). Rien, dans ces textes, n'indique de changement dans la façon de la comprendre. Pourtant, d'après les commentateurs, il n'est plus nécessaire de descendre du premier acquéreur, de celui qui a mis le bien dans la famille. Il suffit d'être parent de cet acquéreur. Sur ce point, notre coutume est conforme au droit commun coutumier résumé par l'article 329 de la nouvelle coutume de Paris.

D'où vient cette modification ? Du désir d'augmenter le nombre des successibles, pour écarter les cas de déshérence où les biens passent aux seigneurs. Il était parfois difficile de déterminer le premier acquéreur : on présumait que c'était le plus ancien possesseur que l'on pût trouver ; mais ainsi on risquait d'exclure des collatéraux de ce possesseur descendant de celui qui était vraiment le premier acquéreur. Aussi on admit à la succession tous les parents même collatéraux du premier acquéreur, véritable ou présumé. A quelle époque ce changement fut-il intro-

duit? Vers le xvi^e siècle, sans doute, puisque la première rédaction de la coutume de Paris (art. 147) laissait des doutes à cet égard, et que la coutume d'Orléans, souchère dans sa première rédaction (251) devint coutume de côté et ligne dans la seconde (325, en 1563).

Dans chaque ligne comment déterminer la proximité de degré? A partir du xv^e siècle, sans doute, on abandonne le système de computation par parentes pour employer le système romain dont nous avons exposé les règles. Il faut d'ailleurs tenir compte non seulement des degrés de parenté, mais de la représentation qui a lieu à l'infini en ligne directe comme en ligne collatérale. Les propres sont donc attribués à celui des héritiers du défunt qui représente la personne la plus proche du premier acquéreur. On regarde plutôt l'habileté de succéder à cet acquéreur que la proximité par rapport au *de cujus*; l'immeuble « propre qui se trouve dans une succession se partage de la même manière qu'il eût dû être partagé, s'il s'agissoit de la succession de celui qui l'a acquis » (1). De plus, dans les successions nobles intervient le privilège d'aînesse.

Nous venons de voir un des effets de la représen-

1. Guyné. *Traité de la représentation*, édition de 1779, p. 348.

tation. Elle est admise à l'infini en ligne collatérale comme en ligne directe, « tant comme l'on peut nommer, trouver et monstrier le lignaige » (153 A. C. 241). On a contesté qu'il s'agisse dans ce texte de la représentation au sens romain du mot. « Il ne peut être question, dit-on, dans un texte aussi ancien, d'une véritable représentation, de la représentation au sens romain du mot. Cette dernière ne fut reconnue en effet qu'au xvi^e siècle dans les pays de coutume. Ce texte veut dire que dans chaque ligne ou parentèle, à défaut de collatéraux au premier degré, ceux du second, à défaut de ceux-ci ceux du troisième, et ainsi de suite, sont appelés à la succession, par préférence aux collatéraux de l'autre parentèle même d'un degré plus rapproché » (1).

Pourtant, de l'avis du même auteur, « le mot représentation se retrouve dans les coutumes du Maine et de l'Anjou avec son sens romain, et c'est avec la même signification qu'il est employé dans les autres coutumes appartenant au même groupe » (2).

Et remarquons que le texte de 1463, cité par cet auteur, et le texte de 1508 sur la représentation sont presque identiques. Pourquoi admettre que, à quarante ans de distance, le même mot ait changé de sens de façon aussi grave ? Nous avons constaté que

1. Fliniaux. Le système des parentèles, p. 92.

2. Eod loco, p. 93.

la représentation, au sens romain du mot, n'était pas inconnue dans notre région (1). Elle fut consacrée de façon très explicite par l'enquête de 1340. « *Et si disoume que l'usage et la coustume des terres devant dites est aprouvez que bien soit le père et la mère mort, que toutes les droitures qui puvent advenir au père ou à la mère par droit d'eritage avienent à leur hoir par l'us et par la coustume de la terre qui tele est* » (2). Dans un procès jugé au début du x^v^e siècle par le Parlement de Paris, pour des terres situées en Touraine, nous voyons appliquer la représentation à l'infini (3).

Elle fut admise par la coutume de Paris, d'abord en ligne directe, seulement, puis en ligne collatérale, au profit des descendants de frères et sœurs (art. 320 de 1580), comme dans les nouvelles de Justinien. Notre coutume, ainsi que celles d'Anjou, Touraine, Poitou, Grand-Perche, etc. l'admet de façon plus

1. Voir plus haut. p.

2. Article 13 de l'enquête de 1340 : d'après le texte de M. Beaumont-Beaupré.

3. Il s'agit d'une pétition d'hérédité entre des nobles dont la filiation est contestée. D'après l'arrêt, voici la généalogie : un noble avait eu quatre enfants : deux fils et deux filles. Un descendant au quatrième degré du fils aîné étant mort sans postérité, des cousins se disputaient sa succession. Le Parlement accorda les $\frac{2}{3}$ des biens au descendant du second fils, et $\frac{1}{3}$ aux descendants des autres enfants. Il y a donc bien ici une véritable représentation. D. Housseau, 9, p. 14, 1409.

large. Pour quelle raison ? C'est que la représentation à l'infini présente des ressemblances avec la dévolution par parentèles, du moins dans ses effets, car ces deux institutions n'ont ni la même origine ni le même fondement (1). Ces deux systèmes arrivent l'un et l'autre à faire exclure par un parent plus éloigné un parent plus rapproché du défunt. Pour les jurisconsultes du xiv^e et du xv^e siècle, le droit romain formait la base de la science juridique, et ils déduisirent suivant l'exemple du droit romain les conséquences d'une institution purement germanique par ses origines.

Nous avons vu plus haut, à propos de la succession aux propres, une conséquence de la représentation à l'infini. Enumérons-en quelques autres : elle fait concourir l'oncle et le cousin germain du défunt ; le cousin germain vient, en effet, prendre les droits de son père, qui était au même degré que l'oncle. Autre conséquence : en égal degré, les héritiers partagent toujours par souches, sauf application des règles des successions nobles.

Il nous reste, pour terminer avec l'examen de la dévolution *ab intestat*, à étudier le mode de dévo-

1. Escarra. *La succession aux biens réels dans les coutumes anglo-normandes*, p. 167 et suiv.

lution des meubles et acquêts. Suivant la coutume de 1411 (185) et celle de 1508 (288), en l'absence de descendants du *de cujus*, les meubles et acquêts se divisent en deux parties égales dont l'une est attribuée à la ligne paternelle, et l'autre à la ligne maternelle (1). C'est ce qu'on appelle système de la fente. Nous le retrouvons dans les coutumes d'Anjou, du Loudunois, du Bourbonnais et de Bayonne (2). D'où vient-il ? Serait-ce du droit romain ? La nouvelle 118 admet que, s'il n'y a que des ascendants appelés à la succession, et qu'ils appartiennent à des lignes différentes, le partage se fait par moitiés : une moitié à la ligne paternelle, l'autre à la ligne maternelle, quel que soit le nombre des ascendants de chaque ligne (3). Dans chaque ligne les biens se partagent ensuite par têtes. Et la coutume de Tours (312) consacre le même système dans un cas analogue. Mais ce n'est pas le cas prévu par nos coutumes, et nous croyons devoir chercher ailleurs l'origine de ce système de la fente. Pour nous, il y a simplement ici une extension du système de partage des propres, faite dans le but d'unifier le règlement de la succession.

1. Pour que les collatéraux succèdent aux meubles, il faut que les père et mère soient décédés.

2. Vallier. *Fondement du droit successoral*, p. 68.

3. Nouvelle CXVIII, chapitre II.

Comme il serait difficile de rechercher l'origine de ces meubles et acquêts, on suppose que les deux lignes ont également contribué à leur acquisition, on les partage donc par moitié. Et le mode de partage de la communauté conjugale a dû influencer sur le développement de ce système.

Dans chaque ligne, les meubles et acquêts sont attribués au plus proche parent du *de cujus* ; on fait application du droit d'aînesse aux successions nobles. Les commentateurs ont vivement discuté toutefois la question de la refente : dans chaque ligne, faut-il diviser à nouveau les meubles et acquêts entre les parents paternels et les parents maternels, ou au contraire se préoccuper uniquement de la proximité de degré ? Cette refente serait, suivant Trottier, une extension illégale d'un droit exorbitant du droit commun (1). Pourtant il nous dit qu'elle était admise dans le Maine et devant le présidial de La Flèche, non sans difficultés.

1. Trottier. *Principes des coutumes d'Anjou et du Maine*, I, p. 135 et suiv.

CHAPITRE II

MODES DE DÉVOLUTION EXCEPTIONNELS

A côté de la dévolution des biens à la famille, nous rencontrons plusieurs modes exceptionnels de dévolution. En certains cas, la fortune du *de caju*s passe aux mains des pouvoirs publics.

SECTION I

Période gallo-franque

Nous en trouvons des exemples dans le droit romain. Contentons-nous de rappeler les peines prononcées au début de l'Empire contre les cœlibes et les orbi et contre les Latins Juniens. La législation postérieure édicta des peines contre les fils des personnes condamnées pour crimes de haute trahison, contre les apostats et certaines catégories d'hérétiques. Sous l'influence de l'église, les enfants naturels furent réduits à une condition inférieure. A côté de ces incapacités pénales, nous en voyons d'autres qui tiennent à l'état des personnes ; par exemple celles qui concernent les affranchis. Enfin, en l'absence

d'héritiers, la succession était attribuée au Trésor public, et plus tard au fisc impérial.

Dans les lois barbares, nous trouvons aussi des exemples de successions particulières. Les rois des peuplades germaniques établies en Gaule empruntèrent au droit romain les moyens propres à augmenter leurs ressources. La confiscation des biens des condamnés dut être largement pratiquée. D'après la loi salique, le fisc recueillait la part héréditaire de celui qui avait rompu les liens l'unissant à sa famille (1). Le wergeld de l'homme décédé sans héritiers (2), le reipus dû par la veuve qui se remarie, en l'absence de parents pouvant réclamer ce droit, appartenaient également au fisc (3). Et les droits de ce dernier durent être vite étendus à tous les biens vacants.

La plus grande incertitude règne sur tout ce qui concerne la succession des affranchis. Elle était sans doute déterminée par la loi qui avait été suivie pour les affranchir. Un capitulaire additionnel à la loi salique dispose que les biens des personnes affranchies *per denarium* ou *per cartam* seront attribués au fisc, et ce, sans distinguer si le *de cujus* laisse ou non des enfants. Mais le souverain pouvait accorder à ceux-

1. Loi salique, titre LX.

2. Loi salique, titre LXII, 2.

3. Loi salique, titre XLIV, 10.

ci un droit de succession, comme le prouve une formule ancienne qui a pour objet la concession de cette faveur (1).

Les bâtards n'étaient pas appelés à la succession, mais rien ne s'opposait à ce qu'ils en obtinssent une partie, par la volonté de leur auteur. Pourtant, Thierry, bâtard de Clovis, partagea le royaume avec ses frères légitimes ; Charlemagne pourvut par acte spécial au sort des enfants naturels (2). L'influence de l'Eglise devait plus tard les faire mettre dans une condition très précaire.

Les étrangers étaient soumis à des règles particulières. En ces temps de violence et d'anarchie, ils vivaient sous la protection des pouvoirs publics, et, à maintes reprises, les capitulaires royaux chargèrent les « missi » de la protection des « advenæ ». En échange, le roi s'attribuait un revenu sur leurs biens. La loi des Francs Chamaves donne au roi seul le *wergeld* de l'étranger (chap. IX). L'édit de Rotharis décide que l'étranger qui meurt sans enfants légitimes, transmet sa succession au roi et ne peut en disposer au moyen du *thinx* (art. 367). Dès

1. Sur la succession des affranchis, voir : Glasson, *Nouvelle revue historique de droit*, 1885, p. 619, et Rozière, t. I, p. 150, formule 121.

2. Glasson, *Histoire du droit*, III. 34.

le ix^e siècle, un diplôme de Charlemagne déclare que les biens des peregrini appartiennent au roi (1).

SECTION II

Période féodale jusqu'au xiii^e siècle

Voyons ce que sont devenues ces successions particulières dans le droit du xviii^e siècle.

Celles qui présentent le caractère de pénalités sont énumérées dans les articles 94, 95, 97, 98 de la coutume.

Le premier texte vise les gens qui sont coupables du crime d'hérésie (bougrerie). Ils sont brûlés, et leurs meubles appartiennent au baron (2). Les sodomites sont frappés de la même peine. Cette mesure rappelle les dispositions des empereurs chrétiens du iv^e siècle, qui avaient édicté la peine de mort contre

1. « De advenas et peregrinos qui in Dei servitio Roma vel per alia sanctorum festinant corpora, ut salvi vadant et revertant sub nostra defensione. » Boretius, I, n^o 91. — Voir encore : Boretius, II, n^o 260 § 9, etc.

Res peregrinorum propriæ sunt Regis. Mühlbacher Regesten, n^o 152.

2. *Si aucun homs est souspeçoné de bougrerie, la justice le doit prendre et envoier à l'évesque. Et si il en est et prové l'en le depret arder, et les mobles sunt au baron. Et auxi home qui est hérite, pour que il en set prové, il doit estre ars, et les mobles sunt au baron (art. 94).*

les sodomites, sous l'influence des idées catholiques et hébraïques. Transportées dans le Code théodosien (IX, VII, 3, 6) elles furent reproduites par la loi romaine des Wisigoths, et s'étendirent sous les Carolingiens à tout l'Empire (1).

L'article 95 se rapporte aux usuriers de profession qui n'ont pas obtenu le pardon de leur faute. C'est une des sanctions de la prohibition du prêt à intérêt prononcée par l'Eglise, et passé, grâce aux capitulaires, dans la législation civile (2). Elle existe également en Normandie, Poitou, Dauphiné. Cette peine devait d'ailleurs se réduire à une confiscation des meubles de l'usurier vivant, puisque les textes postérieurs renvoient l'usurier à la Cour d'Eglise, pour être puni (3).

Malgré le silence du texte, nous pouvons dire que les seigneurs justiciers devaient confisquer les biens des personnes condamnées aux peines capitales.

Les articles 97 et 98 concernent des gens qui n'ont pas encouru de condamnation, mais que leur attitude en face de la mort a fait priver de la sépulture chrétienne. Le seigneur confisque une partie de leur suc-

1. Viollet. *Etablissements*, I, p. 254.

2. *Quant en la chastelerie au baron a aucun usurier en quelle terre que ce soit, et il en est prové, les mobles sunt au baron* (95).

3. *Compilatio de usibus*, 88. — Liger, 584.

cession (1). Ce sont les suicidés les déconfès (morts sans confession), désignés parfois sous le nom de desperati (2). Les mêmes rigueurs se retrouvent dans les coutumes de Normandie, Bretagne, Touraine, Poitou.

Dans tous ces cas, nous avons vu que les meubles appartiennent au baron. Mais (sauf peut être en ce qui touche les biens des suicidés) quel que soit le crime du *de cujus*, il ne suffit pas à faire sortir les immeubles de la famille au profit du seigneur. La non confiscation des immeubles est un trait d'origine germanique.

Parfois, cependant, le seigneur prend la succession tout entière. Mais ce n'est pas à titre de peine ; c'est à raison de la condition civile du défunt, lorsque celui-ci est un bâtard, un aubain ou un serf.

D'après l'article 106 (3) de la coutume, tous les

1. *Si ainsi estoit que aucun se pendist ou se néast. ou se occist ses mobles seroient au baron, et de la fame auxi* (97).

Si aucun home ou aucune fame avet gëu malade VII jorz et il ne vouloist estre confessé, et morist déconfès, toz les mobles seroient au baron. Et s'il mourest de mort subite desconfès, la justice n'y auret rien (98).

2. Nous verrons, à propos du testament, que les déconfès étaient peut-être aussi ceux qui mourraient sans avoir fait de don à l'Eglise.

3. *Quant bastard muert sans heir de sa fame, toutes ses chosses sunt à ses seignors, à chascun ce qui en sera en sonfé. Mes il puet bien prendre ses mobles à son aumosne. Et sa fame aura son douaire, et après sa mort torra ès seïngnors* (art. 106).

biens du bâtard mort sans enfants légitimes appartiennent aux seigneurs justiciers : chacun d'eux prend les terres situées en son fief. Ce n'est pas une confiscation brutale : les droits de la femme sont respectés, et même, le seigneur doit, dans une certaine mesure, exécuter le testament du défunt. Il semble que dans les premiers temps de la féodalité le bâtard ait été assimilé à un serf, et incapable de transmettre entre vifs ou à cause de mort.

Au XIII^e siècle, on applique simplement à ses biens le droit de déshérence s'il meurt sans descendants légitimes. A cette époque, le droit de succéder repose uniquement sur les liens de famille, et le bâtard n'a pas d'autres parents que ses descendants légitimes, puisqu'il est en dehors de la famille.

La condition de l'aubain est réglée par l'article 96. L'aubain, c'est celui qui n'est pas originaire du diocèse où il est venu s'installer, et qui ne s'est pas déclaré l'homme d'un seigneur dans l'an et jour de son établissement. S'il meurt sans laisser au moins quatre deniers au baron, celui-ci prend tous ses meubles (1). Nous avons trouvé des précédents de ce

1. *Si aucuns homs vient, qui ne soit pas de l'evesqué, qui est en la chastellerie au baron et il ne face signourage dedanz l'an et jour, il sera espletable au baron. Et si adventures estoit qu'il se mourust, les mobles sunt au baron, s'il n'avoit commandé IIII deniers au baron* (96).

droit d'aubaine dans les chartes du ^x^e siècle ; suivant un acte de Saint-Vincent du Mans, l'aubain est l'homme qui passe momentanément dans une seigneurie, sans y avoir ni parent ni ami, ni asile d'aucune sorte. Le seigneur ne prendra les biens de cet homme que si aucun parent ou ami ne les réclame, et si le défunt n'en a pas fait don à une communauté (1).

La disposition de ce texte est donc moins rigoureuse que la coutume du ^{xiii}^e siècle.

D'après une charte de Marmoutier, le droit d'aubaine appartenait au seigneur sur la terre duquel l'aubain était mort (2). L'obligation pour ce dernier de faire un don au suzerain est mentionnée dans un acte du ^{xii}^e siècle ; ce don doit s'élever au moins à

1. Judicavit omnis curia quod nullus alius albanus dicendus esset nisi is qui per terram ibat, et in ea nec parentem, nec amicum, nec hospiciū ullo modo habebat, nec aliter in illa terra nisi transeundo habitabat. De talibus, ut in suo fevo habere consuetudines sepe dictus dominus debebat, ut si quihujusmodi in ipso moreretur, nisi parentem haberet, qui reclamaret, ant de aliquo sancto heredem faceret, suas res jamdictus dominus habere posset. (*Saint-Vincent du Mans*, n° 305, 1080-1100.)

2. Le comte d'Anjou Foulques le Réchin renonce à certains droits et dit. « Si quis albanus qui antea comitis consuetudinarius non fuerit, in terram nostram hospitetur, et ibi sine herede moriatur, nec definierit quid agatur de substantia sua, nichil super eo potest reclamare comes. » D. Housseau, II, nos 773 et 776 d'après le cartulaire tourangeau de Marmoutier.

quatre deniers, sous peine de saisie des meubles par le seigneur (1).

Outre la succession des bâtards et aubains, le seigneur dut prendre, au moins au début de la féodalité la succession des serfs. La coutume du XIII^e siècle dans l'article 105 nous parle d'un droit du seigneur à la moitié des biens de l'homme « cuverz » sans que nous sachions ce que veut dire exactement ce terme. Il est probable qu'à cette époque le servage avait à peu près disparu de la région mancelle. « En Normandie, il existait encore au XI^e siècle, mais au XII^e siècle on n'en trouve plus trace. Dans le Poitou il disparut aussi vers la fin du XI^e siècle. En Bretagne, dès le commencement du XI^e siècle, il semble qu'il y ait eu très peu de serfs (2). » Les paysans

1. Concession de droits au couvent :

Dimitto etiam zelo Domini et causa justiciæ, quod servientes mihi in terra prædicti monasterii consuetudinem aliquam albanorum post quartam lineam consanguinitatis non quarant ; sed si albanus in prædicta terra mortuus fuerit carens liberis vel habens liberos, et divisionem pecuniæ suæ fecerit, ita tamen quod comiti de pecunia sua quantum voluerit, dimiserit, non minus tamen quam quatuor denarios, cæteram cui dimittit habebit ; si vero aliquis mortuus fuerit sine herede, nec divisionem pecuniæ suæ fecerit, nec comiti aliquam portionem substantiæ suæ dederit, tota mobilis pecunia comitis erit.

Cormery, n° 61, n° 1137.

2. H. Sée. *Les classes rurales au moyen âge.*

manceaux semblent avoir connu une situation très analogue à celle des paysans bretons. Les cartulaires manceaux ne mentionnent jamais le servage au ^{xiii}^e siècle (1). Il dut se conserver plus longtemps en Touraine et dans le Vendômois, comme le prouvent plusieurs actes du Livre des serfs de Marmoutier (2). Mais de bonne heure la condition des serfs s'était adoucie. Primitivement, le serf, soumis à la mainmorte, ne pouvait rien transmettre par son décès, même à ses enfants. Puis moyennant l'abandon d'une partie des biens au seigneur, les enfants purent recueillir la succession de leur père (3). Il semble même que, à la fin du ^{xii}^e siècle, le serf pouvait transmettre à d'autres que ses descendants (4).

1. Le jurisconsulte angevin Liger parle bien des serfs (n° 598) ; mais c'est à propos des personnes qui peuvent acquérir pour le père de famille ; et ici, le mot serf est la traduction littérale du mot latin « servus, » qui veut dire esclave. D'ailleurs, l'isolement de ce texte ne peut fonder à dire que le servage existait encore dans le Maine au ^{xv}^e siècle.

2. En 1208, on trouve encore une donation « servi cujusdam et heredum suorum ». *Livre des serfs*, charte 61.

3. En 1064 un se fait serf « omniaque sua delegasse nobis habenda post obitum suum, nisi forte uxorem jussu quidem nostro acceptam habuerit, aut etiam filios quibus, suas accipientibus partes, nos illam accipiamus quæ ipsi continget ». *Livre des serfs*, p. 143-144.

4. Quidam servus noster... cum moreretur, reliquit domum suam et duos liberos. Quibus mortuis, cum non esset de cognatione ejus qui domum illam hereditare deberet.

Marmoutier, Dunois, n° 8 1064-1073.

Les seigneurs recueillaient enfin les biens des personnes mortes sans héritier, par droit de déshérence. Nous en avons déjà parlé à propos du droit de bâtardise. Une charte de Saint-Aubin mentionne les « spolia rusticorum » parmi les revenus seigneuriaux (1). D'ailleurs, en l'absence de tout document, le simple raisonnement nous ferait admettre l'existence du droit de déshérence au profit des seigneurs. Ce droit était, sous les carolingiens, un droit fiscal, qui se trouva usurpé peu à peu par les fonctionnaires royaux à leur profit.

Nous avons pu remarquer, en effet, que toutes les successions particulières que nous avons étudiées dans ce chapitre appartiennent aux seigneurs. Le pouvoir de les recueillir était un attribut de la souveraineté, qui se trouva morcelé comme celle-ci entre les nombreux possesseurs de fiefs. Et d'autres causes favorisèrent le développement du droit de déshérence au profit des seigneurs. En donnant la liberté aux serfs, le seigneur n'abandonnait ses droits de mainmorte qu'au profit de certains parents, et tous ses droits lui faisaient retour en l'absence de ceux-ci. Les terres qu'il concédait lui faisaient également retour, en l'absence des parents désignés comme successibles dans l'acte de concession.

1. Voir Galland. *Traité du franc-alleu*, p. 295-296.

SECTION III

Fin de la période féodale *Période des coutumes officielles*

Le jurisconsulte Liger nous dit que la confiscation des meubles du déconfés existait encore au xv^e siècle (n° 1436) : mais nous n'en avons pas trouvé trace dans les coutumes officielles. Le suicide était, dans l'ancien droit français, puni comme le meurtre, et cette assimilation est faite dans nos coutumes (76-77 A. C. 157). Suivant Liger (n° 1435), les biens des suicidés sont livrés à une dévastation systématique avant d'être abandonnés à leurs héritiers (1). La coutume de 1508 ne nous en parle plus. Elle déclare simplement que « audit pays n'y a ni confiscation ni forfaiture de terre en matières criminelles, sauf en deux cas, en crime d'hérésie et de lèse-majesté » (157).

Les droits de bâtardise, d'aubaine et de déshérence sont des profits judiciaires du fief.

1. Nos anciens jurisconsultes s'efforcèrent de restreindre l'application de ces peines, en matière de suicide, parce que la plupart du temps elles frappaient les héritiers, et non le coupable.

Les biens des bâtards morts sans descendant légitime appartiennent aux seigneurs. Les moyens-justiciers prennent les meubles situés dans leurs ressort, et les bas-justiciers prennent les immeubles (14 A.C. 48).

Les mêmes textes attribuent aux seigneurs ses biens des aubains morts sans enfants légitimes. Mais à partir du xvi^e siècle, les aubains sont les gens non régnicoles, c'est-à-dire non nés en France.

En vertu des mêmes textes, les seigneurs recueillent par droit de déshérence tous les biens des personnes décédées sans laisser d'héritiers connus. Il se peut aussi qu'ils prennent seulement une partie de ces biens. Nous avons vu plus haut que les biens propres et les meubles et acquêts se partagent entre les deux lignes paternelle et maternelle. S'il n'y a pas d'héritiers dans une ligne, le seigneur prend tous les biens dévolus à cette ligne défailante (185 A.C. 206). C'est une conséquence rigoureuse du principe que les biens d'une ligne ne doivent jamais passer aux parents de l'autre ligne, et le droit parisien la consacrait encore aux xiv^e et xv^e siècles (1). Elle ne fut écartée qu'en 1580 sur les instances de Dumoulin (art. 330 de la coutume de Paris) qui fit admettre qu'en l'absence d'héritiers dans une ligne les biens de cette ligne passeraient à l'autre ligne. Mais

1. *Décision 184 de Jean Desmarres.*

plusieurs coutumes, à l'exemple de la nôtre (Anjou, Normandie, Bretagne) conservèrent l'ancien droit avec toute sa rigueur.

Les commentateurs s'efforcèrent d'y apporter quelques atténuations. D'après Trottier (1) les père et mère étaient préférés au seigneur, suivant le système de la coutume de Touraine (art. 310). Et il suffisait qu'il existât dans la ligne défailante un parent, même non parent du premier acquéreur, pour que l'attribution au seigneur n'eût pas lieu. L'application du droit de déshérence en pareil cas était contraire au droit commun du royaume, et il fallait le restreindre autant que possible (2).

Le droit de déshérence totale ou partielle appartient aux seigneurs. Lors de la réformation de 1508 les gens du roi protestèrent en disant que « la dite coutume ne doit aucunement préjudicier aux droits du Roy, lequel seul et non autre succède aux biens meubles et immeubles desdits aubains » (3). Malgré tout, les seigneurs gardèrent leurs droits. Pourtant, d'après Trottier, le système qui donne au roi le droit d'aubaine l'emporta dans notre province (4). Les coutumes d'Anjou, Touraine, Sens, Bourbonnais, etc., consacraient les mêmes droits que le nôtre au profit des seigneurs.

1. Principes, I, p. 165.

2. Eod. loco., p. 162.

3. Procès-verbal de la Coutume. Richebourg, t. IV, p. 522.

4. Principes, p. 160.

CHAPITRE III

GAINS DE SURVIE ENTRE ÉPOUX

Le conjoint survivant figure-t-il dans notre ancien droit parmi les successeurs de l'époux prédécédé ?

SECTION I

Période gallo-franque

D'après les traditions romaines primitives, aucun droit de succession n'existait entre époux, en dehors du mariage cum manu. Le préteur introduisit la « Bonorum possessio unde viret uxor », qui appelait l'époux survivant à la succession du prédécédé en l'absence de parents. C'est ce droit qui passa en Gaule et fut consacré par la loi des Wisigoths (1).

Dans les usages germaniques, nous ne trouvons rien qui s'inspire d'un droit de succession entre époux. « Chez les Germains, et en particulier chez les Francs, la succession ne semble avoir été connue que comme rattachée à la parenté du sang. Or le conjoint n'était pas un parent (2). »

1. L. IV, t. II, n° 11.

2. Lefebvre. *Droit des gens mariés*, p. 594.

La preuve en est fournie par les nombreux modèles d'actes de disposition entre mari et femme que contiennent les Formules d'Angers.

Mais il y avait cependant des gains de survie entre époux.

D'après la loi ripuaire (titre 37) la femme survivante pouvait réclamer la dot anté-nuptiale que lui avait assignée son mari (ou à défaut 50 solidi), le morgengab et un tiers des acquêts faits en commun. Cette loi date de la fin du vi^e siècle. Grégoire de Tours rapporte que la veuve de l'évêque du Mans, Badégisil, réclamait vers 585 une partie des biens advenus à son époux en sa qualité d'évêque. Cette prétention à une portion des acquêts du mari ne fut pas écoutée (1). Une formule d'affranchissement accorde à la femme le droit de prendre un tiers des acquêts par elle faits en collaboration avec son mari (2). Suivant une charte de Saint-Vincent du Mans, une femme avait prélevé (nous ne savons à quel titre) un tiers des biens de son mari (3). Enfin, en 821, un capitulaire consacra ce droit de la femme et l'étendit à tout

1. Cité par M. Lefebvre. *Droit des gens mariés*, p. 135.

2. « Quod stante conjugio laborare potuerit, ipsa femina tertiam partem exinde habeat. » *Angers*, 59.

3. « Et in partes duas Leogesilo quondam conjugé suo, quam et suam tertiam ad usum tenuerit. » *Saint-Vincent*, n°2457.)

l'empire franc (1). Sous l'influence catholique et française, ce droit de la femme devait se trouver augmenté pour devenir un droit d'associée, transmissible aux héritiers, et non pas rester un simple gain de survie. De cette institution ripuaire allait naître la belle institution française de la communauté conjugale, dont l'étude ne rentre pas dans notre sujet (2).

En plus du tiers des acquêts, la femme prenait sur les biens du mari une dot constituée avant le mariage et fixée à un minimum de 50 solidi. Cette dot avait vivement frappé les Romains qui ne connaissaient que la dot apportée par la femme à son mari. C'était à l'origine un simple présent. La femme recevait aussi le morgengab ou « don du matin » au lendemain du mariage. Mais, après les invasions, « les barbares songèrent à l'avenir de leurs compagnes, encore plus qu'à les gratifier et les orner » (3). C'est dans ce but que la dos ex marito, discutée par les deux familles, devint obligatoire, sous l'influence de l'Eglise, comme en témoigne l'adage « nullum sine dote fiat conjugium ». La loi ripuaire avait consacré cet usage en fixant le minimum de la dot. Une prati-

1. Boretius, n° 148, § 9.

2. Voir cette histoire de la communauté tracée dans l'histoire des gens mariés, par M. Lefebvre, dont nous ne faisons que résumer les idées.

3. Lefebvre. *Droit des gens mariés*, p. 484.

que romaine contribua puissamment à l'extension de la *dos ex marito* : c'est la pratique de la *donatio ante nuptias*. Inconnue des juristes classiques, elle était devenue de rigueur au IV^e siècle. Elle était constituée en même temps que la dot de la femme, et devait être réclamée en même temps qu'elle ; c'était donc un gain de survie, en principe. Tout en récompensant la femme de la promesse de se donner, elle assurait le sort de la veuve qui n'avait pas une forte dot à récupérer. Les Gallo-Romains usèrent très largement de ce mode de disposition qu'ils appelaient « *sponsalitia largitas* ». Nous en avons des exemples dans les formules d'Angers et de Tours (1).

De cette *donatio ante nuptias* et de la *dos ex marito* germanique fusionnées, devait naître la *dos* ou *dotalitium*, que nous retrouvons si souvent dans les textes de l'époque carolingienne. « Le « *morgengabe* », ou don du matin, n'était lui-même qu'usage sentimental et chose trop intime pour tourner en vraie coutume et construction juridique (2). Il disparut et se confondit avec la *dos*.

1. « Qualiter te secundum legem romanam sponsatam visus sum habere... hæc omnia superius nominata ad die felicissimo nuptiarum hoc ad die presente habeas concessum-dum advixeris, perpetualiter ad usufructuaria ad possidendum. Angers, form. 40. — Dans une autre, la femme doit transmettre les biens à ses enfants ; à défaut d'eux « *tenere et possidere debeas, et cui volueris derelinquas* ». Angers, form. 54.

2. Lefebvre. *Droit des gens mariés*, p. 84.

Nombreux sont les actes qui nous parlent du dotalitium. En 896-904, une femme donna à Saint-Serge d'Angers un alleu qui lui avait été assigné en dot par son époux (1). Avant 987, une femme donne à Saint-Père de Chartres un alleu venu de son mari conformément à l'usage par lequel le mari dote son épouse (2). Ces deux chartes prouvent que le dotalitium était attribué en propriété. Toutefois, dans la seconde, la donatrice a soin de faire intervenir son fils, auquel elle était, au moins moralement, tenue de transmettre ces biens.

Le dotalitium est bien un gain de survie, mais la dos germanique n'avait pas, originairement, ce caractère. Elle était, contrairement à la donatio ante nuptias de Gallo-Romains, constituée par un transfert immédiat de propriété, sans condition de survie de la femme ; elle passait aux héritiers de celle-ci comme le margengabe. La loi ripuaire semble déjà ne plus exiger cette « datio » immédiate, mais se contenter d'une simple assignation future « quie-

1. « Proaminæ meæ remedio alodum juris mei quem senior meus Fromundus in dotalitium misit, dono donatum que in perpetuum esse volo. (E. Housseau, n° 124, 896-904.)

2. « Consentiente Walterio comite filio me, cedo adlocum Sancti Petri Carnotensis alodum juris mei quem supranominatus senior meus, secundum legem salicam, et secundum consuetudinem qua viri proprias uxores dotant, mihi in proprium concessit. » *Saint-Père de Chartres*, p. 87, n° 5 avant 987.

quid conscripsit ». Le développement de la communauté rendit inutile ce transfert immédiat de propriété, puisque le mari et la femme jouissaient en commun des biens qui en auraient été l'objet. Pour assurer l'avenir de la femme veuve, il suffisait de lui accorder un simple droit de survie en usufruit. Cependant, si le *dotalitium* a le caractère d'un gain de survie, il est encore donné en propriété au *x^e* siècle et nous verrons plus tard comment il devait être réduit à un droit viager.

En retour de ces droits de la femme, existait-il un droit de viduité au profit du mari ?

Pour la période carolingienne, nous n'avons rien trouvé dans les chartes qui rappelle un texte de la loi des Alamans dont voici la disposition : Si une femme meurt en mettant au monde un enfant qui lui survit quelques instants, le mari prendra tout ce que la femme tenait de la succession du son propre père (1). Certes, il s'agit ici d'un droit de succession

1. Siquis mulier quæ hæreditatem suam paternicam habet, post nuptum, et prægnans peperit puerum et ipsa de partu mortua fuerit, et infans vivus remanserit tantum spacium ut velunius horæ possit aperire oculos et videre culmen domus et quator parietes, et postea defunctus fuerit, hæreditas materna ad patrem ejus perteneatur. Loi des Alamans, l. II, chap. CV. Pertz, *Leges*, III, 78.

du père à l'enfant, et non d'un droit de viduité. Mais nous étudierons plus tard une institution qui est sans doute dérivée de cette institution germanique.

Après la dissolution du mariage, le mari avait-il un droit sur les apports de la femme ? Celle-ci apportait avec elle, au jour du mariage, son trousseau et certains biens propres qui formaient ce qu'on appelle le *maritagium* ou *faderfium*. Mais ces biens n'étaient jamais transmis au mari en propriété, et lors de la dissolution de l'union conjugale, la femme les reprenait, sauf à en abandonner une part à la famille du mari, si elle se remariait (droit de *reipus* ou *achasius*). Il n'existait donc pas encore, à cette époque, de droit de viduité au profit du mari.

Seulement il pouvait bénéficier, le cas échéant, d'une pratique courante, celle des donations mutuelles entre époux. Selon les titres 48 et 49 de la loi ripuaire, en l'absence d'enfants, les époux pouvaient par *affatomie*, se donner réciproquement la jouissance de leurs biens. Le survivant devait conserver les biens dont il jouissait et les transmettre aux héritiers légitimes. Il lui était défendu d'en disposer (sauf pour une petite partie, en cas de nécessité, ou au profit de l'église). Les Gallo-Romains usaient fréquemment de ces libéralités réciproques entre conjoints. Une formule d'Angers en fournit un mo-

dèle (1). Le mari donne à sa femme, en l'absence d'enfants, et si elle lui survit, les trois quarts de ses biens en propriété ; il réserve le quart pour ses héritiers légitimes. La femme fait la même disposition, avec la même réserve. Cette pratique fut consacrée par la loi ripuaire, sous l'influence de la direction chrétienne. Cependant nous n'avons pas rencontré, dans la période carolingienne, un seul acte concret et spécial de donation mutuelle entre époux. Mais, il arrivait souvent que, dans les actes de disposition au profit de l'Eglise, les époux réservaient pour le survivant l'usufruit des biens donnés (2). C'était là un abandon mutuel d'usufruit. Cette forme de libéralité allait devenir, plus tard, le don mutuel ; mais elle devait aussi donner naissance à un gain de survie entre époux, et c'est pourquoi nous l'avons étudiée à cette place.

SECTION II

Période féodale jusqu'au XIII^e siècle

Dans la coutume du XIII^e siècle sont énumérées trois sortes de gains de survie entre époux : le

1. Angers, form. 41. — Tours, form. 17 et 18.

2. Don de terres par un mari et sa femme « *ca vero ratione ut memorates res per vestrum beneficium diebus vitæ nostræ usufructuario ordine tenere ac possidere debeamus* ».

Marmoutier. Vendômois. Appendice, n^o 1833. Voir encore Saint-Florent de Saumur, folio 15, verso (X^e siècle).

douaire, au profit de la femme, un droit de viduité au profit du mari, un droit d'usufruit sur les acquêts au profit du conjoint survivant.

« *Le douaire* était une jouissance viagère conférée de plein droit à la femme veuve dans la plupart des immeubles propres à son mari défunt, lesquels se trouvaient affectés à ce douaire dès le jour du mariage (1). »

C'est un droit d'usufruit. La coutume ne le dit pas expressément ; mais cela ressort des articles 10 et 143, qui imposent à la douairière l'obligation « de tenir son douaire en bonne estance », de le conserver en bon état, parce que les biens qui le composent doivent faire retour aux héritiers du mari après le décès de la femme.

Ce droit porte sur les immeubles propres que possède le mari au jour du mariage. Il grève aussi les immeubles venus au mari dans la succession de ses ascendants, même ouverte après la célébration du mariage. Mais il ne grève pas les immeubles venus au mari dans les successions des parents collatéraux décédés après la célébration du mariage. La succession collatérale est considérée encore, à cette époque, comme anormale, et la femme n'a pu légitimement

1. Lefebvre. *Droit des gens mariés*, p. 466.

compter sur les biens des collatéraux de son époux ; il en va autrement des biens des ascendants (art. 14). Les biens donnés au mari, étant des acquêts, ne sont pas compris dans le douaire (121). Mais tous les propres du mari y sont affectés dès le jour du mariage. Le mari ne peut les y soustraire par voie d'aliénation, et la femme peut réclamer son usufruit sur les biens donnés ou vendus, à moins qu'elle n'ait par serment renoncé à ses droits lors de la disposition (art. 175).

La quotité de cet usufruit est du tiers des propres pour la femme noble (art. 7 et 8). La femme coutumière a droit à la moitié (art. 143) (1) des propres.

La femme acquiert son droit au douaire par la consommation du mariage. C'est un souvenir de l'ancien margengab, et surtout une conséquence des théories des canonistes, qui n'attachaient d'effets au mariage qu'autant qu'il avait été consommé.

Le douaire s'ouvre par le décès du mari, comme le prouvent tous les textes concernant cette institu-

1. L'article 143 dispose que la femme coutumière prend en douaire : « la moitié ès maisons et ès mobles ». Il y a donc ici confusion entre la communauté et le douaire. Pourtant, le caractère viager du droit aux immeubles résulte de l'obligation imposée à la femme de maintenir son douaire en bon état. Le texte des établissements lui donne droit à la moitié « de l'éritage son seingnor » (art. 138, livre I). De même dans la coutume glosée (art. 132).

tion : ils parlent toujours du prédécès du mari (14121).

La femme noble n'a pas de douaire lorsqu'elle est héritière principale de ses parents. Si elle demande son douaire, son fils aîné aura droit à une indemnité égale sur les biens de sa mère (art. 7) (1). En ce cas, en effet, la femme a des moyens de vivre très suffisants, et le douaire causerait sans utilité un préjudice aux héritiers du mari.

Si des différends surgissent à propos du douaire, la femme peut les porter à son choix devant les juridictions ecclésiastiques ou devant les cours féodales ou royales. C'est un moyen d'obtenir justice plus sûrement.

Le douaire s'éteint par la mort de la douairière, et par l'abus de jouissance (art. 10).

Telles sont les règles d'ensemble du douaire au XIII^e siècle. Recherchons maintenant leurs origines.

Le douaire est un simple usufruit. Pourtant, au XI^e siècle encore il était constitué en propriété. Entre 1047 et 1077 une femme donna à Marmoutier des biens qui lui avaient été assignés en douaire (2).

1. *Si gentil fame ayt heir de terre et son seynour soit mort, et elle veille prendre douaire en la terre son seynour, c'est la tierce partie : son fiz esné prendra la tierce partie en la sœ* (art. 17).

2. « Nosse debebitis Ansbergam... dotalicium suum, unum arpennum vince et duos terre nobis postobitam sum condonasse. » *Marmoutier Vendômois*, n° 95, 1047-1077.

Nous voyons dans quelques actes les femmes disposer de leur douaire, mais du consentement de leurs héritiers, ce qui tend à prouver qu'elles n'avaient pas un droit absolu (1). Enfin au xii^e siècle, le douaire était réduit à un droit viager (2).

Ce changement est facile à expliquer : un simple usufruit suffisait à assurer les moyens de subsistance de la veuve, et ne portait pas atteinte au principe de conservation des biens dans la famille, comme le faisait une attribution en propriété.

Le douaire porte sur les immeubles. De bonne heure la femme intervint aux actes passés par le mari, en sa qualité de collaboratrice, et aussi pour renoncer à son douaire. En certains cas, des femmes attaquèrent des aliénations consenties par le mari en dehors de leur concours (3). L'usage se répandit de

1. Ego Adela. Fulcherii nata, Hugonis filia, trado Santæ Trinitati, de dotario meo, annuente filio meo, necnon sorore sua... terram unius quadrugæ. *Trinité de Vendôme*, n^o 23, 1040. « Une veuve sans enfants vend un moulin de son douaire : une nièce de son mari refuse de ratifier la vente. » *Saint-Maurice d'Angers*, n^o 48, 1047.

2. Un homme « unam ex ipsam mansuram uxoris ne nomine Hodierne dederat in dotem. Hec igitur, uxor nunc Galtarii, cognomento granerii, mansuram illam quoad vivet obtinebit. *Marmoutier Vendômois*, 54, 1065.

Un homme reconnaît que « Juliana, ejus uxor, debebat tota vita sua possidere, nomine dotalitii ». *Saint-Victor du Mans*, 64, 1212.

3. Don par un homme « annuente Hodierna uxore sua, cujus dotalicium erat ». (*Saint-Aubin*, 247).

L'abbaye de Marmoutier avait racheté une terre. Le second

requérir, dans les ventes ou donations, la renonciation de la femme à son douaire, et même sous la foi du serment. Cette clause devint de style au xiii^e siècle, et l'on assignait le douaire sur d'autres biens, pour compenser ce que la femme perdait dans les biens donnés ou vendus (1).

Le douaire n'était pas, à l'origine, fixé en bloc à une quotité des biens du mari. Il était constitué sur tels et tels biens expressément désignés. Par exemple, en 1085 un mari donna en douaire à son épouse deux métairies, deux arpents de vigne, et plusieurs fiefs (2). En 1277 Maurice de Craon donne à la sienne

mari de la femme douairière réclama « eo quod terra illa de Semitario, quam redemeramus a predicto Gaufrido, priore marito suo, sui dotalitii fuisset, et illam redemptionem nostram non auctorizasset. » *Marmoutier. Vendômois*, n° 49, xi^e siècle.

1. Vente de vignes : « Præterea dictus Guillelmus Chamailart prenotate Eremburgi uxori sue dotem, quam in vendita vinea posset de jure vel deberet habere, ad voluntatem et petitionem ipsius, in vinea quadam quam possedit in feodo domini Clarimontis sita commutavit ». *Vivoin*, XI (1221).

Vente par un mari « Et dedit fidem in manu nostra dicta uxor quod in dicta decima cum omnibus supradictis, titulo dotis vel elemosine, vel alio aliquo titulo seu causa, nichil, de cetero, reclamabit » *Liber albus*, n° 342, 1259,

2. In Dei nomine ego Herbertus, duco uxorem nomine Godeheldem, et do ei in dotalicio duas medietarias terræ, et II arpenna vinearum... et plusieurs fiefs. (*Saint-Vincent*, 492, 1085). Dans le préambule sont rapportés tous les textes de l'écriture sur l'union des époux.

le château de Sablé avec ses dépendances (1). Parfois, cependant, le douaire portait sur une fraction des biens du mari. En 1037, Adam assignait en douaire à sa femme moitié de ses terres d'Anjou, moitié de ses terres situées en Dunois, et moitié de ses droits sur un village (2).

En 1222, un certain Geoffroi donne à la sienne la moitié de tous ses biens (3). Cette quotité de moitié correspond à celle qui est fixée par la coutume du ^{xiii}^e siècle pour le douaire de la femme roturière.

Une ordonnance de Philippe-Auguste était intervenue, qui avait fixé le montant du douaire à la moitié des propres du mari. Nous n'en avons pas le texte, et son existence a même été contestée. Pourtant Beaumanoir, qui nous la fait connaître, en parle avec certitude, et la rapporte à l'année 1214 (4).

1. Marchegay. Archives d'Anjou, II, 222.

2. Un long préambule reproduit les textes de l'Ecriture Sainte. Puis vient la constitution de douaire « Igitur ego, in Dei nomine Adam, dilectissima sponsa mea, nomine Hildgardis, dono tibi quæ de res meas seu de beneficiis meis, que sita sunt in pago ande gavo medietatem dabo. Et in pago dunensi, de ipsa villa medietatem... et la moitié de divers autres biens. In burbio medietatem de mansionibus et de areas similiter medietatem. » *Trinité de Vendôme*, 12 (1037).

3. « Præterea idem Gaufridus eidem uxori suæ medietatem hereditatis sue in dotalitium assignavit. » *Saint-Vincent*, manus. latin 5444, folio 549 (^{xiii}^e siècle).

4. *Beaumanoir*, XIII, 2 et 12.

Cette quotité de moitié était supérieure à celle qui était généralement usitée, c'est-à-dire au tiers. Elle ne fut pas adoptée dans toute la France, notamment dans les provinces qui venaient d'être arrachées à la domination anglaise (Normandie, Poitou, Saintonge, Angoumois, Perche, Bretagne, Maine, Anjou). L'ordonnance royale ne fut pas suivie dans cette région, sans doute parce que le roi de France y était considéré comme exerçant ses pouvoirs en qualité de duc. Le douaire demeura fixé au tiers des immeubles, conformément aux règles qui défendaient de disposer de plus du tiers. Mais cette défense avait surtout pour but d'éviter le démembrement du fief et s'appliquait surtout aux terres hommages. Aussi nos provinces d'Anjou et de Touraine, et peut être le Maine, suivirent le droit de l'ordonnance royale, en ce qui touchait le douaire des femmes roturières.

Le douaire n'appartient à la femme que si elle survit à son mari. Nous l'avons déjà rencontré avec ce caractère de gain de survie dans la période gallo-franque, et il se conserva toujours tel.

Toutes ces règles concernent le douaire tel qu'il résultait de la coutume. Mais des conventions pouvaient intervenir pour en modifier l'étendue, ou pour en fixer l'assiette. Il ne dut pas être permis, toutefois, de dépasser la quotité établie par la coutume (au moins au profit des femmes nobles). En déterminant par avance les biens grevés de douaire,

on évitait à la femme toute difficulté avec les héritiers du mari.

Outre son douaire, la femme noble a droit, d'après la coutume du ^{xiii}^e siècle, à un « herbergement », c'est-à-dire à une habitation seigneuriale. Elle demeure dans la maison du mari jusqu'à ce que l'héritier des terres lui donne une habitation convenable, comme il y est obligé (1). Rien de tel à l'égard de la femme roturière, Sans doute elle continue d'habiter la maison de son mari jusqu'au partage, mais les héritiers ne sont pas tenus de lui donner une maison. Cette prérogative de la femme noble a pour but de lui permettre de tenir son rang ; c'est un résultat des idées nobiliaires déjà nées au ^{xiii}^e siècle.

Arrivons maintenant aux droits du mari. Selon l'article 5 de la coutume, le mari noble gardait pendant sa vie, après la mort de sa femme, les biens qui lui avaient été donnés par le père de la femme à la porte de l'église, au moment du mariage, pourvu que la femme fût vierge, et eût mis au monde un enfant vivant (2).

1. *Gentil fame doit avoir le herbergement son seigneur après sa mort jusqu'à tant que cil qui est héritier de la terre li ait fait herbergement avenant.* (art. 10).

2. *Gentilhome tient sa vie ce que l'en ly a donné à la porte du moustier, en mariage, après la mort de sa fame, tout*

Il s'agit bien là d'un véritable droit de viduité au profit du mari (1). Nous le trouvons aussi en Normandie dans le Grand Coutumier (2), où il n'est pas restreint aux nobles, et porte sur tous les biens de la femme. Nous avons rencontré ce droit du mari dans un acte de l'hôpital Saint-Jean d'Angers : un homme y réclame des biens donnés à cet établissement, sous prétexte qu'ils lui ont été donnés, à lui, en mariage, et, que, son fils étant mort, ils doivent lui faire retour pour la jouissance durant sa vie (3).

Au ^{xiii}^e siècle, Glanville donne au père dont la femme a eu un enfant un droit d'usufruit sur tous les biens de la femme prédécédée, pourvu que l'enfant ait crié « inter quator parietes, sive vixerit heres, sive non » (4). Cette institution rappelle le texte de la loi des Alamans que nous avons cité plus haut. Cette loi exige, il est vrai, que l'enfant ait survécu à

n'ait-il nul heir, mes que sa fame en ayt eu qui ayt bret, et pour que ele y ait esté donée pucelle ; quer si ele estoit veuve ou ne li eust este donnee pucelle, il n'auret riens.

1. Les articles 123 et 124 parlent bien aussi d'un don à la porte du moutier, mais ils ne concernent pas le droit de viduité du mari, puisqu'ils supposent qu'il meurt et que sa femme se remarie.

2. Edition de Gruchy, chapitre CXXXIV.

3. Réclamation sur des biens « que date fuerunt eidem Garino Rustico cum filia Andree Terretient in conjugio ; qui quoniam ex ea quemdam filium habuit, sed mortuus est, tota vita sua tenere debet ». *Hôpital Saint-Jean d'Angers*, XVII, 1190-1195.

4. Glanville. Livre VII, chap. 18, et livre VIII, chapitre 7.

sa mère, tandis que les textes manceaux et normands négligent cette condition. Peut-être cela vient-il de ce que les mots « infans vivus remanserit aliquanta spatio velunius horæ » ont été ainsi rapportés par Glanville : « Sive vixerit heres, sive non ». « Le Grand Coutumier écrit déjà « jà soit qu'il ne vive », c'est-à-dire, quand bien même il ne vivrait pas longtemps. Puis, plus tard, le sens de ces mots s'altère, et on les prend à la lettre comme signifiant qu'il n'est pas nécessaire que l'enfant ait survécu à la mère. Il suffit d'une traduction un peu lâche pour altérer gravement le sens d'une institution » (1).

Et si l'on n'exige pas que l'enfant ait survécu à la mère, il ne s'agit plus ici d'un droit de succession du père à l'enfant, mais d'un véritable gain de survie au profit du mari.

C'est là un moyen d'organiser au profit du mari veuf un droit analogue au douaire de la veuve. Cette analogie explique l'attribution en usufruit, et la restriction aux biens que la femme tient de son père, puisque la plupart du temps elle est réduite à sa dot, et n'a d'autres propres que ses biens. Pourquoi exiger la condition de virginité de la femme. Peut-être parce que ce droit est une sorte de récompense à celui qui a fait de la fille une femme. Ce serait le

1. Article de M. Colin sur le *Droit des gens mariés dans la Coutume de Normandie*. *Nouvelle Revue historique*, 1892, p. 469.

pendant du morgengab qui récompense la femme de s'être donnée. Pourquoi, enfin, ce droit de viduité n'appartient-il qu'au mari noble ? Le mari fait l'hommage et rend les services féodaux dus pour les biens venus de par sa femme. A la mort de celle-ci on doit chercher à laisser au mari la jouissance de ces biens, en compensation des charges qui lui ont incombé du chef de son épouse. Or ce motif intéresse seulement les nobles. Nous pouvons donner une autre raison ; nous allons voir tout à l'heure que le survivant des époux communs en biens jouissait en usufruit de la part des acquêts dévolue aux héritiers du prédécédé, mais que ce droit de jouissance avait dû être appliqué à l'origine seulement entre roturiers. De là la nécessité d'attribuer au mari noble survivant un autre droit de viduité.

D'ailleurs ce droit de viduité spécial au mari noble devait disparaître ; encore mentionné par la coutume glosée, il n'existe plus dans la coutume de 1411. L'extension aux nobles du droit d'usufruit sur les acquêts, l'avait rendu inutile (1).

1. Il devait survivre, au contraire, dans les pays qui repoussaient la communauté entre époux. Au x^e siècle, Littleton le signale, sous le nom de courtoisie d'Angleterre, comme une particularité du droit anglais. La coutume de Normandie de 1583 en parle dans son article 382, et il persista dans cette province jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Le droit du survivant à la moitié des acquêts est consacré par la coutume du XIII^e siècle (art. 146).

Si aucun home et sa femme achatoint terres ensemble, cil qui plus vit tient sa vie les achaz et les conquestes. Et si ainsi estoit que il n'eussent nul hair, et la fame morust avant, l'omme maintendret les achaz sa vie ; ainsi feret la femme si el vivet plus que l'ome. Et quant il seroint morz ambedous, si torreint les achaz l'une moitié au lingnage devers la femme, et l'autre moitié devers le seignour (1).

Nous n'avons pas constaté d'exemples d'application de ce droit dans les chartes de la région mancelle. Il peut s'expliquer de la façon suivante : les époux, ayant peiné ensemble pour acquérir des biens, entendent s'en réserver la jouissance pendant leur vie à tous deux, avant de les voir profiter à des parents qui n'ont pas contribué à leur acquisition. On a donc présumé qu'ils se font mutuellement donation de la jouissance entière au profit du survivant. Cette idée d'un labeur commun, se vérifie surtout dans les ménages roturiers. De là vient que ce droit d'usufruit n'aurait pas eu lieu, du moins primitivement, dans les ménages de nobles (2). Et remar-

1. Bouteillier nous dit que ce droit existait, mais il le signale comme contraire à l'ensemble du droit coutumier, liv. I, n^o 78.

2. Glasson. *Hist. de dr.*, IX, 419. — Viollet. *Etablissements*, I, p. 143. — D'Espinay. *Coutume de Vendôme*, p. 21.

quons que le texte qui en parle se trouve au milieu de dispositions intéressant les roturiers seulement. Le texte semble prévoir uniquement le cas où les époux n'ont pas de descendants ; mais c'est pour régler la dévolution des acquêts en l'absence d'enfants. Le droit d'usufruit du survivant s'applique, même en présence d'enfants, comme nous le verrons dans les textes de l'époque suivante.

SECTION III

Fin de la période féodale. — Période des coutumes officielles

Les coutumes de 1411 et de 1508 s'occupent du douaire dans leur dixième partie.

Le douaire est toujours un droit viager, et la douairière doit entretenir en bon état les biens qui y sont soumis (217, A. C., 324).

Il s'ouvre en principe par le décès du mari. Pourtant, sous l'influence du droit romain, on a admis en 1508 que la femme d'un prodigue peut demander son douaire à titre provisionnel sur les biens vendus par suite d'une saisie (331).

Sont affectés au douaire tous les propres que le mari possédait au jour de son décès, et non plus

seulement ceux qu'il avait au moment de son mariage. Sauf renonciation expresse, la femme peut réclamer son douaire sur les biens aliénés par le mari. Elle jouit d'un véritable droit réel (210, A. C., 319).

On comprend même dans le douaire les biens de la succession des ascendants du mari décédés après lui (208, A. C., 317). Si ces ascendants ont consenti au mariage, ils devront jusqu'à leur décès, fournir à la femme une provision égale à la moitié de ce qu'elle aura en douaire sur leurs biens après leur décès. C'est ce qu'on appelle le mi-douaire. (212, A. C., 317)(1). On a étendu considérablement le douaire, pour permettre à la femme de garder le rang tenu avec son mari.

Le douaire appartient à la femme survivante, à moins qu'elle n'ait abandonné volontairement son mari ou qu'elle ne soit séparée de corps pour sa propre faute (327).

La quotité du douaire varie selon la qualité du mari défunt (214, A. C.).

La femme d'un noble n'a pas droit au douaire

1. La coutume de 1411 consacre ces principes pour la femme noble seulement, et ne parle pas du mi-douaire. Elle dit que les ascendants du mari devront lui fournir une provision égale au tiers de la portion de leurs biens, qui devait échoir au mari et non seulement à la moitié de ce tiers (212). La coutume de 1508 parle indistinctement des nobles et des roturiers (317).

légal si elle est héritière principale de ses père et mère ou lignagers. En ce cas, il est inutile, et les coutumes officielles l'ont supprimé purement et simplement, et avec lui, le droit du fils sur les biens de la mère que nous avons étudié plus haut. Toutefois, même héritière de terre, la femme noble peut prendre le douaire préfix, c'est-à-dire le douaire constitué par contrat de mariage (206, A. C., 314). La femme ne peut être à la fois douairière et donataire; elle doit choisir entre son douaire et le don qui lui a été fait (216, A. C., 323).

La femme du noble ou du roturier, dans le Maine, prend en douaire un tiers des propres du mari (214, A. C., 313 et 316). En Anjou, la femme du roturier prend un tiers des biens hommages et moitié des censives (214, A. C.) d'après la coutume de 1411. Le Maine restait donc plus fidèle à l'ancien droit, et l'Anjou adopta en 1508 la quotité du tiers pour tous les cas (299). La femme du bâtard a droit au tiers en usufruit des acquêts antérieurs au mariage (220, A. C., 328). En cas de concours entre plusieurs douairières sur les mêmes biens, la plus ancienne prend son douaire en entier, le seconde le prend sur le restant, et la troisième, sur ce qui reste (213, A. C., 321), sauf accroissement au profit des survivantes par le décès de l'une d'elles.

Cette quotité du tiers est celle du douaire légal ou coutumier. Mais on peut par contrat de mariage

constituer un douaire préfix ou conventionnel ; il ne peut dépasser le tiers, sous peine de réduction (206-207, A. C., 316) (1). C'est conforme à l'ancien droit, tel que l'exposent Beaumanoir (chap. XXXV) et la *Compilatio de usibus* (42). La coutume de Paris, au contraire, ne connaît pas cette limite (261). Le douaire préfix peut être inférieur au douaire coutumier.

Même fixant le douaire au tiers, les conventions matrimoniales présentent une grande utilité : d'abord, à l'égard de la femme noble héritière principale de terres, pour lui conserver le droit au douaire ; ensuite pour déterminer l'assiette du douaire (2), enfin pour donner à la femme droit aux fruits du jour du décès du mari, et non seulement du jour de la sommation aux héritiers, quoique cette sommation soit toujours nécessaire (218, A. C., 325).

La douairière jouit toujours d'un privilège au point de vue des juridictions capables de trancher les différends soulevés par l'exercice de son droit (219, A. C., 326). Durant le procès, elle peut demander une provision de moitié du montant des droits réclamés par elle.

1. D'après Trottier (Principes, p. 196), ce maximum du tiers concerne les roturiers aussi bien que les nobles.

2. Cela évite les difficultés avec les héritiers. Il est d'ailleurs interdit à ceux-ci de morceler le douaire 211, A. C., 320).

Le douaire s'éteint par toutes les causes d'extinction de l'usufruit notamment par la jouissance abusive (217, A. C., 324).

Les coutumes de 1411 et de 1508 maintiennent le droit de la femme noble à une habitation (214, A. C., 322).

Le droit de viduité du mari noble n'existe plus dans ces coutumes.

Il en va autrement du droit du conjoint survivant à la moitié des acquêts en usufruit, en plus de sa part de propriété. Les coutumes le consacrent dans tous les cas, qu'il s'agisse de nobles ou de roturiers. (Compilatio, 28, 191. A. C., 299.) Il suffit que les époux aient été communs en biens. Or la communauté conjugale s'établit par la cohabitation pendant un an et un jour (342. A. C., 508).

D'après la coutume d'Anjou (283) le conjoint survivant qui profite de cet usufruit doit nourrir les enfants. Rien de tel dans la coutume du Maine, et les commentateurs refusent d'admettre cette obligation, étant donné le silence gardé par la coutume sur ce point. Si l'usufruitier aliène tous les acquêts sans le consentement des nus propriétaires, il perd son usufruit (296). S'il se remarie, les titres de ces acquêts sont inventoriés, pour sauvegarder les droits

des héritiers. En Anjou, le conjoint qui se remarie perd son usufruit, s'il reste des enfants du prédécédé. (283). Cette mesure de protection des mineurs, inspirée par la défiance à l'égard des seconds mariages, et introduite en 1508 (1) n'a malheureusement pas été reproduite dans la coutume du Maine.

Cet usufruit sur la moitié des acquêts présente une grande utilité dans les circonstances où le mari n'a pas beaucoup de propres, par exemple lorsque c'est un commerçant enrichi. Cet usufruit remédie alors à l'insuffisance du douaire. Il est particulièrement précieux pour la femme du bâtard, et nos coutumes prennent soin de le lui concéder spécialement 220, A. C., 328).

Pourtant il ne s'applique pas dans tout le ressort de la coutume. A Mayenne, la Juhée et dans le Vendômois, le conjoint survivant prend sa moitié des acquêts en propriété, sans aucun usufruit sur l'autre moitié (196, A. C., 289).

Les auteurs sont d'accord pour voir là une persistance de l'ancien droit, dans lequel cet usufruit n'existait pas du tout (2).

Pas plus que le douaire ce n'est là un droit de succession. C'est un droit de communauté, dit Le-

1. Procès-verbal de la coutume d'Anjou. Richebourg, IV, 592.

2. D'Espinay. *Coutume de Vendôme*, p. 21, et Viollet. *Etablissements*, I. 143.

brun (1). Nos coutumes n'ont jamais connu de véritable droit de succession entre époux. Contrairement au droit commun coutumier, le conjoint survivant y est même exclu par le seigneur, et ne fait jamais obstacle à l'application du droit de déshérence (2).

1. Lebrun. *Successions*, p. 136, n° 45.

2. *Op. cit.*, p. 131, n° 14 et Louët. *Recueil d'arrêts*, lettre F. 22, arrêt 1.

TITRE II

CONDITIONS D'ACQUISITION DE L'HÉRÉDITÉ. — LES CONSÉQUENCES

CHAPITRE PREMIER

ACQUISITION DE L'HÉRÉDITÉ

SECTION I

Ouverture de la succession. — Incapacités successorales

En principe la succession s'ouvre par la mort naturelle ou civile. Nous n'examinerons pas ici les divers cas d'application de la mort civile, elle résulte en principe de certaines condamnations, et de l'entrée en religion. Cette dernière cause n'a été admise de façon générale qu'au ^{xiii}^e siècle, quoique nous ayons quelques exemples de son influence dès le ^{xi}^e siècle (1). Ceux qui n'ont pas testé au moment de leur

1. « Unebaldo jamdicto heredum primo Unebaldi... monachicam subeunte vitam, honor ex integro paternus in manus devenit Gauffredi fratris illius ». Mss. latin, 12878, folio 79, ^{xi}^e siècle.

profession, ne peuvent plus le faire, et, de ce jour, leurs parents succèdent à leurs biens comme s'ils étaient décédés. C'est une conséquence des vœux de pauvreté. Toutefois, on leur a maintenu le droit de disposer de leur fortune au moment de leur profession, et mention expresse de ce droit fut faite dans la coutume de 1508 (267) sur les instances des gens d'Eglise (1).

Une autre cause amène l'ouverture de la succession avant le décès : cette cause c'est l'absence prolongée. Elle fut réglementée pour la première fois par la coutume de 1463 (art. 215) et la coutume de 1508 (287) a conservé cette disposition (2). Lorsque quelqu'un est demeuré sept ans sans signe de vie, il est réputé décédé du jour de l'expiration des sept années écoulées depuis les dernières nouvelles qu'on a de lui. Ses héritiers présomptifs à ce moment peuvent se mettre en possession de ses biens. En cas de retour, il a droit à restitution du principal et des fruits, sauf paiement des impenses nécessaires ou utiles.

La succession étant ouverte, sont appelés les divers successibles dans l'ordre où nous les avons énumé-

1. Procès-verbal de la Coutume du Maine. Richebourg, t. IV, observation sur l'article 267.

2. En 1218, on attribua à ses cohéritiers la part d'un homme absent depuis longtemps « qui ex diuturnitate temporis valde præsumitur decessisse. » Couture, n° 271.

rés précédemment. Encore faut-il qu'ils ne soient frappés d'aucune incapacité.

Les bâtards, qui se trouvent en dehors de la famille, ne peuvent succéder, sauf aux meubles de leurs enfants légitimes. Et pour assurer les effets de cette incapacité les coutumes limitent étroitement le droit de disposer au profit des enfants naturels.

Cette infériorité des bâtards s'est introduite sous l'influence de l'Eglise qui répudiait toute union en dehors du mariage. Mais cette idée fut longue à s'implanter. Au XI^e siècle encore, les bâtards sont tantôt admis à succéder, tantôt repoussés (1). Au XIII^e siècle, la coutume ne parle plus que des héritiers légitimes, et il en sera de même jusqu'à la loi de nivôse an II.

1. Trois frères, dont l'un est qualifié de « non matrimoniallem fratrem », succèdent à une terre paternelle et la donnent à Marmoutier. (*Marmoutier Vendômois*, n° 121, avant 1062.)

Lors d'une donation à Marmoutier, un bâtard donne son consentement: « Girardo, bastardo ipsius, qui et donationes supradicti patris sui quantum ipsius esse poterat auctorizavit. *Marmoutier Perche*, 6, 1067.

En sens inverse: « Un bâtard, Robert, intente un procès à Marmoutier au sujet d'une donation et sa réclamation est repoussée, comme injuste. » *Marmoutier Vendômois*, 1662.

Voir encore les nombreux textes où l'on ne parle que des heredes legitimi, ex propria muliere procreati, etc.

N'insistons pas sur l'incapacité qui frappe les étrangers ou aubains. Elle est conforme dans notre province au droit commun de la France.

Par des traités, d'ailleurs, le sort des étrangers devait être amélioré et, la plupart du temps, leurs descendants légitimes au moins purent leur succéder.

Nous retrouverons plus tard, à propos des modes de disposer, l'exhérédation, la renonciation, l'exclusion de la fille dotée. Notons simplement l'exclusion tenant à l'indignité, pour étudier plus spécialement l'incapacité de la fille noble de mauvaises mœurs, l'incapacité des religieux et celle des lépreux.

D'après la coutume du ^{xiii}^e siècle, la fille noble de mauvaises mœurs perd tout droit à la succession de ses ascendants (art. 7). Cette rigueur s'explique par certaines dispositions des lois barbares (1) et surtout par un certain nombre de textes juridiques romains qui punissent les dérèglements des femmes de bonne société, même non mariées (2). Nous en retrouvons l'application dans les cartulaires (3). Dans la coutume de 1411 c'est encore une cause d'exclusion légale de la succession des ascendants. Mais la fille

1. Loi des Frisons, IX. *Pertz LIII*, p. *Leges*, 664.

2. *Nouvelle revue historique*, 1878, p. 19.

3. Voir: *Saint-Aubin d'Angers*, n° 77 (1060-1081) et *Saint-Pierre de la Cour, du Mans*, 39 (1216).

sera excusable si ses parents ont tardé à la marier, c'est-à-dire si elle a plus de vingt-cinq ans (171, A. C.). La coutume de 1508 ne fait plus de cette cause qu'un motif d'exhérédation (269).

Les religieux, réputés morts du jour de leur profession, ne succèdent pas aux biens de leurs parents décédés après cette profession. C'est une conséquence des vœux de pauvreté, qui est devenue d'application générale au XIII^e siècle. Si une succession s'ouvre au profit d'un héritier entré en religion, sa part accroît à ses cohéritiers de même degré, ou les biens sont dévolus aux héritiers de degré subséquent (1). D'après les coutumes officielles, si un père noble met un fils puiné ou une fille dans les ordres réguliers, l'aîné prend seul la part que le religieux aurait recueillie dans la succession paternelle 169, A. C., 266) (2). C'est un moyen d'augmenter les droits de l'aîné et bien des vocations monastiques forcées devaient résulter de cette disposition des cou-

1. Après la mort de ses frères aînés et l'entrée en religion de son plus jeune frère, Cadilon recueillit seul les biens de ses parents. *Noyers*, n° 98, vers 1082.

2. Tout se passe comme si le père était décédé avant l'entrée en religion : la part du puiné ou de la fille appartiendra en effet à l'aîné.

tumes. Aussi les commentateurs s'efforcèrent-ils de l'interpréter dans le sens le plus restrictif (1).

Selon le grand coutumier de Normandie (2), dès que leur maladie sera officiellement constatée, les lépreux seront privés de tout droit successoral, mais conserveront la jouissance de leurs biens. Nous n'avons pas de règle semblable dans notre coutume du xiii^e siècle, ni dans les coutumes officielles. Mais le jurisconsulte Liger déclare que « nul messeau (lépreux) n'est héritier, mais il tiendra le tout sa vie si plus de cent livres de rente n'y a, et fera son héritier la foy et poira les devoirs » (835). Cette incapacité n'avait heureusement lieu de s'appliquer que rarement.

L'absence ne semble pas avoir entraîné la perte des droits successoraux. Certes, si personne ne peut établir l'existence de l'absent, la succession se partage comme s'il était décédé ; il faut exister pour succéder (3). Mais au cas de retour, l'absent a droit à la restitution de sa part. C'est ce que nous voyons arriver dans plusieurs chartes anciennes. Entre 1070 et 1178, un homme réclame à ses oncles sa part de

1. Trottier. Principes, p. 119,

2. Edition de Gruchy, chapitre XXVII.

3. Pothier. Successions. Edit. Bugnet, t. VIII, p. 7.

la succession d'un oncle défunt ; mais il y a plus de vingt ans que cette succession s'est ouverte, et les biens qui la composaient ont été en partie donnés à Saint-Florent de Saumur. Il dit que sa longue absence ne doit pas lui faire prendre ses droits (1).

Un autre acte de la même abbaye prouve que si un successible avait ignoré, même pendant quarante ans, le décès de son parent, il aurait pu obtenir restitution de l'hérédité donnée au monastère par le défunt (2).

D'après la *Compilatio* (1110) l'enfant qui a été absent, même vingt ans ou plus, et qui, à son retour, trouve les biens de ses parents entre les mains étrangères, peut les réclamer dans l'an et jour de son

1. « Dicens se tempore dationis istius fuisse puerum, postea vero a regione illa mansisse longinquum, et propter hoc asserens se non debere perdere jus haereditarium... » Transaction eut lieu. D. Housseau, II, 2, n° 756. Saint-Florent, 1070-1118.

2. Le couvent avait reçu une terre. Quelqu'un la réclame après quarante ans, sous prétexte qu'il avait ignoré le décès du donateur, son parent. « Tenueramus eam terram sine calumnia annis jam quadraginta. Judicavit nobis curia quod si ille propria manu iudicium portando portaret quia praedictam calumniam tamdiu nobis inferre distulisset eo quod mortem Calvini ignoraret, tunc cum illo placitum iniremus et quod jus dictaret, de terra quæ fuit Calvini eidem faceremus. »

Marchegay, *Arch. d'Anjou*, I, p. 477, d'après le cartulaire de Saint-Florent.

retour, s'il prouve son absence. Même règle dans Liger (241.)

SECTION II

Situation des héritiers en présence de la succession Partis qu'ils peuvent prendre

Supposons maintenant des héritiers capables et en ordre utile. Quelle est leur situation en présence de l'hérédité ?

C'est là que se présente la théorie de la saisine héréditaire et la question de ses origines. Nous n'avons pas à y revenir, après les excellentes études auxquelles elle a donné lieu (1). La saisine héréditaire, c'est la possession légale attribuée de droit à l'héritier, et le droit de se mettre en possession, sans aucune investiture, et sans appréhension de fait. Nos textes manceaux du XIII^e siècle n'en parlent pas. Mais elle était, à cette époque, admise dans toute la France coutumière, comme le prouvent de nombreux passages des coutumiers, et notamment la Coutume d'Orlenois reproduite par les Etablissements de Saint-Louis. « Et li usages d'Orlenois est que li morz saisist le vif (2). » La coutume de 1411

1. Dufourmantelle. *La saisine héréditaire en droit français*. Thèse, Paris, 1890.

2. Viollet. *Etablissements*, liv. XIV, II, ch. 14.

dispose que les puînés ne sont pas saisis (art. 165) et Liger constate que « il est accoustumé que le hoir vient à saisine telle quelle de ce quoy celui qui mourut estoit vestu et saisi, car le mort vailist et saisist le vif par la coustume qui est telle et générale » (n° 821). Le principe se trouve formulé par la coutume de 1508 : « Le mort saisit le vif, son plus prochain héritier habile à lui succéder » (art. 237 et 289). Les héritiers sont donc en possession de plein droit, du jour du décès. Mais il faut qu'il s'agisse de véritables héritiers. D'après la coutume de 1411 (art. 159) l'ainé seul, dans les successions nobles, a la saisine. Dans les successions roturières, les enfants n'ont à demander à personne la délivrance de leurs parts. Cette obligation est imposée au contraire aux puînés nobles. Ils n'ont droit aux fruits de leur portion que du jour de la sommation faite à l'ainé. L'ainé seul, en effet, est un véritable héritier. La coutume de 1508 a augmenté les droits des puînés : ils sont de véritables héritiers, avec la saisine, et ont droit aux fruits du jour du décès du *de cujus* (251). La saisine appartient également aux seigneurs qui prennent les biens par droit de déshérence ou droit d'aubaine.

Cette possession légale de plein droit n'a pas dans nos coutumes une durée indéfinie. Elle ne dure que l'an et jour après le décès. « *Et est chacun saisi de son droit et portion de la succession d'icelui mort, sans*

appréhension de fait, au dedans de l'an et jour du décès d'icelui mort. Car si lesdits successeurs ou aucun laissent passer l'an et jour après ledit décès sans appréhension de fait et détention de leurs dites portions, ou sans se douloir, complaindre ou appléger, ou en souffrent autre possesseur par ledit temps, ils n'en seroient plus saisis. Mais conviendrait qu'ils y vinssent par action » (art. 289). Suivant M. Planiol, ce délai d'an et jour serait un souvenir des lois romaines, d'après lesquelles le « bonorum possessor » devait, dans le délai d'un an ou de cent jours, selon les cas, demander l'envoi en possession, ou, quand cette formalité eut disparu, manifester sa volonté, sous peine de voir l'hérédité déferée au degré subséquent (1). Ce n'est là qu'une simple coïncidence, croyons-nous. Les délais impartis par la coutume ont un caractère tout différent de ceux du droit romain. Après leur expiration, l'héritier romain est censé renoncer, et perd tous ses droits à la « bonorum possessio ». L'héritier coutumier qui n'a pas profité des moyens offerts pendant les délais, ne perd pas ses droits successoraux, et peut toujours agir au pétitoire, si un tiers s'est mis en possession de l'hérédité.

1. Revue critique de législation et de jurisprudence, nouv. série, t. XIV (1885), p. 451. Articles sur les *origines romaines de la saisine héréditaire*.

L'héritier ayant ainsi la possession légale, peut réfléchir pendant un certain temps. L'ordonnance de 1667 lui accorde trois mois pour faire inventaire, et quarante jours pour délibérer. Il peut renoncer à la succession, car « nul n'est héritier qui ne veut ». Cette faculté de renonciation a son origine dans la loi salique (titre 62). Elle a été maintenue dans la France coutumière, quoique les coutumes n'en parlent pas. Nous n'insistons pas sur cette matière, qui ne présente dans nos coutumes aucun trait particulier.

Si la succession est grevée de dettes, l'héritier a la ressource de l'acceptation bénéficiaire. Admise lors de la renaissance du droit romain, elle n'a pas été mentionnée expressément dans nos coutumes officielles. Elle ne peut être faite qu'en vertu de « lettres royaux ». D'après les *stilles et usaiges de procéder-ès pays d'Anjou et du Maine*, texte qui date de 1496, l'héritier bénéficiaire doit, dans l'an et jour de l'ouverture de la succession, sommer par bannies et criées tous les créanciers et ayants droit de se faire connaître dans certains délais. Après quoi il est envoyé en possession, et il ne sera tenu de payer les dettes de la succession que jusqu'à concurrence du

montant de l'actif(1). Une leçon de cet article indiquée en note porte que dans ces mêmes délais un parent quelconque pourra se porter héritier pur et simple, et exclure l'héritier bénéficiaire. Cette exclusion est conforme au droit commun coutumier (sauf le droit de la Bretagne : dit d'Argentré, sur l'art. 514). Elle devait par la suite s'appliquer seulement en ligne collatérale (Paris, 342 ; Normandie 90) dans presque toute la France (2).

Enfin l'héritier peut accepter purement et simplement et nous allons étudier maintenant les conséquences de cette acceptation pure et simple.

1. Beautemps-Beaupré, 1^{re} partie, t. IV, texte M, p. 490, art. 199.

2. Tambour. *Le bénéfice d'inventaire*. Thèse de Paris, 1855.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES DE L'ACQUISITION DE L'HÉRÉDITÉ

SECTION I

Conséquences relatives à l'actif

L'actif demeure la propriété des héritiers. Le seigneur, qui prend des biens par droit de déshérence, doit cependant remplir quelques formalités. D'après l'article 304 de la coutume de 1411, si une terre tenue censivement demeure sans héritiers, le seigneur peut, dans l'an et jour, après trois publications au prône ou au marché, faites à huit jours d'intervalle, affermer cette terre au plus offrant pour ne rien perdre des revenus. Si les héritiers se présentent dans les dix ans, ils obtiendront restitution des fruits et du fond, déduction faite des frais et droits dus au seigneur. S'ils ne se présentent pas dans les dix ans, le seigneur devient propriétaire de la tenure.

Cette disposition, maintenue en Anjou (442) a été

modifiée en 1508 dans la coutume du Maine : les héritiers perdent les fruits au bout de dix ans, mais ne perdent le fond que par l'expiration de trente années.

Quant aux biens hommages, la coutume est muette. Le seigneur peut soit les saisir simplement comme biens vacants (et alors il doit les rendre aux héritiers qui se présentent avant l'expiration de trente années), soit les saisir féodalement auquel cas il ne peut jamais prescrire.

Entre les héritiers, les biens sont indivis, et doivent être partagés. Les lois barbares ne parlent pas des formes du partage, mais les formules contiennent plusieurs modèles de partages amiables (1). Faute d'entente, on s'en remettait probablement à un personnage illustre. Les chartes nous offrent quelques exemples. Dès le ^{xiii}^e siècle la façon de partager entre nobles est réglementée par la coutume. L'ainé fait les parts. Toutefois, s'il abuse de ses pouvoirs et veut donner aux puînés une part insuffisante, ils peuvent la lui abandonner et diviser le reste en deux moitiés, dont l'ainé prendra celle qui lui conviendra. Par ce moyen, le partage sera fait équitablement (2).

1. Angers, formule 55. — Tours, formule 25.

2. *Si li pennez li demandet partie, il li baillera le tierz de sa*

Le même mode de partage a été conservé dans les coutumes officielles (187, A. C., 293)

Entre roturiers, le partage des biens hommages tombés en tierce foi se fait suivant les règles du partage noble (296). Le tiers dévolu aux puînés se partage selon les règles du partage roturier : l'ainé fait les lots, et les autres choisissent par ordre de naissance, en commençant par les plus jeunes et les mécontents refont les lots. Ceux-ci doivent être composés de la façon la plus profitable, en évitant autant que possible de morceler les biens (189, A. C., 295).

Toutes ces règles présentaient une grande utilité pratique, mais n'ont pas un grand intérêt historique de sorte que nous n'insistons pas sur les détails de leur application. Le principe du partage déclaratif a été étudié souvent, et comme il n'a rien de particulier dans la région mancelle, nous n'en parlerons pas plus longuement.

Occupons-nous des rapports entre héritiers, et de la tenure en parage.

Ils se peut qu'avant l'ouverture de la succession, un des héritiers ait reçu du *de cujus* des biens plus ou ou moins importants à titre de donation. Plusieurs

terre par droit... Et s'il avenet que le frere esgnez just trop enrieures et il lour fait la tierce trop petite, li pennez ne li prendroint pas s'ils ne vouldent, ainz demorret à li esgnez, et li pennez li partiront l'autre terre en II parties, et li esgnez prendront celle qui lour pleret (art. 1).

formules de l'époque mérovingienne établissent des avantages au profit d'un enfant (1). Quelques chartes nous en offrent aussi des exemples (2). C'est surtout aux filles nobles dans la période coutumière, on donnait des biens, en les mariant, pour les écarter de la succession, mais en certains cas elles venaient cependant au partage.

Dans toutes ces hypothèses, les héritiers gratifiés doivent remettre dans la masse à partager ou précompter sur leur part les biens qu'ils ont reçus. C'est ce qu'on appelle le rapport entre cohéritiers. Il est facile d'en donner la raison d'être :

Lorsqu'un enfant, fils ou fille a été mis hors de la communauté familiale, par mariage ou autrement, il ne peut plus rien prétendre dans la succession des père et mère : le droit de succéder n'était primitivement qu'un prolongement de la communauté de famille. Cet usage persiste encore au moins à titre de souvenir, dans l'Orléanais (3). A la même époque,

1. Angers, form. 37. — Tours, form. 21.

2. En 987, un chevalier donne à Marmoutier un alleu « michi a patre et matre extra partem fratrum meorum specialiter traditum et concessum ». *D. Housseau*, I, n° 237.

En 1118 un prêtre donne une terre « quam dederat ei Hubertus pater suus extra partem fratrum suorum ». *Noyers* : 610 vers 1178.

3. *Usage d'Orléans*, n° 24. Dans les établissements, liv. II, 26.

le droit angevin-manceau ne conserve cette exclusion que pour la fille noble dotée. (1)

Les enfants ainsi gratifiés par les père et mère ont réalisé des bénéfices qu'ils garderont pour eux, tout en prenant dans la succession des parents une part des bénéfices dus au travail de leurs frères et sœurs demeurés « en la sele » ? Ce serait injuste. Le prêteur romain avait bien vu ce danger, et lorsqu'il admit à succéder les enfants émancipés, il leur imposa le rapport des biens par eux reçus, dans la mesure où leur admission portait atteinte aux droits des enfants restés sous la puissance paternelle. Nos anciennes coutumes imposent également le rapport des libéralités : *Si l'ome coustumier avoit marié un de ses filz ou une de ses filles, et eussent autant à l'ostel qui ne fussent pas mariez, et mourust, et cil qui seroient mariez venssent à cez qui seroient en l'ostel remais et demandassent en l'achæle partie ceux qui seroient en l'ostel ne la leur porroient*

1. *Si einsi estoit que I home coustumier eust enffanz, et il eust o say de bien sages et de bien gagnanz, et il en eust aucun fol et taverneret qui s'en just allé par le país, et le père se mourust, et le fol revenist à fraresche, il auret autant en la terre comme un des autres qui les aureintaiez à gaigner, et ès nobles. Et auxi une des seurs, si elle s'en estoit partie en meschinage ou aillors pour fere sa volonté, si auret par droit sa fraresche comme l'autre fou.* Coutumiers du xiii^e siècle. Nous reparlerons plus loin du sort de la fille dotée, article 150.

vaer (refuser) par droit ; mes il conviendroit qu'ils aportassent ès autres ce que il auroint eu en partie arrière en fraresche, fust terre, ou deniers, ou autres mobles (1). Ce texte parle seulement des roturiers. Les coutumes officielles mentionnent dans les mêmes termes pour les roturiers l'obligation du rapport (176, A. C., 278).

Il est en effet rigoureusement défendu aux non-nobles de faire la condition d'un de leurs héritiers meilleure ou pire que celle des autres (art. 142 du XIII^e s. ; art. 104 de la Compilatio ; 234 (A. C.) 278). Le donataire ne peut se dispenser du rapport, même en renonçant à la succession. Et peu importe qu'il soit héritier en ligne directe ou en ligne collatérale (2). Notre coutume appartient au groupe des coutumes dites d'égalité parfaite, du moins pour les roturiers (3). Dans les successions nobles, le rapport a lieu également, mais on peut s'en affranchir en renonçant, et le donateur peut en dispenser le donataire. Les coutumes le disent expressément en énumérant les cas où la fille dotée revient à la succession (165. A. C., 258, 259, 261).

1. Coutume du XIII^e siècle, article 142.

2. D'après le droit commun, le rapport des donations n'est pas dû en ligne collatérale (Paris, 301 ; Orléans, 288).

3. Sont aussi coutumes d'égalité parfaite celles de Touraine, Châlons, Perche, Dunois, Bretagne, Normandie, Anjou, Loudunois. Seules ces deux dernières font, comme la nôtre, une distinction à cet égard entre nobles et roturiers.

En principe, tous les biens donnés sont rapportables ; mais entre nobles il n'y a pas lieu de rapporter les meubles (259, 260).

Le rapport se fait, au choix, en nature ou en moins prenant. Les biens sont estimés à leur valeur au jour de la donation (142 de la cout. du XIII^e siècle ; 176, A. C., 279). Les fruits ne sont pas rapportables (177, A. C.), mais la coutume de 1508 exige que le donataire remette dans la masse les fruits échus depuis le décès du *de cujus* (279).

Quant aux legs, ils sont toujours rapportables, selon le droit commun du royaume résumé dans la maxime « nul ne peut être à la fois héritier et légataire ».

Nous avons vu que, sauf pour les baronnies, les règles des successions nobles amenaient parfois le partage des fiefs. Les puînés devaient-ils tenir leur part comme un fief distinct ? C'eût été compromettre la prestation exacte des services féodaux : surtout dans les cas où les puînés succédaient en propriété, des parcelles trop petites n'auraient pas fourni les ressources nécessaires à l'accomplissement de ces lourdes charges. La rigueur des principes féodaux aurait exigé que les puînés devinssent vassaux de leur aîné, et arrière-vassaux du suzerain principal. Mais c'eût été contrarier les sentiments d'éga-

lité, de parité primitive entre tous les enfants (1). De plus il en pouvait résulter des conséquences parfois fâcheuses. D'après une règle assez mal connue, et vite abrogée dans notre région, on ne peut être à la fois héritier et suzerain d'une même terre : l'aîné n'aurait donc pas succédé au puîné (2). Aussi trouvons-nous pratiqué dans l'Ouest de la France le système de la tenure en parage. Une ordonnance de Philippe-Auguste tenta en 1209 de supprimer l'intermédiaire de l'aîné et de placer directement les cadets en face du seigneur dominant (3). C'était une tentative contre l'indivisibilité des fiefs, mais elle demeura sans résultat dans les provinces d'Anjou, Maine, Touraine, Loudunois, Poitou, Normandie.

1. Richard Cœur de Lion refusa de faire hommage à son frère Henri, sous le prétexte suivant « Incongruum esse dicens cum eodem ex patre, cum eadem ex patre traxisset originem, si fratrem primogenitum aliqua specie subjectionis superiorem agnosceret. »

Historia comitum Andegavensium. *Marchegay et Mabille. Chroniques des comtes d'Anjou*, p. 344.

2. *Glanville*, VII, 1. 9. « Nemo ejusdem tenementi si quis potest esse heres et dominus. »

Selon l'Assise au comte Geoffroi, l'aîné ne peut succéder à ses frères et sœurs, s'il a exigé d'eux l'hommage à l'occasion de leurs terres.

Voir l'article de M. Planiol sur l'Assise.

3. *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 29.

Suivant l'article 1 de notre coutume du XIII^e siècle, l'aîné garantit aux autres en parage, c'est-à-dire que « l'aîné rend au seigneur dominant foi et hommage pour la totalité du fief, tandis que les puînés tiennent leurs portions sans en faire hommage ni au seigneur dominant, ni à l'aîné, qui les garantit sous son hommage » (1).

Le parage s'applique, le cas échéant, entre filles, comme entre fils. En pareil cas, c'est même l'obligation de rendre les devoirs pour les puînées, qui vaut à l'aînée quelques avantages (art. 4 de la coutume du XIII^e siècle).

L'aîné est appelé chef parageur, ou encore « mi-rouër de fief » parce que c'est lui seul que le seigneur dominant doit considérer, lui seul qu'il reconnaît pour vassal. Les puînés sont dits « aparagecors » ou « parageaux ». Ils ne lui sont en rien inférieurs : « Home qui tient en parage tient aussi gentilement comme cil de qui il tient et si a autant de justice en parage » (art. 45 de la coutume du XIII^e siècle).

Les parageaux ne sont pas exempts de toute prestation ; ils doivent le service militaire, et ils doivent contribuer aux aides (42, 43). Pourtant leur situation est avantageuse, et ils ont intérêt à conserver leur qualité. Le parageur ne peut vendre sa terre sans leur consentement (137 de coutume du XIII^e siècle) car

1. Viollet. *Histoire du droit civil français*, p. 641, 2^e édition.

l'aliénation, qu'elle émane du parageur ou des parageaux, met fin au parage.

Le parage a lieu en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré de parenté (46 et 84 de la coutume du ^{xiii}^e siècle).

Ces règles compliquées se sont perpétuées dans notre province jusqu'à la Révolution.

Avec le dépié de fief (démembrement) le parage fait l'objet de nos coutumes officielles. Le parage s'y applique seulement entre nobles (135, A. C., 227) entre roturiers, l'aîné fait la foi et garantit les autres qui peuvent tenir censivement, ou tenir de lui, à leur choix (178, A. C., 280, 281).

SECTION II

Conséquences relatives au passif

En regard de ses avantages, la succession comporte certaines charges, plus ou moins lourdes.

Quelques-unes tiennent au système féodal. Elles viennent de ce que les seigneurs suzerains, en consentant à la transmission héréditaire des fiefs, ont entendu maintenir leurs droits.

Le nouveau vassal, l'héritier de terres hommages, doit porter foi et hommage dans les quarante jours du décès (56, 57, 58 A.C. 114, 117), faute de quoi le

suzerain peut saisir le fief par défaut d'homme et faire les fruits siens jusqu'à ce que le fief soit servi. C'est là un souvenir des anciennes formalités d'investiture.

Le nouveau tenancier doit l'aveu et déclaration. L'aveu est le détail exact de tout ce qui compose le fief ; la déclaration est la description des domaines et droits tenus à cens. Le vassal doit fournir son aveu dans les quarante jours de l'hommage ; la déclaration doit être fournie au seigneur sur sa demande (152).

Enfin, en certains cas, les héritiers doivent payer un véritable droit de mutation, qui s'appelle *relief* ou *rachat*. Il représente le revenu des biens pendant une année. Généralement on lui donne l'origine suivante : les seigneurs n'auraient consenti à la transmission héréditaire du fief que moyennant une redevance d'abord débattue entre les parties, puis fixée à l'avance. Suivant M. Planiol, le rachat a remplacé en 1275, de par la décision des Etats de Bretagne, le droit de bail seigneurial en vertu duquel le seigneur détenait le fief du vassal mineur jusqu'à ce que celui-ci fût âgé de vingt ans. Le rachat devait être appliqué quel que fut l'âge du vassal. Dans une ordonnance concernant le Maine, l'Anjou et la Touraine, le bail est intimement lié au rachat. Le rachat

ne résulterait donc pas de la nécessité pour les héritiers d'obtenir l'investiture. « Ce serait une indemnité payée sous forme d'abonnement pour enlever au seigneur le bail du fief échu à un héritier mineur (1). »

Pourtant, nous voyons le rachat appliqué dès le ^{xiii}^e siècle en des cas où il n'y a pas de bail seigneurial, c'est-à-dire à la succession des censives, et il nous paraît préférable de nous rallier à l'opinion commune sur l'origine de ce droit.

Il dut être, à ses débuts, débattu entre les parties. En Normandie et dans la région flamande, il fut tarifié. Dans notre région il fut fixé proportionnellement à l'importance du fief, et finalement à une année du revenu. Les coutumes en règlent avec soin le mode de perception (art. 62, 63, 64, A. C., 124 à 134).

Primitivement, le rachat devait être payé par tous les héritiers, même par les enfants. Mais c'était une charge très lourde, et on diminua le nombre des cas où il s'appliquait. D'après la coutume du ^{xiii}^e siècle, on ne paie pas le rachat pour la succession des cousins germains ou parents plus rapprochés (art. 16). Cette question du rachat soulevait sans doute des difficultés dans notre contrée. En 1246, par l'ordre de Saint-Louis, une enquête fut faite sur les droits

1. Planiol. *Revue critique*, nouvelle série, t. XIV, pp. 440 et suiv.

de bail et de rachat en Anjou et au Maine. Les barons de ces provinces, réunis aux environs d'Orléans déclarèrent que : il n'y a pas lieu au rachat dans la succession du père au fils, ni de frère à frère, et que le mari paie le bail lorsque la veuve noble se remarie. Le bail est égal au revenu d'une année (1).

Toutefois, à La Ferté-Bernard, une coutume locale devait persister, selon laquelle le rachat est dû pour toute mutation. C'est encore là sans doute une persistance de l'ancien droit (art. 97 de 1508). Mais dans le reste de la province on appliquait les règles établies en 1246. Le rachat n'est dû, selon les coutumes officielles, que lorsqu'il y a moyen entre le *de cujus* et l'héritier, c'est-à-dire entre tous autres que père et fils, frère et frère. On dit qu'il y a moyen lorsque, entre l'héritier et le *de cujus* il y a ou il y eût pu avoir une personne plus proche appelée à succéder. Le rachat s'applique aussi lorsque le puîné reçoit en propriété la part que la coutume lui assigne en usufruit. Le mari doit le rachat des biens que sa femme possédait au temps de son mariage, et de ceux qui étoient à sa femme pendant le mariage, même sans moyen (art. 100, 109, 115). En droit commun coutumier, le rachat était supprimé en ligne directe (Loisel. IV, 3, 12.)

1. Teulet. *Layettes du Trésor des Chartes*, II, p. 617.

Outre ces obligations toutes féodales, la succession entraîne d'autres charges : le paiement des legs, dont nous nous occuperons à propos des modes de disposer, et le paiement des frais de funérailles.

D'après une ancienne coutume dont parle Pocquet de Livonnière (1), les frais funéraires étaient payés non en espèces, mais en nature. Le prêtre prenait un tiers des meubles. M. Viollet dit que ce tiers correspond à la part du mort, telle que la fixait encore au xiv^e siècle la très ancienne coutume de Bretagne (art. 207) et qui représentait elle-même les objets mobiliers enterrés jadis avec le défunt (2). Ce droit du prêtre au tiers des meubles s'appelait tierçage ou fouage. Il avait été substitué par les curés à la dime verte qu'ils prélevaient sur tous les fruits et légumes, et dont la perception leur paraissait trop onéreuse. Lorsque la fortune mobilière se fut accrue, le droit de tierçage fut trouvé très lourd et donna lieu à des récriminations. En Normandie, un accord le réduisit au neuvième. En 1398, le comte d'Anjou porta devant le Parlement les réclamations de ses sujets. L'arrêt définitif, intervenu en 1416, fixa le droit du clergé à un dixième du mobilier. Toutefois,

1. Coutumes d'Anjou, II, 16, pp. 1035-1036.

2. Viollet, Histoire du droit civil français, p. 823.

les héritiers des maîtres de maison pouvaient payer, en remplacement du mobilier, une somme de 30 sols tournois. Cette somme était abaissée à 7 sols et 6 deniers pour les héritiers des ouvriers et gens de service. Les héritiers devaient, dans la quinzaine du décès, choisir entre ces deux modes de paiement ; après ce délai écoulé, le prêtre pouvait exiger de l'argent. La valeur du mobilier était déclarée par les héritiers sous la foi du serment (1). En bien des cas, le testament eu *de cujus* contenait une disposition spéciale sur le paiement des frais de funérailles. Les coutumes officielles mettent ces frais à la charge des héritiers aux meubles (art. 252).

Les héritiers doivent en effet payer les dettes du défunt, et ce sont ces dettes qui constituent le passif proprement dit. Comment se règle ce passif ?

D'après le droit romain, quiconque prenait à titre universel tout ou partie de la succession était tenu *ultra vires* et sur tous ses biens de la totalité ou d'une part proportionnelle des dettes du défunt. Cela s'expliquait par l'idée que l'héritier continuait la personne du défunt.

1. Sur les droits de sépulture, voir un article de l'abbé Angot dans la *Revue historique du Maine*, t. XXXI, 1892, 1^{er} semestre, pp. 186 et suiv.

La loi ripuaire (67, 1) nous dit que tout héritier autre que les fils ou filles du défunt qui a appréhendé la succession, fût-ce seulement jusqu'à concurrence d'un sou, est tenu de toutes les dettes. Mais la notion de la continuation de la personne du *de cujus* par ses héritiers est une notion toute romaine, et il ne semble pas que dans le droit franc les héritiers aient dû payer ultra vires et sur leurs propres biens les dettes du défunt.

Les immeubles ne pouvaient probablement pas être saisis pour le paiement des dettes. C'est un principe que nous verrons demeurer en vigueur durant des siècles, et qui n'est certainement pas d'origine romaine. Les immeubles appartenaient en effet à toute la famille, et aucun de ses membres ne pouvait les aliéner soit directement, par vente ou donation, soit indirectement, pour payer ses dettes (1).

Notre coutume du XIII^e siècle dispose dans son article 1 que *touz les mobles seront à liainznez, mes il rendra les debtes de son père et l'aumosne*. De même, si la femme prend la moitié des meubles de communauté, elle paiera la moitié des dettes (art. 9). Dans les testaments nous verrons toujours le testateur affecter ses meubles au paiement de ses dettes et à la réparation des torts par lui causés. Nous pou-

1. C'est de la même idée que vient la non-confiscation des immeubles, dont nous avons parlé plus haut.

vons en conclure que seuls les meubles répondaient des dettes mobilières au début du xiii^e siècle. Entre roturiers, les dettes se répartissent comme l'actif, par proportions égales. En Normandie, les héritiers sont tenus solidairement des dettes, mais nous n'avons pas de textes qui nous autorisent à dire qu'il en ait été de même dans le Maine et l'Anjou.

À côté des dettes mobilières, nous trouvons au xiii^e siècle, des dettes immobilières parfois importantes ; ce sont celles qui résultent du bail à rente. De plus, sous l'influence du droit romain, sans doute, l'habitude fut prise de terminer tous les actes par une clause affectant à leur exécution les meubles et les immeubles. Il en résulta qu'on se fit peu à peu à cette idée que les immeubles eux-mêmes doivent répondre du paiement des dettes, au moins subsidiairement.

Le résultat de cette conception est facile à vérifier dans nos coutumes officielles. D'après la coutume de 1411, l'ainé noble prend tous les meubles *et accomplit l'aulmone du trépassé, c'est assavoir son testament, et paye ses dettes personnelles, et tous arréraiges de rentes et devoirs ; et s'il n'a accepté lesdiz biens immeubles comme héritier, ilz seront inventorisez et convertiz les premiers en l'exécution et debtes dessus dictes, et le surplus païé par les héritaiges, tant que chascun tiendra de la succession. Toutefois les bienfaicteurs ne seront poinct*

tenuz contribuer aux dettes personnelles de leurs prédécesseurs (160. A. C., 252).

Ainsi tous les biens répondent des dettes personnelles. Mais les meubles y sont affectés en première ligne. L'héritier des meubles seul semble être tenu « *ultra vires* », et il évite ce danger par le bénéfice d'inventaire, ou en refusant la succession. *Par la coutume dudit pays, qui prend et accepte universellement, à quelque titre que ce soit, les meubles du décédé, est tenu payer et acquitter ses dettes ; et qui en prend par portion par manière de quotité est tenu pro quota (254).* Quand les puînés mâles ne sont pas héritiers en propriété, ils ne sont pas tenus des dettes.

Entre coutumiers, les dettes se répartissent également, comme l'actif.

Les père et mère qui succèdent aux meubles de leurs enfants, sont tenus des dettes.

De même, le seigneur qui prend des biens par droit d'aubaine ou de déshérence, doit payer les dettes, au moins jusqu'à concurrence des forces de la succession (185. A. C., 286).

Lorsqu'il y a lieu au partage des biens entre les deux lignes, chacune paie la moitié des dettes personnelles.

Quant aux dettes immobilières, elles sont payées par les héritiers des immeubles, chacun en proportion de sa part héréditaire. Toutefois, entre coutu-

miers, l'ainé qui prend les deux tiers des immeubles hommages ne paie pas les deux tiers des dettes immobilières, parce qu'il ne prend pas cette part en tant qu'héritier universel. Le préciput de l'ainé noble lui appartient libre de toutes charges et n'entre pas en compte pour le calcul de sa part contributoire dans le passif immobilier.

Ce sont là des distinctions compliquées, et qui ne sauraient être imposées aux créanciers réclamant le paiement de leurs créances. Dans quelle mesure pourront-ils poursuivre chacun des héritiers ? La jurisprudence admettait que chaque héritier pouvait être poursuivi pour sa part virile, sauf à régler entre héritiers la question de contribution.

Une exception à ce principe existe à l'égard des créances hypothécaires. Elles peuvent être réclamées pour le tout contre chacun des héritiers, parce que l'hypothèque est, de sa nature, indivisible. L'héritier peut d'ailleurs se libérer par déguerpissement, en faisant abandon des immeubles hypothéqués. (322, A. C., 472).

DEUXIÈME PARTIE

Dérogations à l'ordre légal des successions

Nous avons étudié jusqu'ici l'ordre de dévolution tel qu'il est déterminé par la loi. Mais les particuliers peuvent y déroger par divers modes de dispositions. Quels sont ces modes de disposer et dans quelle mesure peuvent-ils s'exercer ? Cette question sera l'objet de notre deuxième partie, que nous diviserons en deux chapitres :

CHAPITRE PREMIER : *Modes de disposition.*

CHAPITRE II : *Limites apportées à la faculté de disposer.*

CHAPITRE PREMIER

MODES DE DISPOSITION

SECTION I

Période gallo-franque

Les modes de disposition peuvent être classés en deux catégories : actes entre vifs, actes à cause de mort. Le type des premiers est la donation entre vifs, le type des autres est le testament.

Donation et testament étaient usités en Gaule au moment de l'invasion germanique. Mais, à la donation qui dépouille actuellement et irrévocablement le donateur (du moins dans sa forme normale), les Romains préféraient le testament, sur lequel on peut toujours revenir, et qui permet de faire des cadeaux sans en avoir à souffrir soi-même. Les Germains, au contraire, ne connaissaient pas le testament ; mais ils étaient très généreux et adoraient les présents, les dons entre vifs. Leur générosité dut s'exercer vo-

lontiers après leur établissement en Gaule, qui augmenta considérablement leur fortune.

Après l'invasion, les Gallo-Romains continuèrent de tester selon les formes de leurs lois, comme le prouvent les testaments de cette époque qui nous ont été conservés (1). Mais, malgré les efforts de l'Eglise, qui encourageait à son profit la générosité des barbares, nouvellement convertis, les Germains n'adoptèrent pas d'une façon générale l'usage du testament. Cet acte repose en effet sur l'idée que la volonté peut se prolonger par delà la mort pour créer ou transmettre des droits, et cette idée était trop compliquée pour des âmes frustes et simplistes. Seules les lois des Wisigoths et des Burgondes consacrèrent le testament. Chez les Francs, il ne fut guère pratiqué que par des hommes d'Eglise, plus enclins que le reste du peuple à suivre la civilisation romaine. Deux de ces testaments d'évêques ont été rédigés dans notre province : ce sont les testaments de Bertran, évêque du Mans (27 mars 616) et de son successeur Hadoïn (6 février 643) (2).

Ils ont été écrits par un scribe et les testateurs les

1. Voir dans les *Diplomata* de Pardessus les testaments de Saint-Césaire, d'Arles, Saint-Rémy, etc.

2. Ils ont été publiés souvent; nous renverrons aux éditions donnés par : M. Pardessus, *Diplomata*. I. 197, et II, 69 et par MM. Busson et Ledru dans les *Actus Pontificum Cenomanis in urbe degentium*, p. 192, 137.

ont relus. Puis ils ont été présentés à des témoins (sept dans le premier, selon la loi romaine du bréviaire, neuf dans le second). Enfin, ils ont été signés par les testateurs et non plus scellés comme le voulait la loi romaine ; les témoins ont scellé ou signé, indifféremment. Il semble que la règle de l'unum contextum ait été respectée, quoique n'étant plus nécessaire au point de vue de la validité. L'obligation de mander spécialement les témoins est rappelée par le mot « rogatus » mais il n'a plus de valeur officielle.

Quant au fond, nous trouvons encore l'institution d'héritier, avec exhérédation de tous autres que l'institué (testament de Bertran). La clause codicillaire est insérée dans ces actes. Une clause du testament d'Hadoin prévoit la confection d'un faux testament pour l'annuler. Suivent un grand nombre d'affranchissements. Des personnes de confiance sont chargées de faire faire l'enregistrement à la curie lors de l'ouverture. En outre, Bertran prie l'archidiacre de distribuer de l'argent à ceux qui porteront son corps, de faire parvenir aux légataires les objets légués et de distribuer aux pauvres les meubles demeurés disponibles après l'exécution du testament. De même, Hadoin confie à deux amis le soin de remettre à chaque légataire les objets qui lui reviennent. Ces personnes sont donc en quelque sorte des exécuteurs testamentaires.

Nous sommes là en présence de deux testaments romains, mais avec déjà des altérations dans la forme.

Nous hésitons fortement à voir de véritables testaments dans plusieurs actes de disposition de date postérieure.

En 819, deux frères, chanoines de Saint-Martin de Tours, déclarent faire leur testament pour le salut de leur âme. Ils donnent la plus grande partie de leurs biens à Saint-Martin. Ils constituent plusieurs parents héritiers de tels ou tels biens, dont ils règlent la transmission suivant le système poitevin de dévolution c'est-à-dire de frère à frère. Mais ce n'est pas là une véritable institution d'héritier dans le sens romain de l'expression. Ils se réservent la jouissance des terres mais ne semblent pas avoir ce pouvoir de révocation arbitraire qui caractérise le testament, puisque c'est un acte de dernière volonté (1). Ce prétendu testament nous semble être plutôt une donation post-obitum. Nous donnerons la même qualification au testament rédigé en 837 par l'évêque du Mans Aldric (2). A partir de la fin du ix^e siècle, le mot testament n'a plus, dans la région située au Nord de la Loire, son sens technique; il signifie souvent acte instrumentaire (3).

1. Dom Martene. *Thesaurus novus*, I, p. 20.

2. Baluze. *Miscellanea*, I, 97.

3. Voir par exemple divers actes du *Cartulaire de Saint-*

Les actes de disposition employés par les Francs sont surtout des donations, tantôt pures et simples, tantôt accompagnées de modalités diverses qui les rapprochent du testament.

Les formules contiennent plusieurs modèles de donation pure et simple. La formule 36 d'Angers est un modèle de donation immédiate à une église. Et les chartes concrètes en fournissent de nombreux exemples (1).

Aucune forme spéciale n'était requise pour la validité des donations. Mais il fallait qu'elles fussent exécutées par une tradition symbolique de la propriété. Les Romains eux-mêmes n'ont pas connu la transmission de la propriété par le simple échange de consentement. A plus forte raison les Francs l'ont-ils ignorée.

Ce dessaisissement immédiat du donateur était une entrave à la générosité des propriétaires. Aussi eut-on recours à des moyens divers pour atténuer cet inconvénient. L'Eglise, qui bénéficiait de la plu-

Florent de Saumur, folios XV, XVI, XVII, et notamment, folio XXII, au recto, un acte qualifié de « *testamentum donationis* ».

1. Don par l'évêque Mainardus au chapitre du Mans en 969 et don par un autre évêque en 936 : *Liberalbus*, n° 120 et 184.

part des libéralités favorisait et développait ces expédients.

En bien des cas, le donateur, après avoir transféré la propriété, se faisait rétrocéder la jouissance du bien donné, à titre de précaire, moyennant une redevance modique (1). Ou bien le donateur se réservait la jouissance pendant sa vie, et même parfois pendant la vie de plusieurs personnes (2).

Un autre moyen consistait à transmettre les biens à un ami qui les remettait ensuite au destinataire. C'est ce qu'on appelle souvent la donation par salmann, quoique le terme de salmann ait été employé pour la première fois au xiii^e siècle. Le salmann jouissait d'un véritable droit réel, et le progrès du droit fut de rendre obligatoire pour lui le devoir de remettre au donataire les objets qui lui étaient destinés. En 909, plusieurs prêtres restituèrent à Saint-Martin de Tours des biens fonciers, sur la prière de Gauzuinus, décédé, qui les leur avait confiés pour en

1. Concessimus eis... ipsos quos sancto Martino et fratribus delegabant, sub omni integritate alodos. *Baluze, mss.* 76, p. 99 (900). Concessimus... præscriptos quatuor quos sancto Martino condonaverant alodos, p. 110, cod. loco (899).

De même : *Saint-Maurice d'Angers*, n° 17 en 892.

2. Don à Marmoutier « ea vero ratione ut memoratas res tam nos quam filius noster Troandus, diebus vitæ nostræ usufructuario ordine tenere ac possidere debeamus. » *Marmoutier Vendômois*. Appendice, 1 (833) Voir encore : *Liberalbus*, 108 (969), etc.

gratifier le couvent (1). A la même époque, deux intermédiaires restituèrent les droits qui leur avaient été remis par Eudes pour être donnés à Saint-Martin (2). Pour assurer à ces actes une plus grande efficacité, on y insérait des imprécations terribles contre ceux qui s'opposeraient à leur exécution, et l'usage s'introduisit peu à peu de les faire approuver par les parents et amis. Quelquefois même ils sont confirmés par le roi (testament d'Aldric).

Dans tous ces cas, la disposition ne porte sur un bien particulier, et ne modifie qu'indirectement la situation des héritiers, par un changement dans la composition du patrimoine. D'autres actes tendaient à accorder des droits d'un caractère plus général. Nous avons déjà vu que l'on remédiait aux injustices de la loi successorale. Certaines formules avaient pour objet de rappeler à la succession soit une fille exclue par ses frères, soit un petit-fils exclu par ses oncles. Ces actes portent le nom technique d'« *hereditoriæ* ».

1. « *Secundum commendationem Gauzuini* ». *D. Housseau*, I. 172.

2. « *Totum et ad integrum de nostro jure, ad vicem prædicti Odonis, veluti nostræ fidei commisit... transfundimus.* » *Baluze*, mss. 76, p. 320.

Mais nous ne trouvons aucune institution d'héritier par acte de dernière volonté.

En revanche, on pouvait faire un héritier par acte entre vifs, grâce à l'affatomie, qui est réglementée par la loi salique (titre 46). Devant le mallum ou tribunal, le disposant faisait passer partie de sa fortune à un intermédiaire en désignant le bénéficiaire.

L'intermédiaire s'installait chez lui et y recevait des hôtes. Dans un délai de douze mois il remettait au bénéficiaire, devant le mallum, les biens qu'il avait reçus. Ce bénéficiaire prenait la place d'un véritable héritier. Cet acte n'était permis qu'en l'absence de descendants. La loi ripuaire (titre 48) se contenta de la remise d'un écrit en présence du roi et de témoins, ou d'une simple traditio. Peu à peu on n'exigea plus que la traditio, et l'affatomie se rapprocha des donations avec réserve d'usufruit ; de sorte qu'au x^e siècle on ne parla plus de l'affatomie.

A côté de ce mode tout germanique, les textes nous signalent une adoption à titre d'héritier. Mais c'était une forme d'adoption empruntée au droit romain, qui se faisait en présence de la curie. Il n'en est pas question dans le droit franc (1).

1. Victeur, évêque du Mans, adopta Innocent, son futur successeur « et a fonte eum suscepit et eum in filium sibi adoptavit ».

Actus Pontificum Cenomis in urbe degentium, p. 54.

SECTION II

Période féodale jusqu'au XIII^e siècle

Pendant la période féodale les actes de disposition sont excessivement nombreux. Ce sont surtout des donations au profit de l'Eglise, faites dans un but religieux. Il suffit de feuilleter les cartulaires pour trouver en abondance des préambules tirés de l'Ecriture Sainte (1).

Ces donations sont tantôt pures et simples (2), tantôt faites avec rétrocession de la jouissance, ou avec réserve d'usufruit pendant la vie du donateur (3).

Aucune formalité spéciale n'était requise. Mais, la plupart du temps, les donations se faisaient en présence de nombreux témoins. Elles devaient être immédiatement exécutées par le transfert symbolique de la propriété (4). C'est en ce sens que l'on

1. Voir le très long préambule de l'acte, n° 177, du *Liber albus*.

2. Guarinus de Sancto Floscello de dit monachis. *Sancti-Vincentii* terram, *Saint-Vincent*, 90, 1126.

3. Don de fief « hoc ergo taliratione ut in vita mea habeam ex illo usuarium fructum ». *Saint-Vincent*, 102, 1067-1078.

4. Don de terre : « Postea donum, cum suo cultello, super altare misit. » *Saint-Vincent*, 90, (1126). « Donum autem

entendait la règle : « Donner et retenir ne vaut », ainsi consacrée par les Assises de Jérusalem : « Don ne vaut riens sans la saisine de la chose (1). »

Mais on s'habitua peu à peu à l'idée de donations révocables (2). Ce n'est pas à dire qu'on admettait la révocabilité ad nutum, sans motif valable. Ce caractère d'acte révocable ad mutum était le propre du testament, qui réapparut au début du xiii^e siècle (3). Souvent on réservait la faculté de révocation pour le cas de survenance d'enfant (4), pour inexécution

hoc posuit super altare Saint-Vincentii » eod. 115 ; — De eadem decima revestivit abbatem per baculum querceum eod. 377.

« Recognovit sesisse de eadem dicti loci decima monachos in publico conspectu parrochiæ. » *Vivoin*, n° 31 en 1119.

1. *Cour des Bourgeois*, chap. CCXIV. Voir encore *Glanville*, VII, 1, et charte de *Cormery* : Promesse de don « Sed istud antequam perficeret vitam finivit. Guanilo autem filius ejus, patris honore suscepto, terram illam sibi et contra voluntatem monachorum uxori sue in dotem dedit, » *Cormery*, 36, 1026-1047.

2. Au cartulaire de Noyers nous voyons un homme, poussé par la misère, vouloir vendre un bien « monachis vero contra dicentibus non licere ei vineam vendere, eo quod eis vineam illam; post suum obitum concessisset ». *Noyers*, 133, 1085.

3. *Beaumanoir*, XII, 39.

4. Don d'une vigne à Saint-Vincent « tali videlicet conditione ut si non habens heredem ex legitima muliere ex hac vita decesserit. » *Saint-Vincent*, n° 82, fin du xi^e siècle, *Marmoutier Vendômois*, n° 33.

des charges (1). Les croisades contribuèrent puissamment à développer l'usage d'une autre clause de révocation. Le voyage en Terre Sainte était à bon droit considéré comme périlleux, et les croisés ou pèlerins prenaient soin, avant le départ, de pourvoir au salut de leur âme par des libéralités pieuses. Mais au cas de retour, ils se trouvaient privés d'une partie quelquefois importante de leurs biens. Pour remédier à cet inconvénient, on stipula que, s'il revenait, le donateur reprendrait au moins une portion des biens donnés (2). Parfois, la donation ne devait être maintenue que si le disposant perdait la vie au cours du voyage (3).

Une autre idée devait favoriser la renaissance du testament. Les hommes de cette époque étaient de

1. Don de Saint-Clément de Craon à la Trinité sous certaines charges : « Sed post modum cum illi conventum illud complere nollent, Guarinus, filius Suthardi (donateur) sibi illam resumpserat (*Trinité*, n° 96, 1053).

2. Avant de partir à Jérusalem, don d'une maison et de terres « tali conventionem ut si Deus repatriare michi concesserit, habeam in vita mea medietatem ipsius terræ ». *Saint-Vincent*, 23, 1067-1069. Don au Ronceray dans la même circonstance « si autem divina gratiam eum repatriare permitteret, res suas ita solutas sicut ipse ante hanc dispositionem possiderat haberet » (*Ronceray*, 358, 1155).

3. « Ego Ingebaudus illud sepulcrum volo petere : quod si ipse Deus in hac peregrinatione michi finem dederit, dono Saint-Vincentio v quarterios vinee » (*Saint-Vincent*, n° 101, vers 1096).

fidèles catholiques et tenaient à réparer avant leur décès les torts auxquels les avait entraînés leur violent caractère. Les cartulaires nous rapportent à maintes reprises le fait suivant : à son lit de mort, le malade mandait l'abbé ou un moine du couvent voisin pour lui demander la sépulture dans le cimetière monacal, pour se confesser, et recommander son âme à ses prières. En même temps il lui faisait une donation (1). Cette dernière libéralité devint obligatoire comme la confession, qu'elle accompagnait. De sorte que le mot « confessio » désigna à la fois ces deux actes (2). Etait puni comme deconfès

1. « Gaudinus de Creio, vicarius, extrema infirmitate correptus, mandavit ad se Lambertum monachum et dedit pro anima sua. . dimidium arpentum vinee. » *Cogner*, série H, art. 15, n° 3, XII^e siècle

A son lit de mort un chevalier prie son fils « quatinus ab æternæ mortis faucibus me eripias, monachis turonensibus benigne reddens quod eis per me prævaricationem prædicti sacramenti injuriosus abstuli. Hujus confessionis testes sunt ». Mss. latin, 12879, folio 3, après 1104.

Don pour la sépulture : Trinité de Vendôme, n° 149 (1061) ; Saint-Vincent, n° 40 (1070—1078. Un homme mourant demande l'abbé « petens sibi dari vestem monachi ; datus est illi monachilis habitus. Ipse vero dedit nobis terram suam ». *Marmoutier Dunois*, n° 35 (1064).

2. Vers 1120 un mourant « rogavit patrem suum, per sacerdotem cui confessus est quod sex nummos de censiva monachis dimitteret ». (*Arch. de la Sarthe*, H. 376. *Registre de Marmoutier pour Torie*. « Testimonio... aliorum qui confessioni ejus interfue-

l'homme qui n'avait pas gratifié l'Eglise, ainsi que l'homme qui n'avait pas reçu l'absolution de ses fautes.

Ces libéralités, faites à l'article de la mort, étaient souvent le dernier acte juridique de l'existence ; comme les testaments romains c'étaient des actes de dernière volonté. Mais, étant un acte de dernière volonté, le testament romain pouvait être modifié ou rapporté jusqu'au moment du décès, et cette révocabilité fut admise en France, où l'on s'était peu à peu habitué à l'idée de donations révocables. A la fin du ^{xiii}^e siècle, Beaumanoir distinguait ainsi le testament et la donation . *Tout che qui est pramis en testament pœnt être rapelées par cil qui fist le testament, ou apeticieées ou creues à se volonté tant come il vit. Mais ce ne pot en fere des dons que on donne ou pramet hors du testament, car il les convient aemplir* (1). Et suivant ce jurisconsulte, le testament jouissait d'une grande faveur, puisque le serf, incapable de transmettre ses biens, pouvait disposer de 5 sous pour le salut de son âme (2).

Le testament était réapparu dans notre région au

runt. » *Liber albus*, 85, 1142. Une charte de *Noyers* parle avec défaveur d'un homme qui, mort subitement, « sicut ei de cuisset non potuit ordinare res suas et elmosynam commendare », n° 395, (1113).

1. *Beaumanoir*, XII, 39.

2. *Beaumanoir*, XII, 3.

début du ^{xiii}^e siècle. Nous ne saurions considérer comme un vrai testament un acte dont voici l'objet : En 1067, puis en 1071, la femme et le frère d'un chevalier manceau mortellement blessé à la bataille d'Hastings ratifièrent les donations qu'il avait faites à l'Abbayette, prieuré du Mont Saint-Michel (1). Nous n'avons d'ailleurs que cette ratification, et non l'acte lui-même. Mais cette approbation de la famille nous paraît être contraire à l'idée qu'il s'agit, en l'espèce d'un vrai testament.

Entre 1188 et 1202, un chevalier et sa femme déclarent faire leur testament pour le salut de leur âme. Ils pourvoient, par certains dons, à l'entretien d'une chapelle qu'ils ont fondée à Saint-Mesme de Chinon. Les uns ont effet du jour même de l'acte, les autres n'auront effet qu'après le décès des disposants. Des exécuteurs sont désignés. Viennent ensuite un certain nombre de libéralités à divers établissements religieux. Les deux époux se font donation mutuelle de leurs meubles et acquêts, au profit du survivant. Ils imposent le paiement de leurs dettes à celui de leurs héritiers qui détiendra leur terre des Roches de Saint-Paul, et énumèrent leurs dettes (2). Nous trouvons dans cet acte des dispositions qui doivent produire leurs effets immédiatement, et qui ne sont pas

1. *Revue historique et archéologique du Maine*, t. IV.

2. *D. Housseau*, t. V, p. 234.

par conséquent des dispositions testamentaires ; elles s'opposent à ce que, dans son ensemble, nous considérions cet acte comme un testament véritable quoi qu'il s'en rapproche de très près.

Avant son départ pour Jérusalem, Maurice de Craon, vers 1200, désigne les personnes qui auront la garde de ses enfants, s'il meurt au cours du voyage. Il règle minutieusement le partage de ses biens entre ses descendants et termine par l'énumération de ses dettes (1). Cette dernière clause se rencontre dans presque tous les testaments du xiii^e siècle, mais nous n'avons pas là le testament-type de cette époque, tel que nous le révèle un acte dont voici le résumé (2).

Au début du xiii^e siècle, Barthélemy du Plessis, chevalier gravement malade, fait son testament pour le salut de son âme. Il affecte au paiement de ses dettes et à la réparation de ses torts tous ses meubles et une partie de ses revenus. Il réserve les droits de douaire de sa femme. Il fait un don à l'abbaye de la Clarté, en laquelle il veut être enseveli. Il dispose de quelques biens au profit de diverses personnes et remet tout le reste de sa succession à ses exécuteurs qui devront en user du mieux qu'ils pourront pour le salut de son âme. Il scelle la charte, et ses exécuteurs apposent leurs sceaux à côté du sien. Les re-

1. *D. Housseau*, 6, p. 6, vers 1200.

2. *D. Housseau*, 6, p. 1, début du xiii^e siècle.

cueils de documents contiennent de nombreux testaments de cette époque (1).

Tous sont conçus d'après le même modèle. Tâchons d'en exposer les règles générales, telles qu'elles résultent des documents de la pratique. La coutume est en effet presque muette sur ce point.

Le testament peut se faire oralement en présence de témoins. Deux suffisent, d'après les conciles qui tentent d'introduire la nécessité de la présence du curé.

Le plus souvent, le testament est écrit et revêtu des sceaux du testateur, des exécuteurs, ou même des personnages officiels (2).

Le testament peut être révoqué tacitement ou expressément (3). On peut le modifier par codicille (4).

Peuvent tester toutes les personnes majeures de

1. Voir, dans la collection de *Dom Housseau*, les testaments de Pétronille de Linçay (t. VII, p. 291, 1273.) ; Guillaume d'Escharbot (VII, p. 322, 1283.) ; Hardouin de Maillé (VII, 328, 1285). — Voir encore le testament de Guy VII de Laval, (1265) dans le *Bulletin historique du Comité des Travaux historiques*, 1889, p. 233.

2. Par exemple, le testament de Mathieu d'Escharbot porte le sceau de la curie d'Angers.

3. Le testament de Guil de Laval contient annulation expresse des testaments antérieurs.

4. *St.-Vincent*, mss. latin, 5444, p. 545, en 1269.

Madeleine de Châteaudun, 1267.

condition libre. La coutume autorise spécialement la femme mariée à tester au profit de son mari (art. 122).

Quant au fond, le testament coutumier n'a pas du tout la même fonction que le testament romain. Il n'a pas pour but principal de régler le sort de la succession tout entière. C'est un acte essentiellement religieux par lequel on pourvoit au salut de son âme en assurant le paiement de ses dettes et la réparation de ses torts, et en gratifiant l'Eglise de libéralités plus ou moins importantes. Pour ce motif, on l'appelle souvent « aumône » (1).

Mais accessoirement, il contient des dispositions profanes. On y fixe l'assiette du douaire de la femme, on y détermine le mode de partage des biens. Enfin, et surtout, le testament contient des legs au profit de parents, de serviteurs ou d'amis. Cependant, on n'y trouve jamais d'institution d'héritier. Si l'expression : « Je fais telle personne héritière de tel bien », est parfois employée, ce n'est pas dans le sens romain (2). C'est un principe essentiel, et qui

1. Aumône vient de *elemosina*, qui signifia primitivement libéralité pieuse.

2. *St.-Père de Chartres*, 2.239 (1110), 2.344 (1110) *St.-Vincent du Mans*, 40 (1070-1078). Parfois, l'institution porte sur tous les biens, mais elle ne fait que confirmer la vocation légale de l'héritier : « Robertus nepos Odonis quem heredem suum post mortem fieri constituit. » *Tiron*, n° 305 (1150).

devait persister jusqu'à la fin de l'ancien régime, que l'institution d'héritier ne peut se faire par testament.

A défaut d'héritier institué, comment assurer l'exécution du testament ? Parfois le testateur prononce une peine contre les héritiers qui voudraient s'y opposer (1). Mais on a surtout recours aux exécuteurs testamentaires. Nous avons déjà remarqué à l'époque franque la donation par l'intermédiaire d'un salmann. Seulement, cet intermédiaire devait être mis en possession, ce qui eût compromis la liberté de révocation. Mieux valait confier l'exécution à de simples mandataires, comme l'archidiaque désigné par Bertran, évêque du Mans, pour distribuer une partie de ses biens. Ce progrès est réalisé au XIII^e siècle ; nous voyons dans presque tous les testaments la nomination d'exécuteurs parfois nombreux (2).

Le testateur leur confère la saisine de ce qui est nécessaire à l'accomplissement de leur mission. Ils doivent en rendre des comptes justificatifs, et sont placés sous la surveillance de la juridiction laïque et de la juridiction ecclésiastique, toutes deux compétentes en matière de testaments (3).

1. Voir le testament de Gui de Laval.

2. On les appelle souvent : *elemosinarii*, *gagarii*, *spondarii* *executores*. Dans le testament de Gui de Laval il y en a 10.

3. Sur le testament en général, voir : Auffroy. *Evolution du testament en France, des origines au XIII^e siècle*. — Sur l'exé-

Outre la donation et le testament, les successions donnent lieu à de nombreuses variétés de dispositions. Les pactes sur succession future, prohibés à Rome surtout pour assurer la liberté du testament, sont largement usités, au contraire, dans la France septentrionale. La transmission des fiefs fut longtemps déterminée par l'accord des parties, et l'on admit facilement la transmission conventionnelle de l'hérédité. Contentons-nous d'en rappeler quelques exemples :

Au début du XI^e siècle, un nommé Gilbert donne à sa sœur sa part de la succession paternelle, à condition qu'elle la tienne sa vie durant et qu'après son décès à elle, leurs deux parts deviennent la propriété de Marmoutier (1). Deux cousins stipulent, en 1067, que la succession du premier décédé appartiendra au survivant (2). Nous avons plusieurs exemples de donation de biens à venir, c'est-à-dire de

cution testamentaire : R. Caillemer. *Origine et développement de l'exécution testamentaire*.

1. « Gislebertus... suam partem de predicto alodio dimisit Ramburgi, uxori sue, et per talem convenientiam ut, quamdiu ipsa viveret, eam partem teneret, post obitum autem suum partes amborum, id est Gisleberti et Ramburgis, pro animabus eorum in sancti Martini transirent dominium. » *Marmoutier Vendômois*, 108 (XI^e siècle).

2. « Parens quidē Hugonis (donateur) ejusdem donationi ipsius calumpniator insurgens, quia scilicet pactum jam olim cum ipso haberet, ut quilibet ipsorum obiret prior, alteri, sua possessa dimitteret. » *Marmoutier Perche*, n^o 6, 1067

donation de tous les biens tels qu'ils se trouveront au jour du décès (1).

C'est là une véritable institution d'héritier entre vifs. Nous rencontrons aussi des pactes sur la succession d'autrui : en 1150 un certain Guillaume de Cosmis, et ses enfants, donnent au chapitre de Saint-Julien du Mans l'église d'Ancinnes et le tiers de ses dîmes. Si le frère du donateur vient à mourir sans descendance, ils donnent également d'avance sa part des mêmes dîmes (2).

Sans modifier la dévolution légale, on peut faire par avance le partage de la succession (3). Ce partage anticipé est vu avec faveur ; la coutume en parle à différentes reprises (art. 1 et 18). Par un partage fait de son vivant, le père peut déroger à la règle d'indivisibilité de la baronnie (4).

1. Don de post mortem de « omnem substanciam meam » *Marmoutier Vendômois* xie siècle : « Uxor Unberti textoris, quando ex hac vita migravit, fecit sanctum Vincentium heredem omnium illarum rerum que ad se pertinebant ». Le mari, à son tour, donne, post mortem, tous ses biens. (*Saint-Vincent*, n° 40, 1070-1078).

2. Si forte Philippus, frater Guillelmi, sine herede obierit, ceteram decime partem, que eis in morte illius contigerit, similiter in manu nostra dimiserunt. *Liberalbus*, n° 465 (1150).

3. Partage fait par Guillaume des Roches entre ses filles : (dans de Martene ; *Thesaurus novus* : I, p. 871) (1218). Partage fait par Geoffroi de Châteaudun. *Cartul. de Château du Loir*, n° 163.

4. « Baronie ne se départ mie entre frères, si li pères ne lour fet parties ». *Coutume du XIIIe siècle*, art. 18.

C'est surtout dans les contrats de mariage, véritables chartes de familles, que se rencontrent les conventions successorales :

D'après la coutume du XIII^e siècle, le gentilhomme qui marie son fils aîné doit lui donner en mariage le tiers de sa terre. Toutefois, si la mère a été héritière principale de ses parents, le fils prend un tiers de la terre de la mère (art. 13). La même obligation existe lorsque le père fait armer chevalier son fils aîné. Dans ces deux cas, il faut assurer à ce fils les moyens de soutenir dignement le nom de la famille. C'est pourquoi la coutume lui assure dès ce moment une part de la succession paternelle. Nous verrons plus tard une autre institution ayant le même but ; nous voulons dire la déclaration d'héritier principal.

Lorsque le père marie sa fille, il peut lui donner des terres. Ce don porte le nom de « *maritagium* » qui revient souvent dans les chartes (1). Nous avons vu plus haut que l'enfant ainsi sorti de la communauté familiale perdait, dans le droit primitif, tout droit à la succession de ses parents. Cette exclusion est tombée en désuétude, mais elle a persisté à l'égard des filles nobles dotées. Suivant la coutume, la fille noble dotée, même des biens de valeur inférieure à sa part légale de la succession, ne peut

1. Annuit... *maritagium* quem jam sibi dederat. *Saint-Vincent*, n^o 810., XI-XII^e siècle.

plus rien réclamer dans la succession de ses ascendants (1). Mais il faut qu'elle soit dotée par son père et qu'elle soit mariée à un noble pour que cette exclusion s'applique. Est-elle mariée par son frère aîné ? Celui-ci, saisi de la succession paternelle peut lui en donner moins que sa part sans que son mari puisse demander autre chose. A la mort de son mari, elle pourra réclamer le complément de sa part. Il est à craindre, en effet, que l'aîné abuse de ses pouvoirs pour diminuer les droits de sa sœur (art. 3).

Nous avons trouvé dans les chartes quelques précédents de cette coutume. En 1150, une fille reconnaissait avoir reçu en dot une portion suffisante de la succession paternelle (2).

En novembre 1221, une fille ayant été mariée avec une dot, sa sœur succède seule aux acquêts de leur père (3). Nous avons plusieurs exemples de filles dotées par leurs frères (4).

1. *Gentil home puest bien doner à sa file plus grand mariage que advenant. Et si li pères la marie o mains que avenans, si ne puet eles retourner à frères.* (art. 2.)

2. *Ipsa Montania recognovit quod de patrimonio suo partem convenientem acceperat, quando lege maritali viro juncta fuerat. Cartons Beutemps-Beaupré. Dr. familial, liasse 7, n° 21.*

(3. « Margarita prefato Thomæ, cum maritaggio quod paterejus cum uore receperat, fuit matrimonialiter copulata : Agatha (sa sœur) in bonis quæ idem pater ejus adquisierat eidem in solidum succedente » *N. D. des Clairets*, 18, 1221.

4. Don en mariage à une sœur : « Pro portione hereditatis nostræ. » *Grande-Trappe*, 32, 1238.

Trois frères : « Sororem honorato cuidam... tradentes uxorem, partem simul aliquantam illorum alodiorum tradidere. » *Marmoutier latin 12878*, p. 7 9^{xe} siècle.

Comment expliquer le maintien de l'exclusion à l'égard de la fille noble dotée, seulement ? Par la nécessité d'augmenter la part de l'aîné. C'est lui, en effet, qui prend le complément de la part de sa sœur. L'exclusion légale de la fille dotée existe aussi dans les coutumes d'Anjou, Normandie, Bretagne, Touraine, etc. Elle a lieu également dans quelques localités du Midi, où elle s'est conservée par l'influence du droit lombard (1). On a soin de la fortifier par une renonciation anticipée à la succession des père et mère, sous la foi du serment.

En sens inverse, les père et mère peuvent, sans doute, dans un contrat de mariage, réserver ou rappeler à la succession une fille ou un autre héritier qui devrait être privé de cette succession.

Après le mariage, les époux ont-il le droit de se faire des libéralités ? En droit romain, les donations entre époux furent longtemps interdites de façon absolue, puis la prohibition fut restreinte aux donations irrévocables.

Rien de tel dans le droit germanique. Nous avons constaté la pratique courante des donations mutuel-

1. Loi de Rotharis, 181 Statuts de Salon, etc., dans Giraud. Histoire du droit français, II, p. 260, etc.

les entre époux. Et l'interdiction des libéralités simples entre conjoints n'est formulée nulle part dans les lois franques. En 1222, nous voyons un mari donner à sa femme tous ses acquêts (1). Cependant nous n'avons pas trouvé dans les chartes de donation simple faite par une femme à son mari. Il se pourrait que cette dernière forme de disposition eût été prohibée de très bonne heure sous l'influence du droit romain. La coutume du xiii^e siècle permet à la femme de tester au profit du mari, mais lui défend les donations simples entre vifs. *Fame ne puest rien donner à son seignour en aumosne tant comme elle soit femme, que li dons ne fust pas estables ; quer par aventure, elle ne li auret pas doné de sa volenté ; ainz le li auret donné par creinte que il ne li feist pis, ou par la grant amor qu'ele auret o li. Et pour ce ne li puest donner de son héritage. Mes avant que il l'eust prinse, li puet elle bien donner le tierz de son héritage, ou à sa mort, ou quant ele seret malade...* (art. 122). Le motif que donne ce texte est le même que celui qui est développé par les jurisconsultes romains.

Quant aux donations mutuelles entre époux et aux libéralité du mari à la femme, elles ne sont pas défendues par la coutume.

1. Gaufridus... donavit et concessit in perpetuum Haoi uxori sue in elemosinam omnes acquisitiones quas fecerat, quascumque de jure poterat erogare. *Mss. latin*, 5444, 549 (1222).

SECTION III

Fin de la période féodale *Période des coutumes officielles*

Les coutumes officielles ne nous parlent pas de conditions de forme des donations entre vifs. C'est l'ordonnance de 1731 qui devait rendre nécessaire l'intervention du notaire.

Le dessaisissement immédiat du donateur est-il demeuré nécessaire ? La plupart des coutumes (Paris) art. 274, 275. — Orléans, art. 283) se contentent d'une tradition feinte, et la nôtre n'a pas dû être plus exigeante. D'après l'ordonnance de 1731 (art. 5) la donation est obligatoire par le seul échange de volontés des parties.

Mais la règle d'irrévocabilité des donations devait prendre un caractère de plus en plus rigoureux. L'ordonnance de 1731 la consacre de façon absolue, et n'admet la révocation que pour des causes déterminées expressément. De là résulte la suppression des donations à cause de mort révocables à volonté, en tant que mode spécial de disposer, la suppression des donations sous condition potestative, la suppression des donations de biens à venir ou à charge

de payer les dettes dont le montant n'est pas fixé. Ces règles devaient cependant être écartées en matière de contrat de mariage.

La révocabilité est au contraire le trait caractéristique du testament (art. 351). D'après l'article 292 : *Les testaments rédigés par écrit ne sont valables ne authentiques, sinon qu'ils soient faits devant un Notaire et trois témoins ou le Curé ou son Vicaire et trois témoins, ou que le testateur l'ait écrit et signé de sa main. Toutefois si le testament est fait ad pias causas, et il n'excède la somme de six livres tournois, il suffira qu'il y ait un Notaire et deux témoins, ou le Curé ou son Vicaire et deux témoins.*

Nous n'insistons pas autrement sur ces questions de forme, qui devaient être consacrées par l'ordonnance de 1735 (art. 23 à 26).

Peuvent tester toutes personnes âgées de quatorze ans. Toutefois nul ne peut disposer de ses immeubles s'il n'est âgé de vingt ans (art. 455).

Quant au fond, le testament a perdu son caractère essentiellement religieux.

L'institution d'héritier n'est pas nécessaire pour la validité du testament, et elle ne vaut que comme le legs universel (art. 237).

Les legs sont particuliers ou universels. Le léga-

taire universel des meubles paie toutes les dettes mobilières ; s'il en prend une quote-part, il paye une portion correspondante des dettes.

Les légataires n'ont pas la saisine ; ils doivent être mis en possession par les héritiers.

Les legs sont payés par les héritiers, jusqu'à concurrence des forces de la succession. Les ordonnances de 1561 et de 1566 ont réduit la durée des substitutions fidéicommissaires.

Par testament, on peut priver des héritiers de leur part. Cette exhérédation est permise pour les causes énumérées par Liger, d'après le droit romain (n° 836 et suiv.). Il faut ajouter à ces causes l'inconduite de la fille noble qui n'a pas vingt ans (art. 269) (1) et le mariage contracté par les enfants sans le consentement des ascendants (édit. de 1556).

L'accomplissement des volontés du défunt est assuré par les exécuteurs testamentaires. Suivant un texte du xv^e siècle (2), ils ne sont saisis que si le testateur leur a conféré manuellement la possession. Pour prévenir le mauvais vouloir des héritiers, la coutume de 1508 leur donne, pendant l'an et jour qui suit le décès, la saisine des meubles et des acquêts, ou à défaut de ces biens, la saisine du tiers des propres.

1. La coutume d'Anjou fixe à vingt-quatre ans l'âge où finit le risque d'exhérédation pour inconduite (251).

2. Beaupré, 1^{re} partie, IV, texte I, 182, 183, 184.

Ils doivent en faire inventaire, et même les déposer en mains sûres, s'ils sont étrangers au pays (art. 291). Conformément au droit commun, les héritiers peuvent exécuter le testament, à charge de fournir caution. Le testateur a le droit de réserver pour l'exécution de son testament tous ses meubles, et les fruits de ses immeubles pendant trois ans (184. A. C.). La coutume d'Anjou réduit cette réserve des fruits à la moitié (275).

Etudions maintenant les dispositions contenues dans les contrats de mariage. En tête vient la déclaration d'héritier principal : *Gentil homme ou gentil femme qui a hoir masle, et s'il n'y a hoir masle et qu'il n'y ait que filles, s'il marie son filz ou sa fille aînez comme filz et comme hoir sans autres paroles, jamais l'en ne peut riens vendre, donner, transporter ou aliéner de son héritaige à quelque personne, de telle porcion comme il seroit escheu à l'aisné filz ou aînée fille au temps dudit mariage, si le père ou mères estoient trespassez ; sauf en aucuns cas, c'est assavoir pour l'extrême nécessité de vivre ou pour la rédemption de leur corps* (1).

C'est une confirmation solennelle du droit d'aînesse. Les dieux tiers des immeubles, et le principal

1. Art. 167 A. C. 262.

château (quelques auteurs disent même les meubles) existant au jour de la déclaration sont frappés d'indisponibilité. Ils ne peuvent être aliénés à titre gratuit ni à titre onéreux, sauf en deux cas : lorsque les père et mère sont dans la misère, ou quand ils ont à payer leur rançon. Mais les biens advenus après la déclaration ne subissent pas cette condition d'inaliénabilité. Si les parents aliènent le tiers demeuré disponible, les puînés pourront cependant prendre un tiers du reste de la succession sur les deux tiers promis à l'ainé (263, 264). Mais si l'aliénation est faite à titre gratuit, elle sera nulle, comme faite en fraude des droits de l'héritier principal.

Si le père meurt en bon état de fortune, le fils aîné se portera héritier *ab intestat* pour recueillir sa part des biens acquis après son mariage, en plus des biens compris dans la déclaration. Si au contraire le père a compromis sa fortune, ou s'il a fait des aliénations, l'héritier principal renoncera à la succession pour s'en tenir à ses deux tiers, et faire révoquer les actes de disposition opérés à son détriment.

Comme cette faculté de révocation est dangereuse pour les tiers, la coutume de 1508 exige que la déclaration, pour leur être opposable, soit publiée au plus prochain siège royal ou au siège de la plus prochaine châtellenie (art. 262).

Au profit de qui peut intervenir cette déclaration ? Au profit de l'ainé, en principe. Si elle a été faite

au profit de la fille aînée, en l'absence d'héritiers mâles, la naissance d'un fils rend la déclaration nulle et de nul effet. En vertu des règles de la représentation, les enfants du fils déclaré héritier principal jouiront des avantages de cette déclaration si leur père vient à mourir avant leur grand'père. La déclaration peut d'ailleurs exister au profit de nombreux descendants, lorsqu'elle est combinée avec les substitutions fidéicommissaires (1).

D'après Laurière, si le fils aîné est dément ou imbécile, le cadet peut être héritier principal. « Ce n'est point assurément, dit-il, la personne de l'aîné qu'il faut considérer dans ces sortes de cas, parce qu'il n'est pour ainsi dire aîné que de nom ; mais c'est le bien et l'utilité de la famille qu'on doit regarder. Et comme c'est le puîné qui est destiné pour être le chef, c'est à lui que le droit d'aînesse doit être transmis. Et quand le père le lui donne, sa disposition doit être confirmée, parce que la loi même en aurait usé ainsi si elle avait prévu le cas » (2).

Cette déclaration ne peut être faite que pour les nobles ; notre coutume défend aux roturiers de faire la condition d'un de leurs héritiers meilleure que celle des autres.

La déclaration se fait dans le contrat de mariage de l'aîné.

1. De Laurière. *Institutions contractuelles*, II, p. 149.

2. Eod. loco, I, p. 338-339.

D'où vient cette institution ? Elle a remplacé l'obligation pour le père de donner à son fils un tiers de sa terre en le mariant : elle a pour but de lui en assurer les deux tiers. C'est sans doute par les chartes de concession qu'elle a été inspirée. Lorsque le suzerain admit la transmission héréditaire du fief, il voulut que l'héritier éventuel fût choisi et désigné du vivant du vassal. Puis l'usage se généralisa de transmettre le fief à l'ainé. Même alors, le suzerain avait avantage à ce que la situation de son futur vassal se trouvât consolidée, assurée d'avance. De là l'obligation pour le père de lui donner un tiers de sa terre ; et cette obligation fut remplacée par la promesse de respecter les avantages de l'ainé. Une autre cause amena ce changement. « Un père noble n'avait qu'à marier son fils comme héritier principal, et vendre ensuite ou engager ses biens, ou les changer de nature, ou les donner à quelqu'une de ses filles, et sa bru qui avait cru trouver un parti avantageux, se trouvait ainsi parfaitement trompée (1). » Mais cette bru n'avait pu compter sur les biens acquis par le père après son mariage avec l'ainé. C'est pourquoi l'effet de la déclaration se limitait aux biens existant au jour de ce mariage.

Cette indisponibilité des biens compris dans la déclaration d'héritier principal n'avait lieu, en droit

1. Delaurière, *op. cit.*, 1.385.

commun coutumier, que pour les actes d'aliénation à titre gratuit (1). En Normandie, l'inaliénabilité à titre onéreux pouvait être stipulée expressément, mais ne s'appliquait pas de plein droit.

En regard de cette déclaration qui a pour but d'avantager un successible, notre coutume indique le moyen de diminuer les droits de certains héritiers. Nous avons parlé plus haut de l'exclusion légale de la fille noble dotée. Elle a été conservée dans les coutumes officielles (2). Elle n'a lieu que si la fille est mariée à un noble par son père. Mariée par son frère, elle peut demander le complément de sa part après le décès de son mari. L'exclusion ne porte que sur les successions des ascendants. Mais elle se produit, quelque faible que soit la dot, ne fût-elle « qu'un chapel de roses » (3).

1. Loisel. *Institutes coutumières*, II.4.10.

2. Art. 163, 164, 165, 166. 168, A. C., art. 258, 259, 260, 265.

3. Quoique l'exclusion se produise de plein droit, elle est parfois stipulée dans le contrat : En épousant Jean d'Alençon, Yolande d'Anjou est dotée en terre et en argent par son père « pour tout droit de succession de nous et de nostre compagne sauf et réservé à nostre dite fille et ses hoirs à venir à succession en deffaut de nos héritiers masles, auquel cas elle sera tenue de rapporter en venant audit partaige la dicte terre. *Notes Beaupré-Beaupré*. Coutumes. III, p. 181, 1^{er} mars 1412.

Cette règle rigoureuse peut être écartée par des dispositions expresses du contrat de mariage. En dotant sa fille, le père peut lui réserver ses droits dans sa succession (258). En sens inverse, la fille peut renoncer expressément aux droits que lui accorde la coutume, notamment lorsqu'elle est mariée à un roturier (259) ou lorsqu'elle est mariée par son frère (261).

Si la fille a reçu une dot inférieure à sa part successorale (et c'est ce qui arrive dans la majorité des cas) le complément de sa part est attribué à l'ainé. C'est justement dans ce but, nous le savons, que l'exclusion a été conservée. Si la fille a reçu sa part ou une quotité supérieure, c'est au préjudice de l'ainé : les puînés prennent leur part telles qu'ils l'eussent eue sans le don fait à leur sœur (265) (1). Cela ne peut arriver lorsque l'ainé a été marié comme héritier principal.

Après l'étude des dispositions par contrat de mariage, arrivons aux libéralités entre époux.

D'après la coutume de 1411 (227), la femme peut tester au profit de son mari, mais ne peut rien lui donner entre vifs, sauf par don mutuel. Aucune res-

1. Voir dans Trottier : Principes : 1.329, les difficultés qui surgissent en pareille hypothèse.

triction analogue n'est mentionnée à l'égard du mari. Bien mieux, l'article 223, qui détermine la quotité disponible, déclare que le mari peut donner à sa femme et à ses enfants (comme à un étranger), par testament ou par don entre vifs.

Pour prévenir tous avantages indirects faits par la femme à son mari, la coutume annule les contrats intervenus entre celui-ci et la femme ou ses parents. (228). Le don mutuel est permis parce qu'il ne peut donner lieu à un abus d'autorité de la part du mari : il n'est pas sûr, en effet, de profiter des avantages qui résulteront de ce don mutuel. Fait par testament, le don mutuel est révocable au gré de chacune des parties. Il faut au contraire qu'elles se mettent d'accord pour le rapporter s'il est fait par donation entre vifs (239, A. C., (340).

La coutume de 1508 n'est pas très explicite sur cette question des libéralités entre époux. Elle laisserait même à penser que ces libéralités sont permises, puisque, suivant l'article 334, les époux « peuvent se donner par donation mutuelle ou autrement ». Mais les commentateurs sont d'accord pour déclarer que le testament et le don mutuel sont seuls permis entre conjoints (1). La coutume de Paris et le droit commun défendent même le testament fait par un époux au profit de l'autre.

1. Trottier. Principes, I, 239.

Le don mutuel n'est permis que si les deux parties ont l'une et l'autre des biens de même nature (327 d'Anjou). Il est d'ailleurs possible, entre étrangers comme entre époux, sous la même condition (342, Maine). Il se fait par actes entre vifs ou par acte testamentaire (342) (1). Il n'a d'effets que par le décès de l'une des parties, mais n'est pas valable s'il est fait pendant la maladie dont l'un des donateurs vient à mourir (343).

1. L'ordonnance de 1735 (77) devait supprimer le testament mutuel.

CHAPITRE II

LIMITES A LA FACULTÉ DE DISPOSER

SECTION I

Limites à la faculté de disposer à titre gratuit

§ 1. — Période gallo-franque

D'après les lois romaines en vigueur dans notre région, le testateur devait laisser à certains parents au moins le quart de leur part successorale. C'est la quarte légitime, que les documents appellent souvent quarte falcidie (1). Cette règle fut observée chez les Gallo-Romains après l'invasion barbare. Les formules nous en parlent à plusieurs reprises (2). Cependant ces mêmes formules commencent par rappeler, en invoquant le droit romain et la coutume, que chacun peut disposer librement de sa fortune au profit de qui il voudra (3).

1. Loi romaine des Wisigoths. *Code théodosien*, l. V. 1.4.1.

2. *Angers*, form. 41 ; quarta porcione ad heredis meos propinquis reservavi. *Tours*, formule 17.

3. « Licet unicuique de rebus suis quas in présente sæculo

Ces textes contradictoires de la même époque suffisent à prouver le mélange qui s'opéra très vite entre les institutions romaines et les coutumes germaniques. Selon la loi ripuaire, les personnes qui ont des enfants ne peuvent pas recourir à l'affatomie, et l'on ne peut avantager un descendant au delà de douze sous (1). La loi salique est muette sur le droit des enfants à une réserve.

Aussi la plus grande anarchie doctrinale domina toute cette matière du droit de disposer, pendant la période mérovingienne. Les testateurs en prenaient à leur aise avec leurs proches parents : l'évêque Hadoin, dans son testament, se contenta d'assigner à son cousin, Bodilo, la jouissance viagère d'une villa (2).

L'Eglise qui encourageait les libéralités pieuses, et l'exemple du droit romain firent peu à peu admettre une certaine liberté de disposer. Sous les Carolingiens, les donations pieuses se multiplièrent, et cette liberté de disposer entraîna de véritables abus. Un

habere viditur, tam ad sanctum loca seu parentum meliorare, et lex manet et consuetudo longinquam percurrit, facere quod voluerit », *Angers*, form. 37. Voir encore. *Angers*, form. 46 ; *Tours*, form. 21.

1. Loi ripuaire : 59. 9. *Pertz* : *Leges*, IV, p. 250.

2. Villam Fontenas... filius et parens noster Bodilo, dum superstes fuerit, locellum illum tempore vitæ suæ teneat ac possideat. *Pardessus. Diplomata*. II, 71.

concile tenu à Mayence, en 826 ou 827, décida que les enfants réduits à la misère par les donations de leurs parents devraient être protégés et soutenus par les juges royaux (1). Ces termes prouvent la possibilité légale de la spoliation des héritiers.

Pourtant, les héritiers protestaient souvent, et n'étaient pas arrêtés par les peines ou anathèmes que les donateurs prononçaient contre ceux qui s'opposeraient à l'exécution de leur volonté (2).

Une nouvelle coutume s'introduisit peu à peu : on fit intervenir à l'acte d'aliénation la femme, les enfants et les proches du disposant, pour qu'ils donnassent leur consentement. C'est la formalité connue sous le nom de « *laudatio* ».

L'intervention de la femme s'explique par l'organisation du *dotalitium* et l'idée de collaboration nécessaire des époux ; celle des héritiers avait pour but de leur imposer le respect d'une aliénation à

1. Boretius : *Capitularia* : I, 421.

2. *Angers* : form. 37, et 46 : Quod si fuerit aliquis de heredibus nostris, qui contra hanc epistola cessione quem bona voluntate pro nostris expiandis peccatis devovimus venire aut contrarius, vel pulsator secterit, prius a communiter ecclesiæ catholice sit pulsatus et eterne damnacione subjectus, et insuper auri libras tantas, argento pondus, X sociante fisco, cujus pulsaverit componat..

La formule d'imprécation se conservera longtemps ; il suffit de feuilleter les cartulaires pour en trouver des exemples multiples.

laquelle ils avaient concouru, en renonçant à leurs droits de co-propriété familiale (1). Cette dernière notion devait revivre et se fortifier sous l'influence de la féodalité et faire limiter étroitement la faculté de disposer.

§ 2. — Période féodale jusqu'au XIII^e siècle

Suivant l'article 1 de notre coutume du XIII^e siècle, *gentilhome ne puest doner à ses enffanz pennez de son héritage que le tierz. Mais il puest bien doner ses achaz et ses conquestes auquel que il li plera de ses enffantz, si feroit-il à un estrange si il vouloit.* L'article 73 dispose que *gentis home puest bien doner le tiers de son héritage, tot ait-il enffanz ou non. Mes il ne porret plus doner qui fut tenable par droit.*

Ainsi le noble peut donner le tiers de ses propres à qui lui plaît. Quant aux meubles et acquêts, aucune entrave n'est apportée au pouvoir de les aliéner (2).

1. Donation d'un serf « nostris nostrorum que parentum manibus roborata ». *Cartons, Beauteemps-Beaupré*: Comtes, I, 21 (942). Restitution de terres à l'Abbayette « cum consensu et voluntate merorum parentum duorum, videlicet sororum mearum, necnon duorum avunculorum... atque cognatorum ». (*Abbayette, I*, octobre, 997.)

Vente d'un alleu par une femme et ses enfants. (*Saint-Florent de Saumur 1, folio XV*, X^e siècle.)

2. Sauf application de la défense de démembrer les acquêts hommages, au delà du tiers.

La femme noble peut disposer dans les mêmes limites, à condition de n'avoir pas d'héritier mâle. *Dame n'est que baail de son héritage puisque ele a heir masle* (art. 72). Elle n'est plus qu'usufruitière de ses immeubles propres aussitôt qu'elle a un fils. Tout au plus peut-elle en donner une portion minime pour le salut de son âme.

Notre coutume défend au roturier de faire la condition d'un de ses héritiers meilleure ou pire que celle des autres. Mais elle ne fixe pas de façon générale la quotité dont il peut disposer à titre gratuit. D'après la compilatio de usibus : *Il est usage que home ne puit donner en aumone à la religion que le tiers de son fié et la metié dou coustumier*. Le coutumier pourrait donc disposer de la moitié de ses immeubles au moins en Aujou, car nous aurons l'occasion de voir que la quotité disponible, dans le Maine, a peut-être toujours été réduite au tiers pour tout le monde.

Le bâtard, qui n'a pas de propres, peut disposer seulement de ses meubles par testament (art. 106).

Cette dernière restriction est établie dans l'intérêt des enfants du bâtard, mais aussi dans l'intérêt du seigneur, qui peut, le cas échéant, avoir un droit sur les biens du bâtard.

De même, la défense d'aliéner plus d'un tiers du fief profite également au seigneur suzerain : l'aîné doit toujours réunir dans ses mains au moins les deux

tiers du fief paternel. Il ne faut pas démembrer les fiefs au delà du tiers. La même règle existe en Normandie (1).

Enfin, le seigneur peut saisir les biens donnés à l'Eglise sans son consentement. Toutefois, si l'établissement donataire lui demande la permission de tenir de lui, il peut l'y autoriser, ou le forcer à vendre dans l'an et jour, sous peine de saisie (art. 136). Lorsque le suzerain accepte un couvent ou une église comme vassal, il perd ses droits de mutation et peut exiger, en compensation, une indemnité.

Toutes les libéralités, faites par testament ou par donation entre vifs au delà de la quotité disponible, sont sujettes à réduction.

Quelle est l'origine de ces règles ?

Nous avons vu que, durant la période franque, l'usage de faire intervenir la famille aux actes de disposition se généralisa. Nous pouvons constater qu'il fut suivi, cet usage, pendant presque toute la période féodale. Les enfants et le conjoint, en première ligne, les frères et sœurs, le père et la mère, les neveux, les parents en général concouraient aux aliénations (2). Parfois, leur consentement était

1. *Grand Coutumier*, XXXV, 3.

2. Affranchissement d'un serf: « Consentientibus etiam Algerio meæ conjugis fratre, et Guarino privinno suo, et Marcolina filia mea, omnibusque illius generationis quorum auctoritati

donné après coup (1).

Si les héritiers étaient absents ou incapables, on se portait fort d'obtenir leur consentement par la suite (2). Ce consentement était donné tantôt à titre gratuit, tantôt à titre onéreux, moyennant une somme d'argent ou des objets mobiliers de nature très variable (3). Il n'était pas rare de voir des héritiers renier

hujus libertatis pertinet affirmatio. » *Livre des serfs de Marmoutier*, 1058.

Hoc concesserunt pater ejus et omnes fratres, uxor ejus, et filius, et omnes sorores, et alii amici et proximi quorum assensus erat necessarius. *Marmoutier : Perche* : n° 64. Voir dans les Cartulaires les nombreux exemples de « laudationes ».

1. Vente d'un bois : « Postea perrexit abbas in domum predicti Normani (vendeur) qui hanc rem a conjuge sua Adelix annui fecit et Gaufrido filio suo. » *Saint-Vincent*, n° 20, 1097-1103.

2. Un père promet sous la foi du serment, et moyennant un gage, le consentement de sa fille « quæ adhuc erat in cunabulo ». *Saint-Père de Chartres*, II, p. 572.

« Quia filii sui absentes erant, ut id perpetualiter et ipsi et successores eorum annuerent, hos fide pissores dedit. » *Saint-Vincent*, 80 (1082-1102).

3. « Concessit etiam istud uxor sepedicti Herberti, et habuit pro concessione X denarios, et Willelmus frater ejus habuit VI denarios, et omnes infantes Herberti quorum III masculi et una femina habuerunt unus quisque II denarios. » *Saint-Vincent*, 122, XI^e s.)

Consentement moyennant : un pain (212), du froment (197), un lit (359), des vêtements (18-138), des souliers (374), des chevaux (68, 69, 316), des porcs (190), des vaches (272). (*Saint-Serge d'Angers*.)

le consentement qu'ils avaient donné pour venir attaquer (calumniare) la donation et obtenir de nouveaux présents (1).

A quel titre avait lieu cette intervention ? A titre de nécessité juridique ou à titre de convenance ? L'intervention des enfants était nécessaire. Une charte le dit expressément (2). De plus, nous avons vu plus haut des donateurs stipuler la révocation de leurs libéralités au cas de survenance d'enfant. Avant 1070, deux époux donnèrent à la Trinité de Vendôme toutes leurs propriétés bâties, parce qu'ils n'avaient pas de descendants (3). Entre 1060 et 1081, un bourgeois d'Angers faisait un don à Saint-Aubin, mais après

1. Hanc donationem vero factam esse a filiis meis et Anguilla uxore primogeniti mei, que pariter concessit, nemo fidelium ambigat.

Postquam, eo defuncto, amor et reverentia patris a cordibus filiorum paulatim evanuit, cepit Mauricius primogenitus ejus et uxor ejus Anguilla, nescio cujus corrupti consilio meditareas illas nobis calumpniari. » Ils consentirent et reçurent encore de l'argent. (*Roë*, n° 8, XII^e siècle.)

2. Jean de Jalesnes voulait donner aux moines de Saint-Serge un emplacement pour y bâtir un moulin. « Sed monachi scientes nihil ad utilitatem valere nisi id ipsum filii, et uxor concederent. » *Saint-Serge*, 61 (1090).

3. Quidam vir, nomine Leodegarius, cum uxore sua, ambo in more mortis compuncti, dederunt nobis monachis sanctæ Trinitatis omne edificium suum, et ad presens dimiserunt aliquid, et post vitam eorum, quia sine filiis erant, dimiserunt totum. » *Trinité de Vendôme*, n° 203, avant 1070.

avoir distribué à ses filles une portion suffisante de sa fortune (1).

Quant aux parents de degré plus éloigné, les documents ne paraissent pas en général leur accorder des droits de réserve. Cependant, en 1102, un homme donnait tous ses biens, sauf ceux qu'il lui venaient de son père, et que ses frères pouvaient légalement réclamer (2).

Le conjoint donnait son consentement par suite de l'idée de collaboration qui dominait les rapports entre époux. Les parents intervenaient en vertu de la solidarité de famille, à des actes qui les atteignaient dans leurs intérêts directs. Enfin le concours des amis s'explique par le désir du disposant de s'entourer de conseillers avisés, et aussi de donner à l'acte le caractère d'une solennité.

Quelle était la valeur des réclamations portées contre les donations ? Les tribunaux devaient se

1. Ce bourgeois « filiabus suis, non enim filios habebat, divisisset congruentem sue substantie portionem. *Saint-Aubin-d'Angers*, n° 76 (1060-1081).

2. De dit autem illis Ademarus omnia sua exceptis his quæ de patre suo ei evenerint, quæ fratres vel parentes ejus clamare poterunt. *Noyers*, 305, vers 1102.

Au xiii^e siècle, Gervais donne à l'abbaye de Perseigne « se et sua tam mobilia quam immobilia, preter illa que ad heredes suos debent hereditario jure devolvi ». *Perseigne*, 362, xiii^e siècle.

montrer plus sévères pour maintenir les donations de biens propres que pour confirmer les donations d'acquêts. Les chartes nous parlent très souvent du pouvoir de libre disposition des acquêts (1) même malgré l'opposition des descendants (2). Pourtant, dans un acte de Fontevrault, il est rapporté que l'abbesse exigea le consentement du fils à une donation d'acquêts (3). Quant aux propres, il semble bien que les parents pouvaient, en principe en obtenir la restitution. La preuve en est dans les deux actes reproduits à la page précédente, où les droits des proches sont expressément réservés. De même, dans

1. « Quod sua emptio erat, poterat dare eum molendinum cui volebat sine ulla contradictione. » *Marmoutier Vendômois*, n° 32 (1066). Don de vignes à Saint-Aubin ; contre les héritiers, le donateur se déclare prêt à établir que : « post mortem patris sui illas vineas de proprio censu ita solidas et quietas emerat, quatinus ex ipsis faceret quid melius vellet, seu vendere, seu dare, pro anima sua, sine ulla contradictione vel calumpnia alicujus parentis sui seu cognati. » (*Saint-Aubin*, 189 vers 1060).

2. Un fils reconnaît son tort « dicens quod pater suus propria pecunia emerat, liceret ei, etiam nolentibus filiis, cuilibet dare posse. » *Saint-Père de Chartres*, II, p. 497 (1079-1101).

3. L'abbesse demande à une femme de faire consentir son fils, la femme répond qu'elle donne des acquêts, et qu'elle peut disposer librement de ses biens. Pourtant, dit l'abbesse « ego nolens suis adquiescere dictis, concilio amicorum nostrorum... filio suo Buccardo sex denarios, pro concessione donavit ». *Fontevrault, 1114. Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1875, p. 424.

la donation de Freducia à la Trinité de Vendôme (1) M. d'Espinay nous cite le cas suivant : Une femme, Hadoïs, avait donné au couvent du Ronceray toute sa fortune mobilière et immobilière. Sur la réclamation de sa fille, le comte Geoffroy rendit à celle-ci sa part de l'alleu maternel, mais confirma la donation à l'égard des meubles (2). En bien des cas, les parents se contentaient d'une somme d'argent, pour le maintien de la paix « pro bono pacis ».

D'une charte de l'abbaye de Cormery, on pourrait tirer cette conclusion que le consentement donné par un proche écartait les réclamations de tous autres parents de degré plus éloigné (3). Mais cette charte est isolée, et ne permet pas de donner à cette règle une portée générale. Au contraire, la donation de Freducia établit suffisamment que seuls pouvaient critiquer la disposition d'un propre les lignagers de la ligne d'où venait ce bien.

Cette coutume de faire intervenir la famille devait tomber en désuétude. Les « laudationes » sont beaucoup moins nombreuses dans les actes du xiii^e siècle.

1. Voir plus haut.

2. *Cartulaires angevins*, p. 255.

3. *Judicavit Irvisus Cheronius qui et cum Sulione erat, et genere proximus, quod nullus qualibet cognatione proximus jure aliquid reclamare poterat contra illam donationem. Cormery, 46 (1070-1110).*

Nous en trouvons encore un exemple au ^{xiv}^e siècle (1) ; mais ce n'est plus qu'une survivance.

Cette formalité était une grande gêne, et il n'était pas possible de l'observer pour la confection ou la révocation du testament, acte purement personnel, et souvent vu d'un mauvais œil par les parents.

Le progrès du droit consista à permettre la disposition d'une partie de la fortune, déterminée d'avance. Le donateur n'était plus, de cette façon, à la merci de parents plus ou moins complaisants. Les cours d'Eglise favorisèrent ce progrès, en donnant pour exemple la quarte légitime du droit romain renaissant. Sur ce point, l'intérêt de la famille rejoignit l'intérêt féodal : de même qu'on ne pouvait, au préjudice du suzerain, démembrer le fief de plus du tiers, de même on ne put disposer de plus du tiers au détriment de la famille (2). Et cette quotité

1. En 1226, une charte de Vivoin contient encore la formule d'imprécation. (*Vivoin*, VIII, 1226.)

En 1250, une femme critique un don fait par son frère : « Cum dicta terra proveniret exparte patris ipsius Amelynæ (demanderesse) nec eadem Amelina dictam concessionem concesserat, ut dicebat. » (*Cogner*, série H, art. 71, n^{es} 4 et 5.)

En 1311 un homme promet, dans une vente, « qu'il y feroit lier Hardouin, son fils ainzné ». (*Marchegay. Arch. d'Anjou*, II, p. 275.)

2. La même règle existe dans le *Très Ancien Coutumier de Normandie*, 1. 57. 4, édition Tardif, p. 48.

disponible semble bien avoir été adoptée par les roturiers. Elle se rencontre déjà dans les actes des débuts du ^{xiii}^e siècle. Vers 1200 un homme donna à l'abbaye de la Roë le tiers de tous ses propres (1). En 1209 un chevalier et sa femme donnèrent à la Couture du Mans le tiers de leurs propres et leurs acquêts (2). En 1277, les moines de Tironneau réclamaient un legs, mais les héritiers leur répondirent que, suivant la coutume, on ne pouvait donner plus du tiers de ses biens (3). Dans tous ces actes, le tiers des biens est donné par des roturiers aussi bien que par des nobles. C'est pourquoi nous avons dit plus haut que personne, noble roturier, ne pouvait donner plus du tiers de ses propres.

Cette règle s'imposait aux femmes aussi bien

1. Andre Hure dedit Deo et ecclesiæ Beate Marie de Rota terciam partem totius hereditatis sue, (*Roë*, n° 50, vers 1200).

Voir encore : Saint-Vincent, ms *latin* 5444, p. 429 (1218) ; p. 394 (1204.)

Dans le cartulaire de *Fontaine-Daniel*, il y a une longue énumération de dons, qui portent tous sur le tiers des biens : n°s 34 (1208), 48 (1209).

2. Hubertus de Grenor, miles, et uxor ejus dederunt se Deo et monachis sancti Petri de Cultura et terciam partem totius hereditatis sue, feodi et domimi, et acquisitiones quas fecerant in feodo suo ». *Couture*, n° 200 (1209).

3. Quod legatum heredes dicte defuncte dicebant de jure minime valere, cum dicta defuncta ultra terciam partem bonorum suorum non posset dare de consuetudine. *Liberalibus*, 316 (17 avril 1277.)

qu'aux hommes. Pourtant, la coutume du ^{xiii}^e siècle interdit tout acte de disposition à la femme noble qui a un fils. Cette singularité s'explique sans doute comme les textes barbares qui placent la mère veuve sous la tutelle de son fils, même encore au début du ^{xi}^e siècle (1). Cette sorte de tutelle se serait maintenue à l'égard de la femme noble. La coutume glosée, au ^{xiv}^e siècle, veut étendre cette incapacité de disposer au cas où il n'y a que des filles. Elle devait disparaître de nos coutumes lors de leur rédaction officielle (216, 227, A. C.).

Nous avons constaté dans la coutume une indisponibilité partielle des biens du bâtard. C'est un adoucissement du droit féodal primitif qui attribuait au seigneur toute la succession du bâtard. Sous l'influence de l'Eglise, qui favorisait le développement des libéralités pieuses, on permit au bâtard de disposer de moitié de ses meubles par testament. Mais peut-être cette quotité ne pouvait-elle être donnée qu'à l'Eglise, comme l'indiqueraient les termes « prendre à son aumosne ». En étudiant la condition de l'aubain, nous avons vu qu'il ne pouvait transmettre ses

1. A la mort d'un chevalier « Bernardus ejus filius totum honorem patris sui Bilici obtinens, matrem cumdote sua quoad vixit nobiliter rexit ». *Prieuré du Cellier* (1000-1050) cité par D. Morice. *Preuves de l'histoire de Bretagne*, I, p. 355. Voir Viollet. *Etablissements*, I, p. 151.

biens sans laisser au seigneur au moins 4 deniers (1).

Le seigneur était protégé d'une façon générale contre les aliénations faites par ses vassaux. Les bénéfices et les fiefs étaient, à l'origine, intransmissibles et inaliénables, et l'inaliénabilité persista alors que la transmission successorale était admise. L'aliénation n'était valable qu'avec l'autorisation du concédant. Cette autorisation donnée par le suzerain aux ventes ou donations faites par le vassal fut longtemps nécessaire, et nous en avons de nombreux exemples dans les documents de la pratique (2). En certain cas, même, les vassaux ratifient une aliénation consentie par le suzerain (3). Ce concours des

1. Voir plus haut.

2. En 924, Hugues de France permet à un de ses fidèles de donner à Saint-Julien de Tours des biens concédés à titre de bénéfice héréditaire. *Cartons de Beantemps-Beaupré*. Comtes, 1. 9. (924). *Saint-Père de Chartres*, 1, p. 77. charte 18 (985).

« Quia omnis emptio auctoritate caret nec satis firma stare potest, nisi a prioribus dominis annuatur. » *Archives de la Sarthe*, H, 359, 1, Marmoutier, XI^e siècle.

Une donation est « cassata » quod Suthardus ille de fevo comitis firmam donationem facere non potuisset, sine auctoritate comitis de quo beneficio illud tenebat. *Vendôme*, 1055 (n^o 130). Voir encore : *Abbayette*, n^o 9 (1116) et 10 (1128). *Liber albus*, mai 1220.

3. Don de trois moulins à Saint-Victor du Mans, par le comte du Maine « per assensum et voluntatem Hugonis, filii Herbranni, qui eos de meo beneficio tenebat »,

vassaux disparut de bonne heure ; mais l'autorisation du suzerain demeura longtemps nécessaire (1).

C'était toutefois une formalité gênante ; et elle tomba peu à peu en désuétude. L'autorisation d'aliéner fut remplacée, pour les dispositions à titre onéreux, par le droit de quint, et pour les dispositions à titre gratuit par le droit de rachat ou relief. De plus, suivant l'exemple de la coutume de Normandie, rapporté plus haut, on ne put disposer de plus du tiers de la tenure au préjudice de l'ainé. Tout démembrement de plus du fief entraînait « dépié » de fief, et le donataire devenait vassal immédiat du suzerain. Lorsque la donation était faite à un établissement religieux, le suzerain perdait ses profits de mutation éventuels. Aussi les seigneurs contestaient vivement les libéralités faites à des abbayes sans leur consentement, et se faisaient payer ce consentement. Parfois aussi ils autorisaient à l'avance toutes les acquisitions que tel ou tel monastère ferait dans l'étendue de leur fief. (2).

Saint-Victor, 3 (1000. 1015). Voir encore : *Saint-Victor*, VI, mars 1040. *Marmoutier Vendômois*, 1. (1009-1027), 13 (1037).

1. Voir les exemples cités à la page précédente.

2. Quicquid monachi in toto fevo meo adquirere potuerunt, dono vel emptione, nullum precium ab eis accipiendo ipsis annui, ita tamen ut servitium meum non perdam. (*Saint-Vincent*, 139 (1100) 234, 1040-1065.)

Voir les nombreux exemples rapportés par M. *Beaumonts-Beaupré*, 1^{re} partie, t. III. préface, pp. 51 et suiv.

Lorsque le fief était donné à un couvent sans autorisation du suzerain, celui-ci pouvait le saisir, d'après la rigueur des principes féodaux. C'était en effet une cause « d'abrègement de fief », de diminution des profits du fief. De là est venue la disposition de l'article 136 de notre coutume, tel que nous l'avons résumé antérieurement. Plusieurs chartes fournissent des exemples de son application (1).

§ 3. — *Fin de la période féodale. Période des coutumes officielles*

Les restrictions à la faculté de disposer à titre gratuit sont contenues surtout dans la douzième partie des coutumes officielles.

En principe, toute personne noble ou roturière, peut donner le tiers de ses propres, et tous ses meubles et acquêts (223, 236 A. C. 332). A défaut de propres, les deux tiers des acquêts sont réservés à la famille. Il en est toujours ainsi dans la succession des bâtards, qui ne peuvent avoir de propres (238, A. C., 352). S'il n'y a que des meubles, la moitié

1. Don de bois « Dictus senescallus nollet consentire quod dicti monachi dicta nemora possiderent; immo vellet quod dicta nemora ponerent extra manum suam et in manum mitterent laïcalem » *Vivoin*, 45 (1248), 34 (1252).

seule est disponible (1). Il y a donc subrogation des acquêts ou même des meubles aux biens propres absents, et la protection des droits des parents est ainsi mieux assurée (2). On ne peut donner en usufruit une portion supérieure à celle qui est disponible en propriété.

Tel est le principe. Mais il souffre de nombreuses modifications.

Commençons par étudier les libéralités possibles au profit d'héritiers présomptifs.

Aucun roturier ne peut faire la condition d'un de ses héritiers meilleure ou pire que celle des autres (234. A. C., 349); il ne peut donc rien leur donner qu'en avancement d'hoirie.

Le noble ne peut rien donner à son héritier principal en plus de sa part successorale (233. A. C. 333). Elle est considérable, et il est juste que les puînés ne soient pas dépouillés du peu qui leur revient. Mais on peut donner aux puînés leur part en propriété. On peut disposer au profit d'un seul de toute la quotité disponible au profit d'étrangers (223. A. C.).

1. En Anjou, le roturier peut donner la moitié de ses propres non hommages, ou la moitié de ses acquêts à défaut de propres (art. 236-238. A. C.). Mais cette quotité fut réduite au tiers par la coutume de 1508.

2. Sont aussi coutumes de subrogation les coutumes de Bretagne (199-203). Touraine, Loudunois, etc.

Mais ce don à un seul puîné porte préjudice à l'ainé, car les autres peuvent demander partage sur le reste des biens, c'est-à-dire sur la portion de l'ainé. Aussi en 1508 on a réformé cet article dans le sens que voici :

On peut toujours donner aux puînés, à tous ensemble le tiers des propres et la totalité des meubles et acquêts. Mais on ne peut donner à l'un d'eux que la totalité des meubles et deux tiers des acquêts en propriété. Le tiers des acquêts appartient aux puînés non donataires, et doit leur demeurer pour leur part et portion de l'hérédité, avec le tiers des propres. L'ainé garde le principal château et deux tiers des propres (335). Toutefois la fille noble peut recevoir en mariage une dot dépassant sa part héréditaire, pourvu qu'elle ne soit pas supérieure au tiers des immeubles (224 A. C., 258) (1).

D'après la coutume de 1411, le mari peut donner à sa femme la même portion qu'à un étranger (223 A. C.). La femme peut disposer de la même quotité au profit du mari, par don mutuel ou par testament (226. 227 A. C.)

En 1508, on a restreint ces pouvoirs. S'ils ont des enfants, les époux peuvent se donner par don mutuel

1. Selon la coutume d'Anjou de 1508, on peut donner à tous les puînés ou à l'un deux ; le tiers des propres, le tiers des acquêts, et tous les meubles (art. 321).

ou testament les meubles en propriété et les acquêts en usufruit, à charge pour le survivant de nourrir les enfants jusqu'à leur majorité ; et le survivant perdra cet usufruit s'il se remarie (334).

En l'absence d'enfants les époux peuvent se donner tous les meubles et acquêts en propriété (334). Jamais les conjoints ne peuvent, en principe, se faire donation de leurs propres. Cette règle souffre toutefois une exception, : lorsqu'il n'y a pas de meubles ni d'acquêts, le tiers des propres est disponible en propriété qu'il y ait des enfants ou non (334) (1). S'il n'y a pas de propres, un tiers des acquêts seulement est disponible ; à défaut d'immeubles, on ne peut donner que moitié des meubles.

A ces textes de la coutume sur les dons, entre époux, il faut joindre les dispositions de l'ordonnance connue sous le nom d'Edit des secondes noces, et rendue en 1560 par François II : la veuve qui se remarie ayant des enfants ou des petits-enfants, ne peut avantager son conjoint d'une portion supérieure

1. En Anjou, les époux peuvent disposer au profit l'un de l'autre de la même portion qu'au profit d'étrangers, c'est-à-dire $\frac{1}{3}$ des propres et $\frac{1}{3}$ des acquêts en usufruit, et la totalité des meubles s'ils ont des enfants ; et $\frac{1}{3}$ des propres et totalité des meubles acquêts en l'absence d'enfants (art. 321).

La plus grande variété règne dans les coutumes, sur cette question des dons entre époux : à Paris, les époux ne peuvent se donner par don mutuel que l'usufruit des biens communs, à condition de n'avoir pas d'enfants (art. 280).

à celle de l'enfant le moins prenant. Et le conjoint qui se remarie doit réserver aux enfants du premier lit les libéralités reçues du conjoint prédécédé.

Passons enfin aux donations que l'on peut faire à des étrangers. On peut leur donner les deux tiers des propres et tous les meubles et acquêts si l'on est célibataire ou veuf sans enfants.

Mais les gens mariés ne peuvent disposer de leurs propres au profit d'étrangers. S'ils ont des enfants, le tiers des meubles et acquêts est seul disponible, en propriété comme en usufruit. S'ils n'ont pas d'enfants, tous les meubles et acquêts sont disponibles, sauf application des règles déjà connues pour le cas où ces biens manquent (art. 336) (1).

Certaines personnes, même non parentes, ne peuvent rien se donner l'une à l'autre. Ce sont les concubins. Ils ne peuvent se faire aucune libéralité tant que durent leurs relations illicites (239, A, C., 354). Et les enfants qui naissent de ces rapports, les bâtards, ne peuvent rien recevoir de leurs parents, par disposition testamentaire ; on ne peut rien leur donner autrement que par don manuel, impliquant le dessaisissement immédiat du donateur (242, A. C., 357).

1. En Anjou, la quotité disponible au profit d'étrangers est la même que la quotité disponible entre époux (321). A Paris, la quotité était de un cinquième des propres. Les coutumes contenaient sur ce point des dispositions très variées.

Une autre règle concerne les bâtards : comme ils n'ont pas de propres, le tiers de leurs acquêts est seul disponible, avec la totalité de leurs meubles ; s'ils n'ont que des meubles, il n'en peuvent donner que la moitié (2 0-241, A. C., 355).

Ces limites à la faculté de disposer ne s'appliquent pas à une forme spéciale de disposition, qui consiste à donner tous ses biens à une personne, à charge pour le donataire de nourrir et entretenir le donateur pendant sa vie (art. 232, A. C.). Elle est en effet considérée comme un acte à titre onéreux, et elle est sujette au retrait lignager (1).

A part ce cas, la réserve s'applique, dans nos coutumes, à toutes les libéralités, entre vifs ou par testament, et non seulement comme dans la coutume de Paris, aux seuls testaments (2). Le mot donation est en effet employé dans un sens très général. Aussi la légitime de droit est inutile dans notre province (3).

1. Ce don à charge de nourriture a été pratiqué de très bonne heure. *La formule 58 d'Angers* en fournit un exemple. Nous en avons trouvé plusieurs dans les chartes. Voir *Saint-Vincent*, n° 44. — *Trinité de Vendôme*, 13. — *Saint-Serge d'Angers* nos 106 et 313.

2. La réserve s'applique également aux testaments et aux donations en Normandie (431-441) où les propres ne peuvent être donnés par testament (427-428) ; en Bretagne (199-200) Anjou, Touraine, etc.

3. Sur une tentative d'application de la légitime, voir : Poc-

Il faut que la réserve entière soit intacte, mais aussi que chaque ligne ait sa part de réserve complète (339). La coutume du Maine, plus rigoureuse encore que la coutume d'Anjou, exige de plus que les dons, quoique assignés sur une ligne soient pris sur les deux lignes proportionnellement à la quantité recueillie par chacune d'elles (339) (1).

Si les dons dépassent la quotité disponible, ils sont sujets à réduction, de façon que la réserve des héritiers soit sauvegardée. Les legs sont réduits proportionnellement, et en première ligne. Les dons entre vifs ne sont réduits qu'après les legs ; ils ne sont pas réduits proportionnellement, mais par ordre de date, en commençant par les moins anciens (art. 264 de 1463, 347 de 1508).

La réduction est demandée, en principe, par les héritiers du sang et par eux seuls, à condition de se porter héritiers. La jurisprudence devait tendre à donner au seigneur, comme au lignager, le droit de faire réduire les libéralités entamant la réserve. Les droits de déshérence du seigneur devaient être ainsi très bien protégés (2).

quet de Livonnière : Coutume d'Anjou, notes sur l'art. 321, avec l'avis contraire de Dupineau.

1. Cette question était débattue par les auteurs pour les coutumes muettes sur ce point (*Boissonade, Réserve héréditaire*, p. 255).

2. Boissonade. *Histoire de la réserve héréditaire*, p. 256.

Les suzerains sont aussi défendus contre les dons excessifs faits par leurs vassaux par la défense d'entamer les avantages de l'aîné, et par l'interdiction de démembrer le fief de plus du tiers, sous peine, pour le disposant, de perdre pour « dépié de fief » ses droits féodaux sur la partie indûment aliénée (1). L'indisponibilité partielle des biens des bâtards est aussi une garantie des droits du seigneur.

Mais le suzerain n'a plus à consentir aux aliénations : il perçoit simplement le rachat (2).

Lorsqu'une libéralité est faite au profit d'un établissement religieux, le seigneur peut, dans les quarante jours, sommer l'établissement donataire d'aliéner dans un délai de deux ans, sous peine de saisie des fruits jusqu'au jour de l'aliénation. Il a droit aussi de garder cet établissement pour vassal en percevant comme indemnité la valeur des fruits de trois années (art. 41).

L'édit de 1749 (art. 11, 14 et 26) devait modifier ainsi les pouvoirs du seigneur : Si la communauté a acquis les biens en vertu de lettres patentes, le seigneur doit se contenter d'une indemnité de trois années de revenus. A défaut de lettres patentes, le

1. Voir la théorie du dépié de fief dans la 6^e partie de la coutume.

2. Sauf lorsque la donation est faite à un héritier présomptif qui n'y est pas soumis.

seigneur peut se mettre en possession des biens comme s'ils étaient vacants, sauf à les rendre aux héritiers présomptifs du vendeur ou donateur, s'ils se représentent dans l'an et jour du jugement qui a mis le seigneur en possession.

SECTION II

Limites à la faculté de disposer à titre onéreux

Par des dispositions à titre gratuit, le chef de famille peut modifier l'émolument ou même la dévolution de sa succession. Il peut, par des dispositions à titre onéreux, modifier la composition de son patrimoine, et diminuer la portion des lignagers pour augmenter le nombre de ses meubles et acquêts (ou réciproquement). Comment protéger les lignagers ?

§ 1. — *Période gallo-franque*

Pendant la période gallo-franque, on protège les héritiers en les faisant intervenir à l'acte d'aliénation ; de cette façon, ils peuvent protester, et s'ils consentent à la vente, ils n'ont plus le droit de réclamer.

§ 2. — *Période féodale jusqu'au XIII^e siècle*

D'après l'article 167 de la coutume, si, dans l'an et jour de l'aliénation à titre onéreux d'un bien propre, un lignager vient offrir le remboursement du prix à l'acquéreur, celui-ci devra restituer le bien ; mais ce, pourvu que le lignager n'ait pas (1) été avisé de la vente.

La forclusion par le délai d'an et jour n'a pas lieu à l'égard du lignager demeurant hors de l'évêché (art. 168).

C'est ce qu'on appelle le retrait lignager. Il ne peut être demandé au cas d'échange, « parce que le bien reçu en échange a la même nature que le bien échangé » (2). Le retrait se fait devant le juge. L'acquéreur doit rendre le bien acquis, avec les fruits perçus.

Le lignager retrayant doit rembourser le prix

1. *Si aucuns dou lignage venoint avant, pour que ils fussent de l'évesqué et venissent après ce que l'an et jor seroit passé, et il demandâssent l'achat à avoir, il n'en auroint point par droit. Mes s'il venoint dedenz l'an et le jor aucun dou lignage, et demandast l'achat à avoir, il l'auret par droit, por quoy il n'eust esté semons devant justice: mes il rendreit à celi les amendemenz que il auret fez. Et s'il avoit esté semons davant justice de prendre, il n'en auret point* (art. 167).

2. Art. 167.

d'achat, les frais de la vente, et le montant des améliorations dûment établies, pourvu toutefois qu'elles aient été faites avant la demande de retrait ; autrement, l'acquéreur est de mauvaise foi et perd tout droit à une indemnité pour ces améliorations. Le prix doit être payé devant le juge, et tel qu'il a été déclaré par l'acquéreur. Celui-ci doit même l'affirmer sous la foi du serment si le retrayant l'exige ; s'il n'ose prêter serment, il est convaincu de fraude et doit restituer le bien sans recevoir aucune somme d'argent (1).

Le droit de retrait appartient aux lignagers descendant de celui qui a mis dans la famille le bien qui fait l'objet du retrait. Le bâtard, qui n'a pas de lignage, ne peut l'exercer, et personne ne peut l'exercer sur ses biens (art. 107). Notre coutume permet même le retrait dans des cas où le bien n'est pas sorti du lignage : Supposons trois frères ; l'un d'eux vend un propre à l'autre ; le troisième pourra exercer le retrait pour moitié, c'est-à-dire pour la part qu'il aurait dans la succession du vendeur, si celui-ci mourait sans descendants (art. 170).

La coutume glosée autorise le retrait par le fils, au cas de vente consentie par le père, pourvu que le fils ne soit pas intervenu à la vente, pourvu qu'il

1. Toutes ces règles sont exposées dans l'article 168 sous forme de dialogue entre les deux parties.

« n'oit beust sa part du vin de marchié » (art. 159). S'il y a plusieurs enfants, ils exerceront le retrait chacun pour leur part successorale.

Telles sont les règles générales du retrait lignager, institué pour la protection de la famille. La coutume consacre encore deux sortes de retraits, qui ont pour but la défense des intérêts du suzerain.

Si un gentilhomme *avoit fet achaz qui fussent de son fé, et il les donat à autres que à li ainznez, li ainznez les auret o les deniers païant que li pères y auret païé* (art. 1). C'est un moyen d'augmenter les possessions immobilières de la branche aînée.

Au cas d'aliénation par un vassal, le suzerain, même non lignager, peut exercer le retrait, pourvu que l'acquéreur ne soit pas lignager du vendeur. Le lignage est en effet préféré au suzerain. C'est alors un retrait féodal.

Quelle est l'origine du retrait ? Suivant de Laurière, le retrait lignager serait né des chartes de concession de fiefs : le suzerain voulait que le fief demeurât dans la famille du vassal et n'en pût sortir sans son agrément ni sans l'agrément de la famille. Le retrait aurait d'abord eu lieu pour les fiefs seulement, puis aurait été par la suite étendu aux rotures (1).

Cette explication a le tort d'exagérer le rôle joué en cette matière par la féodalité.

1. Coutume de Paris, t. I, p. 1. et suiv.

Les premières traces de l'idée qui inspira le retrait sont antérieures au régime féodal. La vente des terres ancestrales a toujours été vue avec défaveur (1). On ne l'admettait qu'en certaines circonstances, notamment au cas d'extrême nécessité (2). Cette vente n'était faite, (et cet usage persista longtemps), qu'avec le concours des proches parents.

Le droit des parents est protégé d'une manière spéciale par un texte de la loi des Saxons : Le fidèle d'un homme envoyé en exil, s'il est dans la nécessité de vendre ses biens, doit les offrir d'abord à ses proches. S'ils ne veulent pas les acheter, il doit les offrir à son protecteur, puis à une personne désignée par le roi (3). Si aucune de ces personnes n'accepte cet offre, il peut vendre à qui lui plaira.

Quelques chartes mancelles consacrent expressément le droit de la famille : Dès le ix^e siècle, un particulier fait une donation à l'abbaye de Cormery, et permet à ses parents de reprendre le bien donné si le couvent voulait en disposer (4).

1. Voir les exemples rapportés par M. Jobbé-Duval dans sa thèse sur le retrait lignager.

2. Ragueau et Laurière. *Glossaire du droit français* au mot : Pauvreté jurée.

3. *Loi des Saxons*, n^o 17.

4. « Si fuerit abba aut aliqua potestas qui istas res aut donare aut in beneficio, aut commutare alicui voluerit, liceat ipsas res superius præfatas propinquis meis qui mihi proximiores affinitate fuerint, in suo revocare dominio ant jure hereditario possidere. » (*D. Housseau*, I, n^o 74 ; p. 90 en 851.)

Vers 1072, Freducia, héritière d'alleux, poussée par la misère, ne voulut pas les vendre à des étrangers avant de les avoir offerts à son cousin (1).

Vers 1102 les moines de Noyers concédèrent la moitié d'un moulin. Le concessionnaire ne pourrait en disposer à son gré qu'après l'avoir offert à ses parents, d'abord, puis à l'abbaye (2).

Entre 1100 et 1112, un homme vendit un moulin à un prieuré de Marmoutier : son fils le racheta (3).

Entre 1111 et 1130, les seigneurs de Saint-Cher

1. « Nolens autem mulier, ad quam jus alodiorum maxime pertinebat, alienare hereditatem suam ab agnatione sua, venit primum ad Gervasium qui habebat uxorem quamdam ipsius cognatam, dixitque illi paupertatem suam, et rogavit ambos ut predicta alodia capientes in manum suam, juste se et virum suum, quamdiu viverent, tali conditione sustentarent, ut post mortem suam tam ipsi quam tota progenies post ipsos, alodia sua possiderent. » (*Trinité de Vendôme*, n° 233, vers 1072).

2. Si voluerit eum Gosbertus vendere, vel in vadimonio mittere, faciet parentibus suis. Quodsi ipsi noluerint, monachos monebit ut emant, vel in vadimonio accipient. Quodsi et ipsi noluerint, faciet de sua medietate quicquid voluerit. *Noyers*, 303 (1102).

3. Après avoir racheté un moulin, un frère le donne aux moines. Sa sœur réclame : « Judicavit curia illam calumniam esse injustam, ostendens illum molendinum patre suo fuisse venditum quam venditionem ipsa concesserat ; postea vero Vaslinus (frère) molendinum illud quod tam ipsa quam ceteri parentes per venditionem amiserant reclamavit, et singularem pretio scuto et baculo acquisivit. (*Marmoutier Chemillé*. Cartons Beautemps-Beaupré. Coutumes I, 286, 1100-1112.)

donnèrent à Saint-Vincent du Mans toute leur terre de Saint-Cher ; toutefois, pour une moitié de cette terre ils reçurent des moines 104 sous manceaux sous la condition suivante : les parents des donateurs pouvaient obtenir la moitié de la terre en remboursant la même somme à l'abbaye (1).

C'est là une sorte de vente partielle, avec faculté de retrait pour les proches. Ce droit de rachat de la famille se substitua peu à peu à l'obligation de l'offre préalable au lignage, mais celle-ci ne disparut qu'à la fin du xiv^e siècle, puisque nous en avons constaté l'existence dans la coutume glosée (152).

Le retrait se généralisa dans la France coutumière vers la fin du xii^e siècle. Il fut expressément consacré en 1190 par la charte communale d'Amiens (2).

Nous en avons trouvé des exemples dans plusieurs chartes mancelles du commencement du xiii^e siècle.

En février 1226, deux sœurs étaient en procès, au sujet des biens de leur mère et d'une autre sœur ;

1. Pro illa tamen medietate, CIV solidos Cenomannensis monaste tali condicione a monachis acceperunt, ut si aliquis parentum suorum in donum istius rei calumpniam faceret, nec monachi justo iudicio ambas medietates sibi retinere possent, pro prefata medietate, a calumpniatore datos solidos reciperent, et aliam medietatem solidam et quietam, in eleemosina possiderent. (*Saint-Vincent*, n° 788, 1111-1130.)

2. Art. 21 et 26, dans A. Thierry : *Monuments de l'histoire du Tiers-Etat*, t. I, p. 111-112.

l'une d'elles déclara qu'elle avait retiré ces biens de mains étrangères par droit de lignage (1).

En mars 1224, un homme réclama des biens donnés à la Couture du Mans, et dit qu'ils avaient été achetés par les moines, pour les reprendre par droit de lignage, en remboursant le prix (2).

Un grand nombre d'actes prouvent qu'au XII^e siècle le retrait lignager était d'application courante dans notre contrée (3).

Nous n'avons pas trouvé de chartes parlant du retrait féodal. Mais il dut se développer à la même époque et de la même façon que le retrait lignager : le vassal qui vendait son fief devait s'en dessaisir entre les mains du seigneur ; celui-ci pouvait retenir le fief pour le prix qu'en donnait l'acheteur, en vertu de son droit de refuser un vassal qui lui dé-

1. « Martha vero et maritus ejus cont.a dicerent, ut dicebant, quod ipsa Johanna et Agnes, soror sua, et Sedilia, mater ipsarum, quic quid habebant in dictis, rebus vendiderant, et quod ipsa Martha easdem hereditates ratione propinquitatis de manu retraxerat aliena. » *Saint-Victor*, n° 94, février 1226.

2. Don par Robert l'Ermite de tout ce qu'il possédait en fief et en domaine : « Et Guillemus Maschefer, laïcus... se oponeret, dicens quod dicti monachi emerant res predictas, et peteret easdem ratione propin qui talis, precium refundendo. »

Archives de la Sarthe, H, 18 pièce 22. Titres de la Couture.

3. Voir encore : *N. D. des Clairets*, n° 32 (1232) — *Cogner*, H. 32, n° 1 (novembre 1240) *Vivoin*. — 36, (12 octobre 1243). — *Saint-Vincent*, mss. latin, 5444, p. 553 (1251), etc.

plaisait. Plus tard, lorsque les formalités de dessaisissement et d'investiture furent tombées en désuétude le suzerain exerça son droit de retrait par voie d'action. C'est ce système qui sera appliqué dans les coutumes officielles.

§ 3. — *Fin de la période féodale. — Période des coutumes rédigées*

Les dispositions sur le retrait sont rassemblées dans la douzième partie des coutumes officielles. Elles sont fort nombreuses et donnaient lieu en pratique à des difficultés multiples que nous passerons sous silence. Contentons-nous d'indiquer les grandes lignes de cette institution.

Le retrait du lignager peut être exercé par les parents de la ligne d'où est venu le bien aliéné. Et si le bien vient des deux lignes, l'acheteur peut retenir ce qui n'est pas de la ligne du demandeur, ou forcer le retrayant à prendre le tout (253, 246 A. C.).

S'il y a concurrence entre plusieurs lignagers, le bien doit être adjugé au plus rapproché. A degré égal, les lignagers concurrents se partagent le bénéfice du retrait, pourvu que le concours de demandes se soit produit avant le paiement du prix par un retrayant. (254, 270, A. C.). (1). Si, dans l'année du retrait le

1. Cette préférence au profit du plus prochain lignager est

lignager retrayant vend le bien retrayé à un étranger, le premier acquéreur peut le reprendre moyennant le prix qu'il avait lui-même payé. En ce cas, en effet, le retrait n'a pas été opéré dans le but de faire revenir le propre dans la famille (272, A.C.). Les lignagers sont préférés au suzerain qui voudrait exercer le retrait féodal (253, A.C.).

Le retrait a été institué pour obvier aux inconvénients de l'aliénation des propres. Mais notre coutume va plus loin : elle déclare que le retrait s'applique aux acquêts tout comme aux biens patrimoniaux (252, A.C.).

Cette extension est sans doute le résultat de cette idée que si quelqu'un doit réaliser une bonne affaire, ce doit être de préférence un parent du vendeur. Et, de cette façon, la fortune familiale se trouvera augmentée. Cette particularité est propre à notre coutume et à celles de Normandie, Anjou, Touraine, Loudunois, Poitou.

Le retrait n'a lieu que pour les aliénations à titre onéreux, dont la vente est le type (245, A.C.). Il s'applique même en cas de vente forcée et de cession de biens (339, A.C.). La vente à réméré n'y donne

conforme à l'esprit de l'institution. Elle se retrouve dans les coutumes de Normandie, Anjou, Touraine, Loudunois, Poitou ; mais elle a été supprimée dans la coutume de Paris et le droit commun. L'influence des romanistes tendait à diminuer le nombre des cas où le retrait est possible.

lieu que si le délai de réméré dépasse neuf années (250, A.C.). Pas de retrait en matière d'échange ni d'arrentement, à moins qu'il n'y ait soulte en argent ou que la rente ne soit amortie dans l'année (248, 282, 249, A.C.).

Si deux époux communs en biens ont acheté un immeuble provenant de la ligne de l'un d'eux, et que l'un deux meurt sans héritiers directs, les héritiers du prédécédé ont la moitié de ce bien, et s'ils appartiennent à la ligne d'où vient ce bien ils peuvent acquérir l'autre moitié en payant au survivant la moitié du prix d'achat (194, 199, 201, A.C.). C'est le retrait de mi-denier.

Le retrait doit être demandé en justice.

Il est soumis à une procédure spéciale (265 et suiv. A. C.). La demande doit être faite dans l'an et jour de l'aliénation, sous peine de forclusion (245 A. C.). Le retrayant doit payer le prix dans les huit jours de la connaissance du retrait (256 A. C.).

Ce prix comprend le prix d'achat principal, les frais et les impenses nécessaires. Si l'acheteur a revendu, déjà, lorsqu'il est ajourné en retrait, il doit en faire la déclaration (280). Le retrayant ne rembourse au nouvel acquéreur que le prix de la vente primitive ; cet acquéreur se fait rembourser par le premier acheteur le complément de ce qu'il a payé lui-même (273 A. C.). Durant l'année au cours de laquelle le retrait peut être demandé, l'acquéreur

ne doit pas détériorer le bien ni y faire des améliorations, car celles-ci passeraient au lignager sans aucune indemnité pour leur auteur (260 A. C.). L'acquéreur fait les fruits siens quand il n'a pas commis de fraudes (262 A. C.). Le retrayant peut, à son choix, abandonner la récolte, ou bien la prendre en payant les frais de culture et de semence, (261 A. C.).

Les fraudes sont punies sévèrement. Si l'acquéreur nie le lignage, et si le demandeur établit sa mauvaise foi, l'acquéreur perd à la fois le bien et le prix (255 A. C.).

Si l'acquéreur déclare un prix supérieur au prix réel, il est frappé d'une amende arbitraire, et perd le bien sans aucune indemnité (257 A. C.).

S'il aliène le bien après l'ajournement en retrait, il est frappé des mêmes peines (280-281 A. C.). De même du sous-acquéreur qui a acheté en connaissant la demande de retrait.

Ces règles ont été maintenues en 1508 dans leur ensemble. La nouvelle coutume a simplement modifié quelques formalités de la procédure. De plus, la vente à réméré y donne lieu au retrait quel que soit le délai (403, 408). Les fraudes de l'acquéreur sont punies seulement d'une amende arbitraire (384).

Outre le retrait lignager, nos coutumes ont conservé le retrait féodal, sur lequel nous n'insisterons

pas. Il diffère du retrait lignager par quelques détails de procédure (359, 397, 399).

Lorsque quelqu'un a fait des acquêts en son fief et laisse des héritiers en deux lignes, les héritiers de la ligne d'où provient le fief peuvent prendre l'acquêt, en payant aux autres la moitié du prix (274 A. C.). De même, si un acquêt est fait au fief de l'un des époux, les héritiers du trépassé auxquels revient le fief peuvent garder l'acquêt en payant la moitié du prix aux héritiers de l'autre (275 A. C.). Ce sont là deux cas d'application du mi-denier, qui ont pour but de sauvegarder l'indivisibilité du fief.

Les intérêts féodaux ont aussi fait conserver le droit de retrait spécial de l'ainé noble sur les acquêts que le père a faits en son fief et donnés à ses puînés ou à des étrangers (203 A. C.).

CONCLUSION

Au cours de cette étude nous avons fréquemment comparé les dispositions de notre coutume avec celles des coutumes voisines et de la coutume de Paris.

Sur quelques points essentiels, rappelons les différences principales qui existaient entre le droit mançais et le droit coutumier du royaume représenté par le droit de la région parisienne.

A Paris, les règles de la succession noble s'appliquaient seulement aux biens hommages. Dans le Maine elles s'appliquaient à l'ensemble de la succession des nobles et aux biens hommages tombés en tierce foi aux mains de roturiers.

A Paris, l'ainé noble prenait un préciput et une part avantageuse variant de la moitié aux deux tiers suivant le nombre des puînés. Dans le Maine, l'ainé noble prenait un préciput, tous les meubles et deux tiers des immeubles ; les puînés mâles n'avaient qu'en usufruit leur portion du restant.

A Paris, les avantages d'aînesse n'avaient lieu

qu'en ligne directe et au profit des héritiers mâles seulement. Dans le Maine, le droit d'ainesse s'appliquait en ligne collatérale aussi bien qu'en ligne directe et profitait à l'ainée des filles ou parentes, à défaut d'héritiers mâles.

Comme la coutume de Paris, notre coutume consacrait pour la dévolution des propres le système dit « de côté et ligne ». Toutefois elle consacrait la représentation à l'infini non seulement en ligne directe, mais aussi en ligne collatérale. Elle consacrait également la fente des meubles et acquêts, qui n'était pas pratiquée à Paris.

Dans notre province les ascendants étaient exclus de la succession aux immeubles et n'avaient que l'usufruit des biens par eux donnés à leurs descendants morts sans enfants. A Paris, la maxime « Propres ne remontent » était entendue moins rigoureusement et le droit de retour de l'ascendant donateur avait lieu en propriété.

L'exclusion légale de la fille dotée ne s'appliquait pas dans la région parisienne, et la déclaration d'héritier principal n'y interdisait que les actes de disposition à titre gratuit. Au contraire, dans le Maine, les parents qui déclaraient leur aîné héritier principal ne pouvaient plus aliéner les biens compris dans la déclaration, pas plus à titre onéreux qu'à titre gratuit.

A Paris, on ne pouvait donner par testament plus

que le cinquième des propres, et la légitime de droit assurait à certains héritiers la moitié de leur part successorale. Dans le Maine on ne pouvait donner, par testament ou entre vifs que le tiers des propres, et totalité des meubles et acquêts. La réserve protégeait les héritiers contre les donations entre vifs, et non seulement contre les testaments. Si elle paraît moins étendue qu'à Paris, elle avait donc une plus grande partie d'application. De plus, à défaut de propres, elle se prenait sur les acquêts ou même sur les meubles. Enfin, nous avons vu qu'en bien des circonstances, la quotité disponible se trouvait considérablement restreinte.

Sur tous ces points notre coutume présentait un caractère essentiellement féodal et nobiliaire, comme la plupart des coutumes de l'Ouest de la France région longtemps soumise à la domination anglo-normande. Ces dispositions avaient pour but d'assurer la conservation des biens dans les familles et leur concentration entre les mains d'un très petit nombre de personnes (du moins dans les familles nobles). Elles tendaient à constituer et entretenir une forte aristocratie terrienne. Ce but a-t-il été atteint ?

D'après les rapports des intendants, la noblesse était moins pauvre dans notre région que dans une grande partie de la France. Elle était pourtant très affaiblie dès la fin du ^{xvii}e siècle. On comptait dans le Maine, sur près de 400.000 habitants, environ

600 gentilshommes, y compris les veuves, et cette noblesse n'était pas riche (1).

Dans le comté de Laval bien des familles avaient vendu leurs terres à des bourgeois enrichis. « En 1789, 217 gentilshommes se présentèrent à l'assemblée électorale pour les Etats généraux, et l'ordre tout entier ne disposa que de 458 voix (2). »

Les représentants des vieilles familles rurales n'étaient pas dans une situation de fortune très brillante, mais ils vivaient sur leurs terres de façon assez large et aisée, jouissant d'une grande considération de la part de leurs fermiers avec lesquels ils entretenaient en général de bons rapports.

Les paysans manceaux, travailleurs et sobres, au dire des intendants, avaient eu à traverser de longues années de misère. Malgré une amélioration de leur sort au milieu du xviii^e siècle, ils se plaignaient fort du poids des impôts et de la mendicité croissante (3).

Leurs plaintes, consignées dans les cahiers de

1. Voir Boulainvilliers, *Etat de la France*, II, généralité de Tours, p. 185, et Grosse-Duperron. *Tableau de la province du Maine*. Bulletin de la commission historique et archéologique de la Mayenne (1907, p. 470).

2. Robert Triger. *L'année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine*, p. 15. Nous empruntons beaucoup de renseignements à cet ouvrage.

3. Voir Baudrillart : *Les populations agricoles de la France*, t. II, p. 9.

doléances de 1789, portent surtout sur ces deux points. Les habitants d'Asnières déclaraient que « les deux tiers des meilleurs fonds de la paroisse appartenaient aux gens d'Eglise et étaient affermés à des fermiers généraux » (1). Ceux de Brûlon disaient que la « suppression de la féodalité serait un grand bien ». Ce ne sont là que des protestations isolées. D'une façon générale, les cahiers du Maine ne contiennent que peu de réclamations touchant l'ordre social (2). Le droit civil n'y est que très rarement l'objet d'une proposition de réforme.

Les habitants de Beaulieu demandaient « que les nouveaux droits sur les inventaires et ventes de meubles soient supprimés, parce qu'ils tendent à priver les enfants des pauvres laboureurs du peu qu'ils auraient recueilli de la succession de leur père ». Les habitants de la chapelle Saint-Fuay voulaient « qu'il n'y ait pas plus de formalités dans l'action de retrait qu'en toute autre ». Voici, enfin une observation qui concerne spécialement le droit successoral. « La coutume du Maine qui régit cette paroisse veut que les biens nobles tombés en tierce

1. Bellée et Duchemiu. *Cahier des doléances des paroisses du Maine*. Les paroisses y sont rangées par ordre alphabétique.

2. Les habitants de Saint-Aubain des Coudrais déclaraient nécessaire au maintien du bon ordre l'existence d'une aristocratie dirigeante.

foi soient partagés noblement entre les gens du Tiers-Etat. Cette disposition doit être réformée. Le partage inégal de l'héritage commun entre frères et sœurs est affligéant pour les nobles eux-mêmes ; à combien plus forte raison ne l'est-il pas pour nous ; s'il a quelques bons effet pour la noblesse, ce que nous n'examinons pas ici, il ne peut en avoir que de pernicieux dans l'ordre inférieur (1). »

Dans les cahiers de la noblesse, nous n'avons trouvé aucun passage relatif au droit successoral. Peut-être cela tient-il à ce que les familles nobles de la province voulaient conserver un peu plus longtemps le peu de fortune qui leur restait (2).

La principale critique du système successoral de notre coutume a été faite par le futur conventionnel Philippeaux, avocat au présidial du Mans, dans son *Projet de Législation civile*. Il résume sur les diver-

1. Commune de Cogners. Même remarque dans les cahiers de Cosmes, Cossé-le-Vivien, Saint-Mars-du-Désert, Montigné, Neuville-sur-Sarthe.

2. Dans les instructions de la noblesse d'Anjou à ses représentants, l'article 6 du chapitre II est ainsi conçu : On pourrait faire reviser les coutumes « à l'effet de fixer le sens des articles douteux et des mots hors d'usage et de rectifier les articles sur lesquels les provinces formeraient des réclamations fondées, telles que celles d'Anjou qui ne donne le partage des puînés nobles qu'en usufruit ». Proust. *Archives de l'Ouest*, fascicule 4. Voir les cahiers de la noblesse du Maine dans le même ouvrage.

ses matières les dispositions du droit coutumier, en particulier celles qu'il a le plus souvent l'occasion d'étudier, et se propose de « tracer des maximes générales qui aient le plus d'harmonie possible avec les lois primitives de la nature, avec la liberté, principe du bonheur public et individuel, avec les bonnes mœurs, qui le fortifient et le perfectionnent, enfin avec l'intérêt politique de l'Etat, que les lois anciennes conduisaient insensiblement à sa ruine » (1).

Naturellement, il condamne toutes les institutions féodales comme barbares. Le droit d'aînesse est funeste au bonheur de l'Etat. « Tout se réunit donc à demander l'abolition prompte et absolue du droit d'aînesse et le partage égal des successions sans distinguer aucunement les biens ni les personnes (2). »

Il est injuste d'exclure les ascendants de la succession de leurs enfants. « On ne peut leur envier le triste soulagement de recueillir les biens d'une partie d'eux-mêmes, que la mort leur enlève, et qui était l'objet de toutes leurs sollicitudes ; ce sera du

1. *Projet de législation civile, dans lequel on propose de substituer un Code général et simple aux coutumes nombreuses et contradictoires qui régissent les diverses contrées de la France, dédié à l'Assemblée nationale, par M. Philippeaux avocat au Présidial du Mans.* Cet opuscule est rare, et nous avons dû le consulter aux Archives nationales, où il est classé sous la cote : A D, XVIII^e, 165, pièce 13.

2. P. 66.

moins une ressource pour alimenter leur vieillesse (1). »

L'auteur veut qu'on maintienne les règles de la succession aux propres mais d'après le système des coutumes de simple côté. Quant à la fente des meubles et acquêts, il faut la supprimer. C'est une extension abusive des règles qui ne devraient intéresser que les propres.

Sont également à supprimer les incapacités qui frappent les bâtards et les aubains, et l'attribution au seigneur des biens de la ligne défailante.

Le douaire doit être étendu à la moitié des biens, car « la situation malheureuse d'une veuve mérite la plus haute faveur » (2).

« En accordant l'usufruit des seuls conquêts immeubles (au conjoint survivant) on n'accorde rien à un grand nombre d'époux dont la communauté ne renferme que des meubles, ce qui est ordinaire chez les marchands et artisans ; de sorte que la loi se trouve ne favoriser que les propriétaires, et donne lieu à une foule d'inégalités relatives (3). » Il faut y substituer un usufruit général sur les biens communs.

Sur la question du règlement du passif, voici

1. PP. 67-68.

2. Page 30.

3. Page 28.

l'avis de notre auteur : « L'esprit et la raison s'égarerent dans un dédale aussi ténébreux ; s'il y a quelque motif d'équité, il est si abstrait qu'il faut toute l'habileté des sophistes pour le découvrir. Selon moi, la forme de contribution établie par le droit romain et la coutume de Paris doit servir de règle générale (1). »

Quant aux modes de disposition, il faut proscrire les successions contractuelles ou testamentaires, afin que l'ordre légal et naturel ne soit pas bouleversé par des familles ambitieuses.

La plupart des entraves à la faculté de disposer sont à conserver dans la mesure où elles protègent les enfants. Mais celles qui se réfèrent à l'intérêt des collatéraux furent dictées « beaucoup moins par des motifs d'équité que par l'envie de maintenir et accroître l'état des familles opulentes » (2).

La réserve devrait porter sur tous les biens lorsqu'il y a des enfants. Il faudrait assurer aux ascendants une portion de la succession en l'absence de descendants. Enfin, on devrait pouvoir disposer par donation entre vifs plus largement que par testament.

Le retrait est vivement attaqué, comme une institution dangereuse. « Les familles puissantes, ja-

1. Page 77.

2. Page 57.

louses de leur tyrannie, voulurent en perpétuer les moyens. Le retrait lignager donne au droit du sang ce que le retrait féodal procure au droit du fief, un avantage collectif, dont le but est presque toujours le même, quoi qu'il eût deux sources apparentes (1). » Il donne lieu à une foule d'abus, à des procès interminables. Pour toutes ces causes il doit être aboli.

La plupart de ces critiques sont très judicieuses, et nous les approuvons ; le droit révolutionnaire devait supprimer les inégalités tenant au régime féodal. La loi de nivose an II organisa un mode égalitaire de dévolution de l'hérédité qui fut tempéré par la suite, pour aboutir dans le Code civil au système successoral que nous suivons encore aujourd'hui.

1. P. 47.

Vu : le président de la thèse,
LEFEBVRE

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu, et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	15
INTRODUCTION HISTORIQUE.....	15
CHAPITRE I. — Histoire sommaire de la province du Maine.....	15
CHAPITRE II. — Formation et sources du droit man- ceau	25
CHAPITRE III. — Géographie de la coutume. — Juri- dictions chargées de l'appliquer.....	45

PREMIÈRE PARTIE

La dévolution successorale et ses conséquences

TITRE I. — LA DÉVOLUTION SUCCESSORALE

CHAPITRE I. — <i>La dévolution à la famille</i>	51
<i>Section I.</i> — Période gallo-franque.....	51
Système romain. — Système germanique. — Mélange de ces deux systèmes tel que nous le constatons dans les formules et les chartes.	

	Pages
<i>Section II. — Période féodale jusqu'à la fin du xiii^e siècle.</i>	62
Ensemble des règles de dévolution d'après la coutume du xiii ^e siècle. — Traits caractéristi- ques de ce système ; leur origine : Caractère personnel de la succession. — Le droit d'ai- nesse. — Les droits des femmes. — Droits des ascendants. — Transmission des prop- res. — La représentation.	
<i>Section III. — Fin de la période féodale. — Pé- riode des coutumes rédigées.</i>	98
Changement de caractère de la féodalité. — Ca- ractère personnel de la succession. — Le droit d'ainesse étendu considérablement. — Droits des puînés. — Droits des femmes. — Droits des ascendants. — Transmission des propres. — La représentation à l'infini. — Dévolu- tion des meubles et acquêts : la fente.	
<i>CHAPITRE II. — Modes exceptionnels de dévolution. ...</i>	122
<i>Section I. — Période gallo-franque.</i>	122
Succession des affranchis. — Les bâtards. — Les étrangers.	
<i>Section II. — Période féodale jusqu'au xiii^e siècle.</i>	125
Succession des hérétiques, usuriers et déconfès. — Succession des bâtards. — Succession des serfs. — Droit de déshérence.	

	Pages
<i>Section III.</i> — Fin de la période féodale. — Période des coutumes rédigées.....	133
Succession des bâtards. — Succession des aubains. — Déshérence totale ou partielle.	
CHAPITRE III. — <i>Gains de survie entre époux</i>	136
<i>Section I.</i> — Période gallo-franque.....	136
Droit de la femme au tiers des acquêts. — La dos ex marito et le morgengab. — Le dotatitium. — Droit du mari veuf d'après la loi des Alamans. — Pratique des donations mutuelles entre époux.	
<i>Section II.</i> — Période féodale jusqu'au XII ^e siècle.	143
Le douaire : Ses règles d'ensemble. — Leur origine. — Droit de viduité du mari. — Droit du conjoint survivant à l'usufruit des acquêts.	
<i>Section III.</i> — Fin de la période féodale. — Période des coutumes rédigées.....	156
Le douaire. — Usufruit du survivant. — Pas de droit de succession entre époux.	
TITRE II. — CONDITIONS D'ACQUISITION DE L'HÉRÉDITÉ. — LES CONSÉQUENCES.	
CHAPITRE I. — <i>Acquisition de l'hérédité</i>	163
<i>Section I.</i> — Ouverture de la succession. — Incapacités successorales.....	163
Ouverture par la mort naturelle ou civile. — Entrée en religion. — Absence. — Incapa-	

cité des bâtards. — Aubains. — Inconduite
de la fille noble. — Religieux. — Lépreux. —
Absents.

Section II. — Situation des héritiers en présence
de la succession. — Partis qu'ils peuvent pren-
dre..... 170

La saisine héréditaire. — Renonciation. —
Acceptation bénéficiaire. — Acceptation pure
et simple.

CHAPITRE II. — *Conséquences de l'acquisition de l'hé-
rédité*..... 175

Section I. — Conséquences relatives à l'actif... 175

Mise en possession du suzerain en cas de déshé-
rence. — Le partage. — Le rapport des libé-
ralités. — La tenure en parage.

Section II. — Conséquences relatives au passif... 184

Obligations féodales : foi et hommage. — Aveu et
déclaration. — Rachat ou relief. — Frais funé-
raires. — Règlement du passif. — Les meubles
seuls affectés au paiement des dettes. — Obli-
gations des immeubles.

DEUXIÈME PARTIE

Dérogations à l'ordre légal des successions

CHAPITRE I. — *Modes de disposition*..... 196

Section I. — Période gallo-franque..... 196

Le testament gallo-romain. — Il est peu employé

	Pages
par les Germains. — Les donations et leurs modalités. — Donation par salmann. — Hereditoriæ. — Affatomie.	
<i>Section II.</i> — Période féodale jusqu'au XIII ^e siècle.	204
Les donations. — Le dessaisissement immédiat du donateur est nécessaire. — Révocabilité en certains cas. — Libéralités pieuses. — Renaissance du testament. — Pactes successoraux. — Mariage du fils aîné. — Exclusion de la fille noble dotée. — Libéralités entre époux.	
<i>Section III.</i> — Fin de la période féodale. — Période des coutumes rédigées.	220
Les donations. — Leur irrévocabilité. — Le testament. — Exhérédation. — Exécution testamentaire. — Déclaration d'héritier principal. — Exclusion de la fille noble dotée. — Donations entre époux.	
CHAPITRE II. — <i>Limites à la faculté de disposer.</i>	231
<i>Section I.</i> — Limites à la faculté de disposer à titre gratuit.	231
§ 1. — Période gallo-franque : Pas de règles fixes sur ce sujet. — Laudatio des proches.	231
§ 2. — Période féodale jusqu'au XIII ^e siècle. — Règles de la coutume sur le disponible. — Leur origine. — Le consentement des proches.	234
§ 3. — Fin de la période féodale. — Période des	

	• Pages
coutumes officielles. — Quotité disponible au profit d'héritiers. — Quotité disponible entre époux. — Quotité disponible au profit d'étrangers. — Sanction de la réserve. — Protection des droits du suzerain.....	247
<i>Section II.</i> — Limites à la faculté de disposer à titre onéreux.....	255
§ 1. — Le retrait lignager d'après la coutume du XIII ^e siècle. — Ses origines et son développement.....	255
§ 2. — Le retrait lignager et le retrait féodal dans les coutumes rédigées.....	256
CONCLUSION. — Comparaison rapide avec le droit commun coutumier.....	269
Etat de la noblesse à la fin du XVIII ^e siècle, — Réclamations des cahiers de doléances. — Critique du système successoral de la coutume par Philippeaux.	
§ 3. — Fin de la période féodale. Période des coutumes rédigées.....	263

